REVUE THÉORIQUE ET POLITIQUE DE LA LIGUE INTERNATIONALE SOCIALISTE / AOÛT 2023 - # 4

RÉVOLUTION PERMANENTE

HÉGÉMONIE IMPÉRIALISTE CONTESTÉE

Revue théorique et politique de la Ligue internationale socialiste / Août 2023 - # 4

RÉVOLUTION PERMANENTE

Directeur: Alejandro Bodart

Comité éditorial : Imran Kamyana - Ezra Otieno
Oleg Vernyk - Sergio García - Douglas Diniz
Rubén Tzanoff - Verónica O'Kelly - Joaquín Araneda

Édition: Pablo Vasco - Martín Carcione
Design et mise en page: Tamara Migelson

Vous nous trouvez ici
www.lis-isl.org
Mail: ligainternacionalsocialista@gmail.com
Liga Internacional Socialista
@ligainternacionalsocialista
Liga Internacional Socialista @isl_lis
Liga Internacional Socialista (LIS)

Enregistrement DNDA en cours
Les articles signés et les interviews n'expriment pas forcement les positions de la LIS mais plutôt celles de leurs auteurs.

la montaña
EDICIONES MARXISTAS
Perú 439
Buenos Aires
Argentine, C.P. 1067

3 Hégémonie impérialiste contestée

5 Le déclin de l'hégémonie impérialiste américaine

9 Rivalités inter-impérialistes en Asie-Pacifique et préparation à la guerre

14 C'est quoi la Chine?

22 500 jours de guerre en Ukraine

23 À qui profite économiquement la guerre ?

25 Zelensky, un gouvernement anti-ouvrier

26 Quel type de reconstruction faudra-t-il ?

27 Notes sur les guerres impérialistes et le « pacifisme »

29 Halte aux persécutions en Russie

31 Internationalisme contre la répression de Loukachenko

34 La politique des révolutionnaires

39 Brésil. Les limites du PSOL et la construction du parti révolutionnaire

41 Le bla-bla atteindra l'Amazonie

42 Argentine: après le triomphe de Milei, vers plus de tensions sociales. Quelle stratégie pour le Front de gauche ?

46 I Congrès Panafricain de la LIS

Hégémonie impérialiste CONTESTÉE

Nous devons traverser des temps d'une gravité vraiment sans précédent dans l'histoire. La crise économique structurelle de ce système capitaliste-impérialiste en déclin, la misère et les inégalités croissantes, génèrent des luttes sociales et des rébellions récurrentes ainsi que des polarisations politiques qui incluent l'irruption d'expressions d'extrême droite. A ce chaudron en ébullition s'ajoutent de nouvelles pandémies, des catastrophes climatiques et des guerres régionales qui provoquent des migrations forcées massives et même la menace d'une troisième guerre mondiale à l'horizon.

La différence qualitative avec les périodes précédentes est que le réchauffement global, le changement climatique et la pollution et la destruction de l'environnement atteignent aujourd'hui des niveaux jamais vus auparavant, dépassant peut-être déjà certaines limites de non-retour. Ce n'est pas « un mensonge de la gauche marxiste » comme le dit la droite négationniste, mais une vérité tangible et scientifique. En même temps, l'ampleur des arsenaux que les grandes puissances continuent d'accumuler, dans une course aux armements qui inclut bien sûr les armes nucléaires, suffit à mettre la civilisation et la planète Terre même qui nous abrite en danger de disparition.

Actuellement, deux adversaires centraux sont en vedette dans le duel croissant pour l'hégémonie mondiale. Nous n'allons pas vers un monde « multipolaire » avec un certain équilibre, mais vers de plus grands affrontements. Et le remplacement d'un impérialisme par un autre n'a jamais eu un caractère pacifique, mais guerrier. Un concurrent, ce sont les États-Unis : s'ils restent l'impérialisme dominant, ils sont en déclin depuis que la débâcle de l'ex-URSS et l'affaiblissement de tout l'appareil stalinien les ont laissés seuls, sans partenaire, face à la conflictualité mondiale. Son adversaire évident est la Chine, qui avec plus de précipitation que de pause continue d'avancer dans son poids et son ingérence commer-

ciale, économique, politique, militaire au niveau international.

Cette contestation majeure et l'hypothèse d'une nouvelle guerre mondiale sont des sujets d'analyse et de débat pour l'ensemble de la classe bourgeoise, évidemment aussi pour les courants marxistes et révolutionnaires. La caractérisation de la Chine est directement liée à cela : est-ce encore un capitalisme d'État, est-ce une économie *en transition*, ou sommes-nous déjà face à un nouvel impérialisme ? En tout cas, contrairement à d'autres secteurs du centre-gauche et de gauche, de notre Ligue Socialiste Internationale nous n'attribuons à la Chine aucun rôle progressif, mais tout aussi capitaliste exploiteur et prédateur que celui des États-Unis.

En cas d'affrontement direct entre les deux superpuissances, toute la zone de l'océan Pacifique serait le premier théâtre de guerre, mais certainement pas le seul. Dans un tel cas, il serait de première nécessité de coordonner une grande campagne internationale contre la guerre. Mais cette querelle d'hégémonie a déjà aujourd'hui des expressions régionales spécifiques, telles que les tensions à Taïwan et à Hong Kong, les menaces d'intervention militaire impérialiste au Niger et en Haïti ou la tentative de l'Otan d'avancer vers l'Europe de l'Est, l'invasion réactionnaire de la Russie à l'Ukraine et la guerre qui s'y est déclenchée et qui se poursuit. Au rejet de toute ingérence impérialiste, il faut ajouter la défense du droit de tout peuple opprimé à son autodétermination, son indépendance, sa souveraineté nationale.

Quant à cette guerre, outre le *campisme* qui soutient la Russie pour la considérer comme un *camp progressif* devant l'Otan, le *pacifisme* soulevé par des secteurs du centre-gauche et le *défaitisme des deux côtés* posé par certains courants trotskystes finissent par être des erreurs fonctionnelles pour Poutine. Ces divisions ont empêché le développement d'une large mobilisation contre l'invasion. Au lieu de cela, notre position intègre le soutien à la lutte légitime du peuple ukrainien pour défendre son territoire contre l'invasion russe, tout en dénonçant politiquement le gouvernement capitaliste de Zelensky et en exigeant le retrait et la dissolution de l'Otan.

Toutes ces questions politiques et théoriques passionnantes constituent donc l'objet principal de la présente édition de *Révolution permanente* que nous proposons à notre public : quelle est la situation réelle des États-Unis, qu'est-ce que la Chine et quel rôle joue-t-elle dans le monde, les tensions dans la zone Asie-Pacifique, les nouvelles de la guerre russo-ukrainienne, avec quel programme et quelle politique les organisations révolutionnaires devons-nous intervenir. A ces articles s'ajoutent d'autres sur les débats politiques chez la gauche radicale en Argentine et au Brésil, ainsi que sur le premier Congrès Panafricain de la LIS qui se déroule au Kenya.

Nous offrons ces textes comme une contribution à une meilleure compréhension des défis que nous pose l'actualité mondiale complexe et de la politique pour y intervenir correctement, en promouvant le regroupement international des révolutionnaires et la révolution socialiste dans chaque pays et à travers le monde, qui est la seule issue stratégique pour vaincre ce système inhumain d'exploitation, d'oppression et de mort avant qu'il ne finisse par nous plonger dans la barbarie la plus atroce.

LE DÉCLIN de l'hégémonie impérialiste américaine

PAR LUIS MEINERS, COLLECTIF TEMPEST, ÉTATS-UNIS

Le déclin et la crise de l'hégémonie impérialiste américaine est l'une des caractéristiques déterminantes du présent. S'il reste la première puissance impérialiste, il n'est plus capable de dicter à lui seul les modalités de fonctionnement de l'ordre mondial et fait face à un rival stratégique montant. Ce déclin relatif a des bases profondes et est marqué par des événements charnières des dernières décennies.

Les États-Unis sont sortis de la Seconde Guerre mondiale comme la principale puissance capitaliste de la planète. Avec l'Union soviétique, ils constituaient les deux pôles de l'ordre mondial d'après-guerre. Les accords de Bretton Woods de 1944 scellèrent l'hégémonie du dollar comme monnaie mondiale et donnèrent naissance au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, constituant le cadre institutionnel de l'hégémonie américaine.

Dans les années 70, cependant, la situation commençait à se compliquer. La récupération des puissances capitalistes qui avaient le plus souffert de la Seconde Guerre mondiale -l'Allemagne et le Japon- signifiait une concurrence accrue pour l'industrie américaine. Michael Roberts[1] souligne qu'à partir de la seconde moitié des années 60, le taux de profit aux États-Unis avait commencé à baisser. Ajouté à cela, en 1974, il y a eu la défaite militaire de l'impérialisme américain au Vietnam.

Cependant, avec la fin de la *guerre froide* et l'effondrement de l'Union soviétique, les États-Unis sont devenus le leader incontesté d'un monde unipolaire. L'impérialisme américain a essayé d'organiser le monde selon les besoins de la nouvelle hégémonie. Cela impliquait d'intégrer les États dans le cadre international des institutions construites à cet effet et d'étendre leur influence par de nouvelles institutions et accords commerciaux. L'expansion de l'Otan vers les États d'Europe de l'Est en est un exemple. Les deux partis capitalistes américains étaient attachés à cette stratégie impérialiste. L'impérialisme américain a également agi comme un gendarme mondial, essayant de stabiliser l'ordre mondial sous son hégémonie.

Avec George W. Bush, l'impérialisme américain a tenté de consolider son hégémonie en renforçant son contrôle sur le Moyen-Orient. Dans le cadre de cette stratégie, il a lancé des guerres contre l'Afghanistan et l'Irak, avec lesquelles il entendait obtenir des changements rapides de régime dans ces pays, profitant de l'occasion après l'attaque des tours jumelles pour justifier une augmentation du militarisme. Cette offensive, à son tour, a été projetée comme une plate-forme pour obtenir un plus grand contrôle sur la région et ses ressources stratégiques.

Mais les événements montreront qu'un nouvel ordre mondial unipolaire n'est pas un pari facile. Pendant des décennies, le stalinisme avait agi pour contenir, détourner et désactiver les processus révolutionnaires et les montées de la lutte des classes dans le monde. L'effondrement de l'ordre bipolaire d'après-guerre a signifié que l'impérialisme américain a été laissé seul à la pointe des efforts pour contrôler et résoudre les conflits et les contradictions qui ont surgi.

En Irak et en Afghanistan, son offensive militaire s'est enlisée dans des guerres interminables sans signes clairs de victoire. Cela a également déclenché une montée du sentiment anti-guerre avec d'énormes manifestations à travers le monde et aux États-Unis mêmes. Dans ce contexte, il s'est de plus en plus isolé car ses plans de consolidation de l'hégémonie impérialiste ont produit des résultats contraires à ceux attendus.

LA CRISE DE 2008

La crise économique déclanchée à partir de l'éclatement de la bulle immobilière a ses racines dans les stratégies appliquées pour surmonter la crise des années 70. L'offensive néolibérale déployée depuis la fin des années 70, marquée par la forte hausse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale lorsque l'organisme était présidé par Paul Volcker -le soi-disant *choc Volcker*-, a réalisé une reprise du taux de profit sur la base d'une forte récession au cours de la première moitié des années 80 et d'une offensive constante contre la classe ouvrière. Cependant, dans la première décennie du 21e siècle, la reprise a montré des signes d'épuisement. La baisse du taux de profit a généré une bulle spéculative qui a fini par éclater.

La crise de 2008 a ouvert une décennie de stagnation économique et de polarisation sociale et politique aux États-Unis et dans le monde, ce qui a eu un impact sur l'hégémonie américaine. Le Printemps arabe de 2011 et son cortège de révolutions, de contre-révolutions et de guerres civiles ont trouvé des États-Unis déjà épuisés par les guerres en Irak et en Afghanistan. Dans leur intervention dans la région, les États-Unis ont dû se mesurer aux puissances régionales et à la présence de la Russie, sans pouvoir imposer leur dessein sur le territoire. Dans le même temps, ses principaux alliés de l'Otan en Europe occidentale étaient confrontés à leurs propres crises et même à la montée de mouvements de protestation comme l'Espagne.

Aux États-Unis, Occupy Wall Street a donné le signal du début d'un cycle de mobilisation après

que certaines des luttes les plus importantes de la décennie précédente, comme le mouvement anti-guerre et les grèves historiques des immigré.e.s, aient fini par être canalisées électoralement sous la pression des démocrates. Il y a eu un processus de radicalisation politique de la jeunesse qui aurait des répercussions au-delà du mouvement. En 2014, le premier cycle de mobilisation de Black Lives Matter a eu lieu après les meurtres de Michael Brown et Eric Garner aux mains de la police, montrant l'énorme potentiel de la lutte noire contre le racisme et la police qui s'est développée avec plus de force dans l'historique rébellion de 2020. Le début de la présidence de Donald Trump a produit une réponse majeure du mouvement féministe. La Marche des femmes contre l'investiture de Trump a rassemblé des centaines de milliers de personnes à Washington, des millions à travers le pays. Pendant toute la période, on assiste également à une relative résurgence des luttes du mouvement ouvrier.

La droite avait son propre processus de « radicalisation ». La première preuve en a été le Tea Party, qui a émergé en réponse à l'élection d'Obama et à son plan de sauvetage économique. Il a eu une expression de mobilisation dans les rues en 2009 et lors des élections de 2010, il est apparu comme un défi par la droite à l'establishment du Parti républicain. Ce processus s'est de nouveau exprimé dans la campagne de Trump en tant *qu'outsider* au sein des primaires républicaines en 2016. Après la victoire de Trump, l'extrême droite enhardie a appelé le rassemblement « Unite the right » (*Unir la droite*) *à* Charlottesville en 2017.

Dans ce scénario de polarisation sociale, les structures politiques traditionnelles du régime américain ont été ébranlées par un sentiment anti-establishment. Les positions « modérées » au sein des partis républicain et démocrate ont perdu du terrain face au phénomène émergent de droite et de gauche. Secoués par des tensions internes, les États-Unis ont également commencé à faire face à un rival stratégique au niveau international.

LA RIVALITÉ INTER-IMPÉRIALISTE AU TEMPS DE TRUMP

Contrer la Chine est devenu une priorité sous l'administration Obama. L'approche adoptée pour ce faire était d'essayer de l'isoler en garantissant le contrôle américain sur le Pacifique. Le Traité transpacifique (TTP) a été une initiative clé à cet égard, établissant un accord commercial entre les pays de toute la région, laissant explicitement la Chine de côté pour entraver l'expansion de son influence par le commerce et la diplomatie.

Trump a encore aggravé les tensions avec la Chine, passant d'une stratégie basée sur l'isolement et le confinement à une position plus directement conflictuelle. Cela s'est vu dans la guerre commerciale lancée par Trump en 2018. Cette escalade n'était pas sans logique, elle exprimait la nécessité pour l'impérialisme américain de faire face à un rival en pleine ascension au stade de son propre déclin.

Cependant, c'est peut-être à cet égard que Trump a laissé les besoins de la classe dirigeante américaine les plus insatisfaits. Tout au long de son mandat, il y a eu plusieurs moments de collision ouverte avec l'establishment de la politique étrangère : les controverses sur le retrait des troupes de Syrie, sur la relation avec l'OTAN, la démission de James Mattis en tant que secrétaire à la Défense, entre autres. L'unilatéralisme de Trump et la remise en cause du système traditionnel d'alliances, illustré par son retrait des accords multilatéraux sur le commerce et l'environnement, ont fait l'objet d' interrogations tant de la part des démocrates que des républicains. Il a également été critiqué pour son approche sur la Russie et la Chine.

Malgré sa rhétorique isolationniste, Trump a continué à poursuivre les intérêts mondiaux du capital américain, bien que d'une manière qui s'écarte en partie du consensus établi. L'approche plus agressive et unilatérale de Trump a aliéné les alliés traditionnels. Ce faisant, il a effectivement affaibli la position internationale des États-Unis,

d'où les inquiétudes de la classe dirigeante et de l'appareil d'État que Biden a su représenter dans la course électorale de 2020.

BIDEN : LE RETOUR DES USA ?

Biden a promis de restaurer le leadership américain dans le monde, conformément aux inquiétudes exprimées par l'appareil de la sécurité intérieure et la classe dirigeante américaine. Contre l'approche unilatérale *« L'Amérique d'abord »*, il a exprimé la nécessité pour ce pays de retrouver sa position auprès de ses alliés traditionnels afin de constituer une base solide pour concurrencer ses rivaux. Cela reflète à la fois une compréhension que les États-Unis doivent faire face à un monde de plus grande instabilité et de concurrence inter-impérialiste, et une prise de conscience que leur relative faiblesse signifie qu'ils ne peuvent pas faire cavalier seul.

L'invasion russe a fourni à l'administration Biden l'occasion de faire avancer cette tâche stratégique. L'une des conséquences de l'invasion de Poutine a été un renforcement relatif de l'Otan.

Cette alliance avait été frappée par la perte de prestige de l'impérialisme américain après les invasions de l'Irak et de l'Afghanistan. Les tensions entre les différents États membres de l'alliance ont été rendues publiques à plusieurs reprises. La présidence Trump et sa politique « America First » avaient aggravé cette situation.

La politique de l'impérialisme yankee envers l'Ukraine a été marquée par cela, et par l'orientation d'affaiblir la Russie autant que possible. Simultanément, il a cherché à éviter une implication directe et à restreindre tout type d'assistance qui pourrait conduire à une escalade impliquant une confrontation directe. Tout au long de ce processus, il s'est parfois heurtée à ses alliés au sein de l'Otan, mais en termes généraux, l'alliance se porte mieux aujourd'hui qu'elle ne l'était avant l'invasion russe de l'Ukraine.

Les tensions inter-impérialistes avec la Chine ont continué à monter. Un point culminant particulier s'est produit en 2022 avec la visite de Nancy Pelosi à Taïwan. Alors que les États-Unis restent formellement attachés à la politique d'*ambiguïté stratégique* (reconnaître la souveraineté de la Chine mais maintenir l'ambiguïté sur l'indépendance de Taïwan), ils sont devenus plus explicites dans leur défense de l'île. Le gouvernement Biden a également accéléré les initiatives en matière commerciale et économique visant à réorienter ses circuits de production et d'approvisionnement (notamment de technologie stratégique), en les sortant de l'orbite chinoise. Parallèlement, il a cherché à renforcer ses liens stratégiques dans le Pacifique avec l'Australie et le Japon.

Les États-Unis restent la puissance impérialiste hégémonique. Mais il ne fait aucun doute que cette hégémonie est en crise et remise en question. Il est clair que nous traversons une situation de fortes tensions. Outre la guerre en Ukraine et la rivalité avec la Chine, la tension monte dans la péninsule coréenne. Dans ce cadre, il est fondamental que les socialistes révolutionnaires nous opposons à l'impérialisme américain à partir d'une position indépendante et contraire à toute agression impérialiste sans tomber dans aucun type de campisme.

1. https://thenextrecession.wordpress.com/2021/08/17/the-relative-decline-of-us-imperialism/

RIVALITÉS
inter-impérialistes en Asie-Pacifique et préparation à la guerre

PAR TOM BRAMBLE, ALTERNATIVE SOCIALISTE, AUSTRALIE

La région Asie-Pacifique est un centre vital pour l'économie mondiale. 60% du commerce maritime y passe, un tiers par la seule mer de Chine méridionale. La rivalité inter-impérialiste croissante dans la région la rapproche de la guerre, avec des conséquences potentiellement catastrophiques.

Depuis 1945, après une concurrence écrasante du Japon, les États-Unis dominent cette vaste étendue. La flotte du Pacifique est la plus formidable mobilisation de puissance militaire, et la finance et les multinationales américaines jouent depuis longtemps un rôle important dans la région. Mais portée par la croissance spectaculaire de son économie au cours des trois dernières décennies et la montée en puissance de l'État qui l'a accompagnée, la Chine défie désormais la domination américaine. La classe dirigeante chinoise ne peut tolérer une situation dans laquelle elle est empêchée de jouer le rôle qu'elle considère comme son droit dans la région. Les ambitions de la Chine en Asie sont une menace pour les États-Unis. Washington ne peut pas se permettre de voir sa flotte du Pacifique chassée de la région, car cela signalerait à ses alliés comme à ses adver-

saires qu'elle n'est plus *« la nation indispensable du monde »*, comme l'Hillary *Clinton a décrit l*es États-Unis. Les deux parties développent de multiples stratégies pour s'imposer.

L'OFFENSIVE AMÉRICAINE CONTRE LA CHINE

L'administration Biden a hérité et intensifié l'orientation de Trump pour cibler la Chine dans tous les domaines. Les dépenses militaires américaines ont augmenté. Les États-Unis ont des centaines d'installations militaires en Asie et dans le Pacifique occidental. Le Japon accueille la plus grande part, avec 50 000 militaires américains. Okinawa, une île du sud du Japon, abrite la plus grande escadre de l'US Air Force. La Corée du Sud compte 30 000 soldats et membres de la marine américains dans 15 bases, dont Camp Humphreys à Séoul, la plus grande base militaire des États-Unis à l'étranger, et Jeju qui, comme Okinawa, n'est qu'à quelques centaines de kilomètres des côtes chinoises. Guam dans le Pacifique et Diego Garcia dans l'océan Indien -territoires contrôlés par les États-Unis- accueillent une flotte de bombardiers B 52 ainsi que des milliers de militaires. Les États-Unis ont également un accord avec Singapour qui leur permet d'utiliser des bases navales et aériennes situées à un goulot d'étranglement stratégique vital dans le détroit de Malacca à l'entrée de la mer de Chine méridionale.

Les États-Unis ont multiplié les exercices militaires avec leurs alliés de longue date dans la région tels que le Japon, la Corée du Sud, la Thaïlande, l'Australie et Singapour, et tendent maintenant la main au Vietnam et aux Philippines, deux pays qui avaient chassé les bases américaines. Des exercices navals conjoints, appelés par euphémisme des exercices de « liberté de navigation », impliquent régulièrement des dizaines de navires et de sous-marins en patrouilles hostiles au large des côtes chinoises et à travers le détroit de Taiwan.

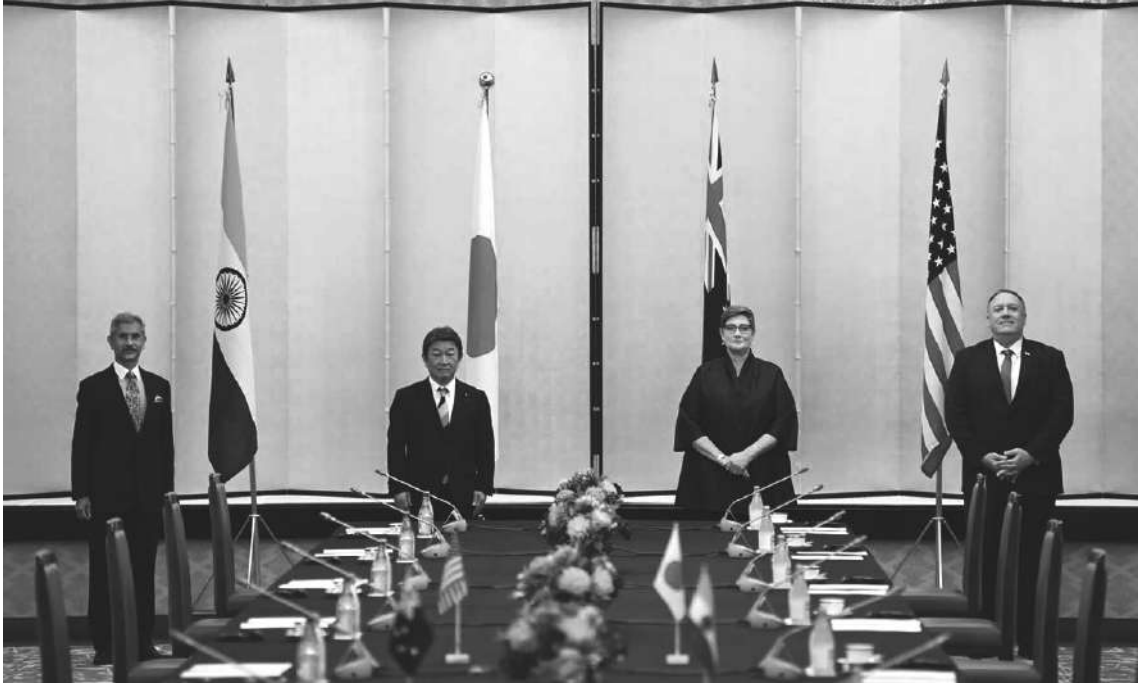
Ces bases et exercices militaires ont aujourd'hui un objectif principal : intimider la Chine.

Les alliés de l'Amérique emboîtent le pas en augmentant leurs dépenses militaires. Le Japon augmente son budget d'armement de 20% à 55 milliards de dollars. La Corée du Sud a annoncé des augmentations annuelles de 7% pour les cinq prochaines années.

L'Australie joue également un rôle de plus en plus important dans les préparatifs de guerre des États-Unis : elle a annoncé de nouvelles dépenses militaires majeures, notamment plus de 300 milliards de dollars pour une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire. Les installations de renseignement gérées par les États-Unis en Australie centrale et occidentale sont une composante essentielle de la planification de guerre des États-Unis. L'Australie fournit des installations au Corps des marines, à la Marine et à la Force Aérienne des États-Unis qui sont hors de portée de presque tous les bombardiers et missiles chinois.

L'impérialisme australien revient à une période antérieure d'intervention agressive en Asie. Après la défaite des États-Unis soutenus par l'Australie au Vietnam dans les années 70, l'Australie a tempéré ses ambitions militaires à l'étranger et a introduit la doctrine de la « défense de l'Australie », qui suggérait une concentration des forces près de chez elle et un budget militaire réduit. Cela n'a pas empêché l'Australie de rejoindre les forces américaines lors de la guerre du Golfe de 1991 et les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak au début des années 2000, ni d'arrêter l'intimidation australienne des îles du Pacifique Sud, mais il s'agissait de déploiements à petite échelle. L'Australie est maintenant revenue à ce qu'elle appelle la doctrine de la « défense avancée ». Cela signifie des ambitions militaires beaucoup plus agressives et le positionnement de la marine loin des côtes australiennes plus près de la Chine, des sous-marins nucléaires rôdant au large des côtes chinoises, prêts à tirer des missiles de croisière. La « défense avancée » n'a rien à voir avec la défense du continent australien, il s'agit de soutenir les États-Unis dans leur domination de la région.

L'Australie a également été à l'avant-garde des efforts visant à rapprocher l'Inde de la stratégie menée par les États-Unis pour contenir la Chine. L'Inde a historiquement cherché à se distancer des grandes puissances impérialistes et, si elle s'est rangée du côté de l'une, c'est la Russie qui lui a fournie la plupart de ses armes et du pétrole. Le Premier ministre Narendra Modi rapproche maintenant l'Inde des États-Unis et a récemment été fêté lors de tournées d'État en Australie et aux États-Unis (même s'il rejette la pression américaine pour abandonner la Russie). Avec sa propre frontière contestée avec la Chine, l'Inde



était un participant volontaire au Quad Security Dialogue (le Quad) avec le Japon, les États-Unis et l'Australie qui a été relancé après une décennie d'inactivité.

Les États-Unis pressent également leurs partenaires de l'Otan d'étendre la portée de l'alliance en Asie. La déclaration publiée après le sommet de l'Otan de juin 2022 a été la première à citer la Chine comme une menace, *« un défi pour nos intérêts, notre sécurité et nos valeurs »*. La Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Canada ont envoyé des navires de guerre en mer de Chine méridionale en 2021-22, signe que les États-Unis préparent leurs alliés à la guerre.

La Chine n'est pas restée inactive. Le PCC a résolument modernisé et amélioré sa capacité de combat au cours des dernières décennies, conformément à son désir croissant d'avoir une part du gâteau mondial. Alors qu'elle est toujours en retard sur les États-Unis, elle est maintenant loin devant toute autre puissance en termes de capacité militaire. Selon le rapport 2020 du département américain de la Défense au Congrès, *« la Chine a déjà atteint la parité avec les États-Unis, voire l'a dépassée, dans plusieurs domaines de la modernisation militaire »*, notamment la construction navale, les missiles balistiques et de croisieres conventionnels basés au sol, les systèmes intégrés de défense aérienne. Les systèmes chinois de croisière et de missiles balistiques à lancement terrestre sont conçus pour détruire des bases navales et des actifs américains dispersés en Asie et dans le Pacifique. Son système sophistiqué anti-accès/zone refusée pourrait désormais avoir la capacité de neutraliser les bases américaines au Japon et en Corée du Sud, ainsi que la flotte américaine auparavant inaccessible dans le Pacifique, en particulier ses porte-avions.

Les deux camps aiguisent leurs épées en préparation de la guerre.

GUERRE ÉCONOMIQUE

Les tensions impérialistes croissantes se sont également fait sentir dans la sphère économique et industrielle. Les deux parties tentent de réduire leur enchevêtrement économique avec l'autre.

Alors que les États-Unis exerçaient une hégémonie mondiale, réprimant efficacement le conflit militaire inter-impérialiste pendant un certain temps, les grandes entreprises étaient libres de choisir comment et où investir et commercer. Cela a permis une déconnexion partielle entre le commerce et la raison d'État. Même dans des secteurs sensibles comme l'armement, où le Pentagone est le principal client, les entreprises américaines sous-traitent la production d'acier et de composants électroniques clés à la Chine. Aujourd'hui, la tension accrue oblige le commerce à s'aligner sur les priorités des États à mesure que les obstacles au commerce et à l'investissement augmentent. Dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, le contrôle des réserves mondiales de pétrole était au premier plan de la réflexion stratégique et des déploiements militaires, mais aujourd'hui, les semi-conducteurs, les machines et les consommables avancés tels que les terres rares et autres minéraux sont nécessaires à leur fabrication.

Pour la Chine, ce n'est pas nouveau. Pékin a longtemps considéré les entreprises comme des

serviteurs du pouvoir national. Pendant des années, la Chine a essayé d'encourager une plus grande autosuffisance dans les secteurs clés, en particulier l'informatique, les semi-conducteurs et la technologie satellitaire. C'est ce qui sous-tend le programme « Chine 2025 », qui vise à stimuler la production locale dans divers secteurs de haute technologie.

L'État américain est maintenant en train de rattraper son retard. La guerre en Europe, une confrontation potentielle en Asie et les perturbations commerciales causées par la pandémie de COVID ont conduit les décideurs politiques à reconnaître les risques inhérents aux chaînes d'approvisionnement impliquant la Chine. Il existe un accord bipartite sur le fait que les affaires de l'impérialisme sont trop importantes pour être laissées entre les mains des hommes d'affaires, et qu'elles doivent être soumises à la volonté du Département d'État et du Pentagone. Comme le dit l'administration Biden : *« La sécurité économique est la sécurité nationale* . » *Le made in America* remplace désormais la mondialisation comme principe directeur.

Les États-Unis tentent de reconfigurer leur base industrielle pour ramener l'industrie «chez elle», ou du moins chez ses alliés proches et éloignés de la Chine. Les industries les plus liées à l'armée sont prioritaires. Au second semestre 2022, la Maison Blanche a approuvé des milliards de dollars de subventions pour la production locale de semi-conducteurs, l'intelligence artificielle, la robotique et l'informatique quantique. Plus de dizaines de milliards de dollars de subventions encourageront la production américaine de panneaux solaires, de batteries électriques et de voitures électriques.

Le revers de la médaille de ce qu'un commentateur *du Financial Times* a décrit comme la « guerre économique totale » des États-Unis contre la Chine est leur tentative d'écraser la capacité de ce pays à améliorer sa base industrielle. En octobre de l'année dernière, le département américain du Commerce a introduit des contrôles à l'exportation pour limiter l'accès de Pékin aux technologies de pointe, que ce soit pour des applications civiles ou militaires. Il s'agit d'une guerre commerciale mordante, motivée par la rivalité impérialiste. L'histoire a montré que les guerres commerciales ne sont souvent que les précurseurs des guerres meurtrières.

La sécurité énergétique a été un grand moteur de la politique impérialiste, tant à l'Est qu'à l'Ouest. C'est une priorité américaine depuis des années : si le Pentagone était contraint de dépendre du pétrole importé, il ne pourrait pas être sûr que ses chars et ses avions de chasse pourraient fonctionner en temps de guerre. Les États-Unis ont maintenant atteint l'autosuffisance énergétique et sont un important exportateur de pétrole et fournisseur de GNL après des milliards de dollars d'investissements dans la fracturation hydraulique.

La Chine manque d'approvisionnements suffisants en charbon et en gaz pour l'industrie électrique et doit s'approvisionner auprès de nations amies. Les liens se sont développés avec la Russie et l'Iran, mais aussi avec l'Arabie saoudite et les États du Golfe, qui ont été indignés par les tentatives américaines de réglementer les exportations de pétrole du Golfe.

QUELLE EST LA PROBABILITÉ QU'UNE GUERRE ÉCLATE ?

Certains observateurs espèrent que la guerre n'éclatera pas en raison des interconnexions économiques étroites entre les puissances occidentales et la Chine. Ils pensent que cela pourrait ralentir les deux côtés d'un conflit qui ruinerait les relations financières et commerciales.

Le scénario le plus probable n'est pas une guerre totale entre les États-Unis et la Chine dans les quatre ou cinq prochaines années. Aucune des deux parties ne se sent encore prête pour cela. Le scénario le plus probable, mais toujours incroyablement dangereux, est une période prolongée d'escalade des tensions, de consolidation de l'alliance et de renforcement militaire des deux côtés qui rend une confrontation inévitable à un moment donné, une confrontation qui pourrait facilement être déclenchée par une erreur de calcul ou en raison de un événement imprévu. C'est ce qui s'est passé pendant la Première Guerre mondiale. Au printemps 1914, personne n'aurait imaginé qu'une des guerres les plus meurtrières de l'histoire de l'humanité éclaterait à l'automne, faisant entre 15 et 22 millions de morts.

Étant un système anarchique conduit par la concurrence, le capitalisme ne fonctionne pas sur la base de ce qui a du sens pour l'humanité mais plutôt sur ce qui donnera à une classe dirigeante ou à une autre un avantage sur ses rivaux. Dans une compétition pour dominer le système mondial, les calculs financiers à court terme tels que la perte de marchés et la perturbation du commerce international sont supprimés, car il devient clair que celui qui sera laissé pour compte périra. C'est

ce qui a poussé la Grande-Bretagne et l'Allemagne à se faire la guerre en 1914, et c'est la même logique qui pousse les États-Unis et la Chine toujours plus près de la confrontation militaire aujourd'hui.

Certes, l'ordre mondial capitaliste a considérablement changé depuis 1914, mais la logique concurrentielle sous-jacente du capitalisme reste enracinée. Le capitalisme continue d'être un système basé sur l'exploitation des travailleurs et dans lequel la recherche du profit l'emporte sur tous les besoins humains. La logique concurrentielle implacable du capitalisme conduit à la pauvreté et à la dégradation, à des crises économiques répétées, à la destruction de l'environnement et à des affrontements constants sur les marchés, les opportunités d'investissement et l'accès aux matières premières. La conséquence est des déclenchements répétés de la guerre.

Le fait que les grandes puissances ne soient pas entrées en guerre à l'ère nucléaire conduit certains à suggérer que la menace de *destruction mutuelle assurée* (DMA) retiendra chaque camp.

La DMA a contribué à consolider la soi-disant détente entre les deux superpuissances, la Russie et les États-Unis, avec sa destructivité relativement équilibrée. Mais la guerre nucléaire a été évitée de justesse lors de la crise des missiles cubains d'octobre 1962. La moindre erreur de calcul aurait pu conduire à Armageddon.

Avec le déclin relatif des États-Unis et la montée en puissance de la Chine, l'équilibre des forces impérialistes a changé de manière décisive au cours des deux dernières décennies, ce qui crée une situation beaucoup plus instable et incertaine. La « détente » entre les États-Unis et l'Union soviétique qui a commencé en 1969 est terminée depuis longtemps.

Et même si la DMA fait hésiter les grandes puissances à se lancer des armes nucléaires, elle n'a pas empêché le déclenchement de la guerre en Ukraine, le plus grand conflit militaire au cœur de l'Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

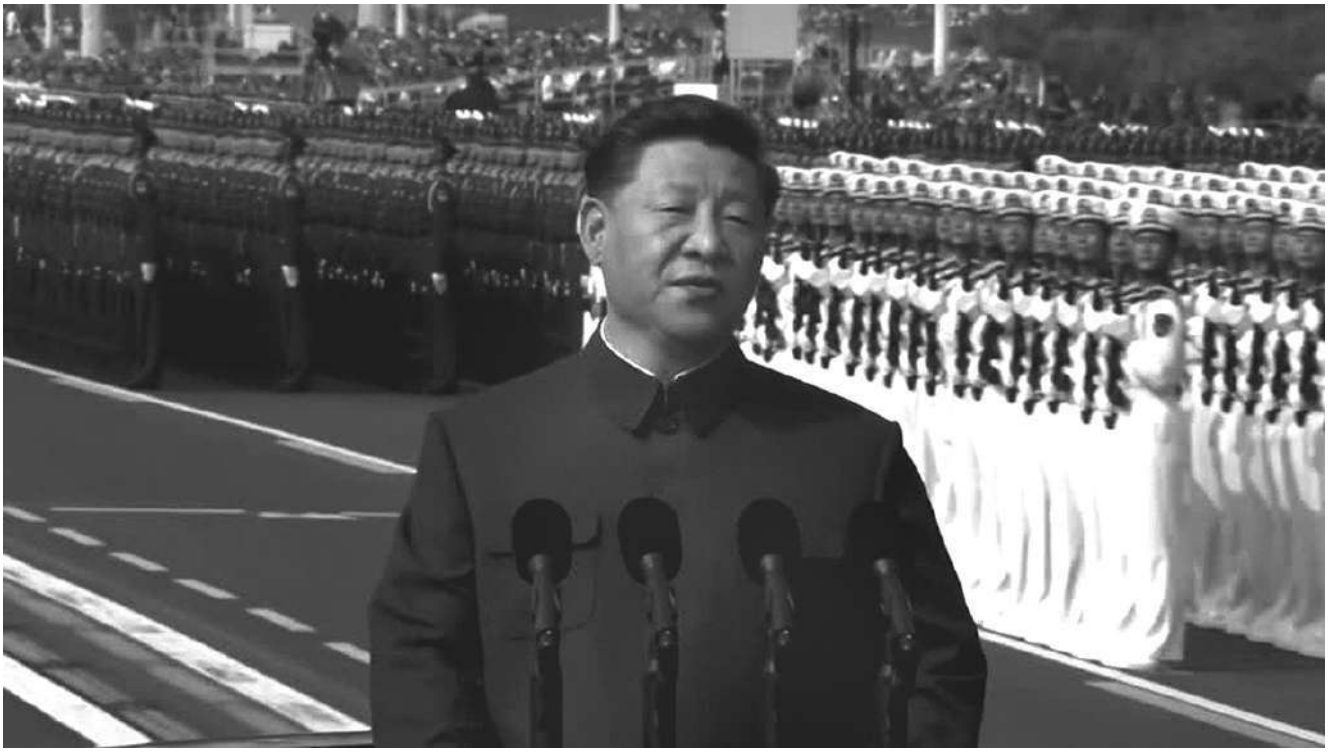
La guerre en Ukraine a montré à quel point les armes dites conventionnelles sont devenues extrêmement destructrices. Et bien qu'elle n'ait pas déclenché une guerre européenne plus large ou une guerre nucléaire jusqu'à présent, une guerre conventionnelle majeure à l'avenir pourrait bien le faire.

Taïwan sera un point critique. Elle abrite les usines de semi-conducteurs les plus sophistiquées au monde, un prix brillant pour quiconque contrôle l'île. Le territoire a longtemps été aligné sur les États-Unis, mais le PCC le considère comme une province renégat, une affaire inachevée de l'époque coloniale. Ce n'est pas seulement une question de fierté nationale pour le PCC. Tant que Taïwan est aligné sur les États-Unis, la Chine y voit un obstacle à son contrôle sur la mer de Chine méridionale. Le dirigeant Xi Jinping a vu les États-Unis mobiliser l'OTAN contre la Russie et craint que la Chine ne soit soumise à la même coercition si elle se dirigeait vers Taïwan. Il redouble d'efforts pour construire l'autosuffisance militaire et économique de la Chine afin d'échapper à ce sort. Dans le même temps, le président Biden a déclaré à plusieurs reprises au cours des deux dernières années que les États-Unis soutiendraient Taipei en cas d'invasion chinoise.

Une ère de la politique mondiale se termine et une nouvelle s'ouvre. La rivalité impérialiste devient plus dangereuse. Les budgets militaires augmentent. Le nationalisme est en hausse. La logique des événements pousse dans le sens de la guerre impérialiste totale. Les armes terribles dont disposent les impérialistes, et les conséquences pour chacun s'ils ne gagnent pas, nous avertissent de la catastrophe qui attend la population mondiale si une nouvelle guerre régionale ou mondiale éclate.

La guerre n'est pas inévitable, mais nous ne pouvons pas compter sur la diplomatie ou sur le bon sens de nos dirigeants. Et nous ne pouvons pas nous asseoir et attendre de voir ce qui se passe. Nous devons jeter les bases d'un mouvement anti-guerre de masse avec une politique socialiste en son centre qui défiera les pouvoirs existants et arrêtera leurs préparatifs de guerre.

C'est quoi la CHINE ?



PAR CARLOS CARCIONE ET VICENTE GAYNOR

Au cours de la dernière décennie, les rapports entre les États-Unis et la Chine ont radicalement changé. D'une collaboration économique et de quelques accords diplomatiques censés garantir une certaine stabilité géopolitique mondiale, elle est passée à une dynamique d'affrontements croissants. Qu'est-ce que la Chine et quel rôle joue-t-elle dans le monde sont des débats cardinaux pour les révolutionnaires.

Guerre économique, tensions guerrières, provocations dans des zones sensibles pour la souveraineté de la Chine, tentatives d'empêcher son progrès technologique, fortes pressions sur ses partenaires commerciaux ou financiers, cherchant à stopper et inverser la pénétration économique chinoise dans le monde. Ce qui n'était au départ que des pressions économiques et diplomatiques s'est peu à peu mêlé aux ombres d'un danger croissant : celui des affrontements militaires.

Ce changement se produit dans un contexte d'accélération de la crise systémique du capitalisme et de la domination impérialiste américaine qui, bien que prépondérante, est entrée de plein fouet dans un déclin qui se poursuit. Cela s'est approfondi après l'échec américain à transformer la Russie en une semi-colonie une fois l'URSS effondrée. Dans le même temps, il y a eu une croissance économique exponentielle et un changement structurel rapide en Chine qui l'a fait passer d'un pays essentiellement paysan à l'usine du monde et au premier exportateur mondial de marchandises. La mutation structurelle chinoise s'est produite à tous les niveaux :

- À une vitesse record, une classe ouvrière de plus de 300 millions de personnes s'est formée, supplantant l'ancienne classe qui a émergé sous l'État ouvrier contre-révolutionnaire, ainsi qu'une puissante bourgeoisie basée sur l'appropriation d'une masse colossale de plus-value extraite à force de surexploitation brutale des travailleurs.

- Les forces armées se transforment également : d'assises sur l'armée, conçues pour la défense nationale, elles s'organisent autour de forces navales à caractère offensif.

- De la production d'imitations industrielles de mauvaise qualité et à bas prix, il est devenu une partie de l'avant-garde de la recherche et du développement de technologies de pointe, étant parmi les pays les plus avancés en matière d'intelligence artificielle.

- D'un égalitarisme de la pauvreté et des salaires misérables de sa population, elle est passée à multiplier son PIB par habitant par 50 en dix ans.

Ces transformations ont accompagné un expansionnisme agressif qui en un demi-siècle à peine en a fait une puissance mondiale dynamique et la deuxième ou première économie du monde. Ces changements ont été menés d'en haut par un régime politique totalitaire, une dictature à parti unique et une bureaucratie absolutiste, dont une partie est devenue de véritables *princes rouges* constituant la nouvelle bourgeoisie.

Ces changements structurels, leur rapidité, leur ampleur et la croissance économique record, la conduite de ces changements par le Parti communiste chinois, ouvrent des débats chez la gauche mondiale. Certains disent que la Chine est sur sa propre *voie vers le socialisme et* argumentent des justifications de toutes sortes. D'autres, acceptant que la Chine soit devenue un pays capitaliste, affirment qu'elle fait face à l'agression américaine et n'a pas de politique expansionniste de type impérial. Notre thèse est que la bureaucratie chinoise, dirigée aujourd'hui par Xi Jinping, a mené pendant plus de trois décennies une contre-révolution bourgeoise qui a restauré le capitalisme en Chine et l'a transformé en un pays impérialiste qui, avec ses particularités et ses contradictions, agit comme tel sur la scène mondiale.

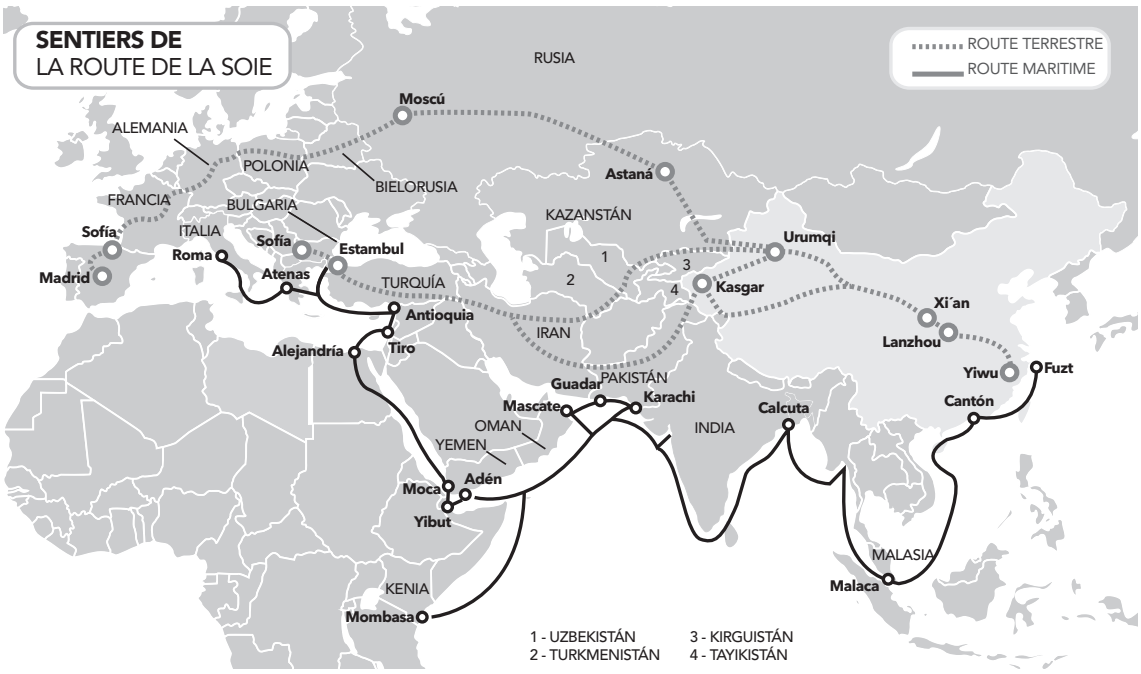
RESTAURATION CAPITALISTE

Le processus qui a conduit à la restauration capitaliste de l'État ouvrier déformé chinois a été tumultueux et prolongé, traversé par de grands événements de la lutte des classes, des échecs économiques retentissants de la bureaucratie chinoise et le début de la crise capitaliste mondiale à la fin des années 60. Cette querelle a duré plus de deux décennies, dont l'échec du Grand Bond en avant (62), la Révolution culturelle menée par Mao et une partie de la direction du parti (66), l'ouverture des Zones économiques spéciales (80) et le Massacre de Tiananmen (89). Un processus contre-révolutionnaire s'est développé qui conduira à la consolidation de la restauration capitaliste dans tout le pays à partir des années 90.

La famine provoquée par l'échec du Grand Bond en avant dépassa les 20 millions de morts et provoqua le déplacement de Mao, qui se réfugia dans la direction des forces armées. Au milieu des années 60, une dispute de clique éclata dans la bureaucratie dirigeante, culminant avec la mort de Mao et le retour au pouvoir de Deng Xiaoping, qui avait été emprisonné. Une profonde mutation vers la restauration capitaliste s'amorce, dont les premiers pas avaient déjà été faits dans les campagnes en ouvrant des aides économiques aux paysans. Mais l'étape fondatrice, si l'on veut, a été d'installer les *zones spéciales* où prévalait une politique de marché libre.

Usine automobile automatisée à Shenyang.

L'ouverture des relations capitalistes a permis de grands investissements, avec d'énormes facilités pour participer au commerce international, signifiait en fait l'élimination du monopole de l'État dans ce domaine. A la campagne, les paysans sont autorisés à vendre sur le marché les produits de leurs parcelles privées. Le processus de privatisation des entreprises d'État s'est accéléré depuis 1995, passant de 118 000 entreprises contrôlées par l'État et le parti à moins de 50 000. Le nombre d'employés de l'État a chuté drastiquement de 145 millions à 75 millions. Comme la loi qui empêchait la migration interne de la campagne vers les villes en fait n'était pas appliquée, une jeune classe ouvrière s'est



développée, composée de *migrants internes illégaux* sans droits du travail, sans salaire ni droits sociaux de base tels que la santé, l'éducation, la sécurité sociale, les secteurs dans lequel qui a également avancé la privatisation.

Dans le même temps, dans les campagnes, l'autorisation précitée a été passée à l'expropriation de vastes zones pour faciliter la construction de villes nouvelles, dont une bonne partie reste vide comme *des villes fantômes*. Ce boom a provoqué une bulle, comme en témoigne la récente crise d'Evergrande, une société privée dédiée aux affaires immobilières et financières. La relance de l'activité immobilière dans les premières décennies de la restauration capitaliste a généré un marché privé et une spéculation à l'occidentale. On estime que 20% des logements sont encore inoccupés et que les dettes hypothécaires insolvables totalisent 340 milliards de dollars.

Ce processus d'à peine 30 ans s'est consolidé au milieu des grands changements qui ont traversé depuis 1989 le soi-disant *socialisme réel*, c'est-à-dire les États sous le contrôle de la bureaucratie contre-révolutionnaire de l'URSS. Cela s'est également manifesté en Chine, mais avec un résultat différent. Alors que les marches en URSS ont mis fin à la dictature du PC et qu'elle a implosé avec un résultat contradictoire dans la conscience du mouvement de masse, mais avec un signe généralement positif dans le démantèlement de cet appareil contre-révolutionnaire mondial, en Chine les choses se sont passées différemment. En 1989, d'énormes mobilisations d'étudiants et de travailleurs ont été écrasées dans le sang et le feu lors du massacre de Tiananmen, consolidant la dictature et la bureaucratie au pouvoir accélérant le rythme de la restauration.

La propagande du régime chinois tente de présenter ce processus de retour au capitalisme comme sa *propre voie* vers le socialisme. La vérité est qu'un système a été établi qui a rétabli en Chine la *loi de la valeur*, l'extraction de plus-value à partir de l'exploitation ou de la surexploitation du travail salarié et la formation des classes sociales essentielles à l'existence d'un capitalisme aux caractéristiques impérialistes.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

En seulement 40 ans, la Chine a parcouru le chemin qui pour d'autres puissances mondiales a duré deux siècles. Aujourd'hui, c'est la deuxième économie mondiale et selon la bourse américaine, elle serait en mesure de dépasser ce pays en 2035. Mais si le PIB est mesuré par rapport à la part du pouvoir d'achat, c'est déjà la première économie mondiale. Son PIB par habitant a été multiplié par cent depuis le début des réformes, en 2022 il a dépassé les 12 000 dollars. Elle est devenue le principal partenaire commercial de plus de 50 pays et la majorité des étudiants étrangers de l'enseignement supérieur sont chinois. D'autres données confirment le soi-disant *miracle chinois*.

Mais au même rythme, les inégalités et la surexploitation de la main-d'œuvre ont augmenté. Sa population vieillit, ce qui pousse le gouvernement à relever le plafond familial de *deux enfants* à *trois enfants et à restreindre le droit à l'avortement.* A son tour,

le pays commence à traverser les crises typiques du capitalisme comme l'a montré cette année la crise immobilière. Depuis la pandémie, la Chine n'a pas réussi à retrouver son dynamisme et sa croissance d'antan : en 2022, elle dépassait à peine 3% sur un an. Mais quel type de système prévaut en Chine ? Comment sa croissance a-t -elle été possible ?

Il existe diverses approches de ce débat. Différentes formes de propriété coexistent aujourd'hui en Chine : une grande partie de l'économie est sous le contrôle de l'État, mais la plus grande contribution au PIB est apportée par le secteur de la propriété privée. Au cours des dernières décennies, l'économie chinoise dans son ensemble est devenue mercantile et la loi de la valeur prévaut, bien qu'avec une forte ingérence de la planification étatique. En 2007, l'Assemblée nationale a approuvé la loi qui reconnaît la propriété privée et la protège au même titre que la propriété publique.

Dans un livre analysant le phénomène chinois[1], l'économiste allemande Isabella Weber décrit les débats au sein de la bureaucratie sur la manière d'aborder les réformes. Entre gradualisme très maîtrisé et choc vers le marché, après Tiananmen le cours a penché vers un contrôle strict. Ainsi, le PC maintient une intervention directe de ses dirigeants dans les conseils des sociétés privées pour contrôler que les objectifs fixés par le gouvernement soient atteints. Cette tutelle est politique et complémentaire du contrôle dictatorial sur la classe ouvrière, dont le droit de grève est interdit depuis 1982. Mais la planification bureaucratique d'un capitalisme aux prétendues qualités chinoises ne peut éviter la contradiction fondamentale du métabolisme capitaliste : le choc permanent entre la nécessité d'augmenter la productivité du travail et la croissance de la rentabilité du capital. L'économie capitaliste chinoise n'échappe pas à cette contradiction. C'est ce qui pousse l'objectif explicite énoncé par Xi Jinping : d'inaugurer un siècle chinois de domination mondiale.

Le développement accéléré que la Chine a réalisé au cours des dernières décennies, catalogué comme un *miracle* par les analystes bourgeois, ne s'est pas produit en dehors de la lutte des classes. Au contraire : il était essentiellement le produit de la surexploitation ouvrière. Le pays était l'usine du monde parce qu'il offrait dans les zones spéciales aux principales multinationales une main-d'œuvre semi-esclave, sans aucun droit syndical ni démocratique.

Au fur et à mesure que l'industrie nationale se développait et devenait plus technique, la classe ouvrière se segmentait et une classe moyenne émergeait qui formait un vaste marché intérieur. Les travailleurs ont mené des luttes et des grèves vigoureuses, notamment pour les salaires, au cours des 15 dernières années.

Il y a une explication de plus pour comprendre le développement accéléré de la Chine : la *loi du développement historique inégal et combiné,* découverte par Marx et complétée par Trotski, qui montre que les pays arriérés ne doivent pas suivre tout le chemin parcouru par les pays avancés, mais peuvent intégrer le développement de ces derniers et profitent ainsi -pour ainsi dire- de leur retard.

Pour définir ce qu'est la Chine, on pourrait aussi parler de *capitalisme d'État, b*ien entendu dans son sens classique : une économie capitaliste gérée directement par l'État bourgeois ou avec un contrôle étatique fort.

Mais l'usage de cette catégorie est toujours relatif au type d'État auquel on se réfère. Lénine l'a utilisé pour l'URSS lorsque la grave crise économique de 1922 a forcé le gouvernement bolchevique à prendre des mesures capitalistes partielles : la soi-disante NEP[2]. Même ainsi, comme celui qui maintenait le pouvoir et le contrôle politique était l'État ouvrier révolutionnaire, il comprenait ce *capitalisme d'État* comme un retrait tactique nécessaire dans la transition vers le socialisme[3].

La dynamique de la Chine aujourd'hui est complètement opposée à celle de la Russie révolutionnaire d'il y a un siècle : non pas vers le socialisme, mais vers le capitalisme et l'impérialisme. Bien qu'une bonne partie de l'économie soit aux mains de l'État et qu'il exerce un contrôle direct et indirect sur le secteur privé, sa matrice centrale est capitaliste, son caractère de classe est bourgeois, son développement est impérialiste.

EXPANSION INTERNATIONALE

Ceux qui combattent l'idée que la Chine est une puissance impérialiste soulignent souvent qu'elle n'a pas de colonies, n'envahit pas de pays, ne favorise pas les coups d'État. Mais il faut tout évaluer, selon le capitalisme mondial actuel. Les colonies sont aujourd'hui un aspect marginal même des principaux impérialismes. La domination politique des puissances sur les pays semi-coloniaux découle avant tout de l'ingérence économique via l'investissement en capital, l'extraction des ressources, les accords commerciaux, les prêts et leurs conditions. L'inégalité militaire entre puissance et semi-colonie joue un rôle évident de chantage permanent, mais les in-

terventions et les invasions comme condition pour définir une puissance comme impérialiste seraient aujourd'hui extrêmement limitantes. Ils laisseraient des puissances telles que le Japon en dehors de la définition et d'autres telles que l'Allemagne, dont la participation aux opérations militaires via l'Otan est marginale depuis la Seconde Guerre mondiale, seraient débattues. À son tour, l'ingérence dans les processus politiques où une puissance a investi des intérêts n'est plus étrangère à la Chine, comme nous l'avons vu récemment au Myanmar et dans d'autres pays.

La Chine ne diffère pas qualitativement de l'impérialisme occidental en termes de relations avec des dizaines de pays semi-coloniaux. Dans des dizaines de pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, c'est déjà la principale puissance qui pille les ressources, exploite la main-d'œuvre bon marché et accorde des prêts assortis de conditions d'austérité publique et de cession de souveraineté.

Il y a 15 ans, la Chine a supplanté les États-Unis en tant que premier partenaire commercial de l'Union européenne, de l'Afrique, de l'Amérique du Sud. Avec ses 3 800 milliards de dollars de réserves, elle est devenue le principal bailleur de fonds des pays « en développement ». La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) a été fondée en 2014 en tant que concurrent explicite du FMI en Asie, tandis que la Banque de développement de la Chine prête déjà plus que la Banque mondiale. Mais l'expression la plus claire de la façon dont le développement capitaliste de la Chine se porte est son projet *bande et route de la soie* (BRI, acronyme en anglais).

ROUTE DE LA SOIE

Le « projet du siècle », comme annoncé par Xi Xinping en 2013, est un plan d'investissement pharaonique dans les infrastructures, des ports, des autoroutes, des chemins de fer, des gazoducs et des oléoducs qui couvre déjà plus de 150 pays pour renforcer la capacité de la Chine dans le commerce international.

L'ampleur du projet accable. Les pays participants représentent 75% de la population mondiale et plus de la moitié du PIB mondial. Selon le gouvernement chinois, ses entreprises ont passé des contrats liés à la BRI d'une valeur de 305 milliards de dollars, en 2014 il a créé un fonds de 41 milliards de dollars destiné à de tels projets et une bonne partie des 105 milliards de dollars de l'AIIB seront également y investis. Selon des responsables chinois, Pékin a déjà investi ou est sur le point d'investir plus de 400 milliards de dollars dans des projets BRI au cours des cinq prochaines années, la plupart sous forme de prêts. En comparaison, le plan Marshall, aux valeurs actuelles, a investi moins de 200 milliards de dollars dans la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale.

En Afrique, en plus d'investir des milliards de dollars dans l'extraction des ressources naturelles, la Chine a installé un capital industriel considérable. On estime que 12% de la production industrielle africaine est entre les mains de quelque 10 000 entreprises chinoises. Pékin a financé la construction ou la rénovation de plus de 6 000 km de voies ferrées, entre autres travaux d'infrastructure. Et les plans de la BRI prévoient une connexion ferroviaire et une route commerciale du port de Dakar, dans l'Atlantique, à Djibouti, à l'autre bout du continent africain et avec un accès à l'océan Indien, où la Chine a installé en 2022 sa première base militaire à l'étranger.

Mais jusqu'à présent, l'expansion commerciale et politique de la Chine s'est principalement faite par le biais d'accords bilatéraux et d'initiatives régionales. La BRI pousse la projection internationale de la Chine et son défi naissant aux États-Unis en tant que puissance mondiale hégémonique un peu plus loin, en cherchant à articuler un réseau commercial qui transcende les régions et les continents.

Pour les économies et les peuples des pays participants, la BRI a des conséquences similaires à celles de l'extractivisme et de l'ingérence impérialiste occidentale dans le monde. Les projets de la BRI sont majoritairement financés par des entités chinoises, bien qu'ils nécessitent une part importante d'investissements locaux, eux-mêmes garantis par des emprunts chinois à des taux d'intérêt usuraires qui génèrent d'énormes dettes publiques. De plus, ils nécessitent l'emploi de beaucoup de main-d'œuvre chinoise et la signature de protocoles d'accord avec les gouvernements locaux, avec des clauses secrètes qui tendent à compromettre leur souveraineté.

Des filiales de la société d'État chinoise CITIC financeront 70% des 7,3 milliards de dollars pour construire le port prévu au Myanmar et l'exploiter pendant 50 ans. Il est très douteux que l'économie locale soit en mesure de payer la dette que les autres 30% impliquent, surtout depuis la chute du gouvernement qui a signé l'accord avec la Chine. Il y a le précédent de Hambantota, un port que la Chine a construit au Sri Lanka et qui est passé entre des mains chinoises en 2017, après que le gouvernement sri-lankais n'a pas pu honorer les paiements de la dette contractée pour le construire.

Le Pakistan accueille le plus grand projet individuel de la BRI : le corridor économique Chine-Pakistan, qui comprend un train à grande vitesse de 700 km et des oléoducs, avec un budget total de 20 milliards de dollars. La crise politique qui a secoué le pays il y a quelques années a pour élément central le différend sur l'opportunité de demander des prêts supplémentaires à la Chine ou de nouveaux programmes avec le FMI.

En 2018, le cabinet de conseil Center for Global Development a publié une étude sur huit pays à haut risque en raison de dettes contractées dans des projets liés à la BRI. Une autoroute représente un quart du PIB du Monténégro, par exemple. Et un chemin de fer du Laos à la Chine lancé en 2016 peut coûter près de la moitié du PIB laotien.

Tout cela implique des mesures d'ajustement et une augmentation de l'exploitation des peuples des pays dans lesquels les projets BRI sont développés.

En Amérique latine, où tout un courant d'universitaires progressistes défend son supposé rôle progressif, la Chine agit essentiellement de la même manière que l'impérialisme américain. Il négocie des contrats extractivistes pour prendre du lithium et d'autres ressources, accorde des prêts à des taux encore plus élevés que ceux du FMI et construit des bases scientifiques pour une utilisation militaire potentielle.

Le rapport de la Chine avec les dizaines de pays semi-coloniaux dans lesquels elle investit dans des projets d'infrastructures et d'extraction de matières premières, auxquels elle accorde des prêts, avec lesquels elle établit des accords commerciaux, est la même que celle entretenue par l'impérialisme occidental et utilise les mêmes mécanismes aux mêmes fins : en définitive, le transfert net de richesse et de valeur ajoutée des semi-colonies vers la puissance dominante.

Bien que l'intervention militaire de la Chine n'ait pas encore été un élément significatif de son expansion économique et géopolitique, son État est déterminé à développer rapidement sa capacité militaire, à la fois pour défendre son expansion contre la résistance de l'actuelle puissance hégémonique américaine et pour imposer sa domination aux autres pays. par la force si nécessaire.

DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVE MILITAIRE

L'expansion de la Chine a entraîné une concurrence accrue avec les États-Unis, en particulier depuis la crise économique de 2008. L'affaiblissement global des États-Unis et le rétrécissement du gâteau mondial de la plus-value contribuent à intensifier cette concurrence, générant des frictions et un conflit croissant.

La Chine est encore loin derrière les États-Unis en termes de capacité militaire globale et de dépenses militaires totales. Ceci est souvent souligné pour marquer une différence qualitative entre les deux. Mais les progrès réalisés par la Chine et ceux qu'elle projette brossent un tableau plus complexe.

Le budget de la défense de la Chine a augmenté en moyenne de plus de 9% par an depuis la fin des années 90. En 2023, son budget militaire officiel devrait atteindre 224 milliards de dollars, juste derrière celui des États-Unis, qui est quatre fois supérieur.

Mais toutes les dépenses militaires ne sont pas identiques. Dans le cas de la Chine, la transition qu'elle opère d'une armée essentiellement terrestre

et défensive vers une force moderne projetée vers l'extérieur est décisive. La marine chinoise est passée au cours des deux dernières décennies d'une force côtière insignifiante à une force largement moderne et avec sa propre production, capable de missions loin de chez elle. Elle compte maintenant quelque 340 navires de *force de combat* (aide au combat), y compris des porte-avions, des sous-marins, des frégates, des destroyers. Ce nombre devrait atteindre 400 en 2025 et 440 en 2030, selon le Pentagone.

La marine américaine, en comparaison, avait une force de combat de 296 navires en avril (la moitié de son pic de la *guerre froide*) et tomberait à 290 à la fin de cette décennie. De plus, alors que la Chine concentre son développement militaire sur Taïwan, les États-Unis doivent maintenir une présence mondiale.

L'un des avantages de la Chine est sa vaste industrie de la construction navale, qui est la plus importante au monde et représentait 44% des navires commerciaux produits en 2021. Une seule

entreprise publique, la China State Shipbuilding Corporation, représentait plus d'un cinquième de commandes mondiales cette année-là. Mais elle produit également la plupart des navires de la marine chinoise, souvent dans les mêmes chantiers navals que les navires de commerce. La combinaison de la production de cette manière permet de soutenir les chantiers navals en période de ralentissement et d'appliquer la technologie civile et les techniques de production de masse à la construction navale. Pendant ce temps, les constructeurs navals américains se concentrent presque exclusivement sur les contrats de défense, ce qui rend difficile l'augmentation de la production ou le maintien d'un approvisionnement régulier en travailleurs qualifiés.

La Chine a également renforcé son arsenal et sa capacité nucléaires, dans une certaine mesure dans le cadre d'accords avec la Russie, qui possède le deuxième plus grand arsenal nucléaire au monde et a battu les États-Unis dans la course pour développer, avec la collaboration chinoise, un missile de précision hypersonique en 2021.

Place Tian'anmen, 1989.

Alors que la Chine reste loin derrière les États-Unis en termes de puissance militaire mondiale, elle s'efforce de réduire cet écart aussi rapidement et précisément que possible. Bien qu'il ne soit pas dans l'intérêt de la Chine ou des États-Unis aujourd'hui de parvenir à une confrontation directe de portée mondiale, aucun changement dans l'hégémonie globale ne s'est produit sans une guerre mondiale. La Chine accélère finalement sa préparation à cette éventualité.

LE DÉBAT SUR LA DÉFINITION

L'économiste argentin Claudio Katz a développé, depuis la gauche, la position selon laquelle il serait erroné de définir la Chine comme une puissance impérialiste. Il soutient qu'il est erroné de prendre comme référence les caractéristiques de l'impérialisme que Lénine développe dans son ouvrage classique *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme,* car elles seraient anachroniques et ne décrivent pas la réalité actuelle. *« L'attachement dogmatique à ce livre conduit à une recherche forcée de similitudes entre le conflit actuel entre les États-Unis et la Chine avec les conflagrations de la Première Guerre mondiale »*[4].

Cela peut être assez vrai. Mais Katz prend alors l'une de ces caractéristiques, l'aspect militaire, comme condition absolue pour définir une puissance comme impérialiste ou non. Et il affirme que la Chine ne peut être considérée comme une puissance impérialiste parce que *« l'expansion économique a été consommée, jusqu'à présent, sans tirer un seul coup de feu hors de ses frontières... Elle ne partage pas la compulsion de conquête de territoire qui a affligé le capitalisme allemand ou japonais»*.

La vérité est que Lénine comprenait l'impérialisme comme un *système global*, comme une étape du capitalisme caractérisée par la fusion du capital industriel et financier, la concentration des monopoles, l'exportation du capital et la division du monde par les principaux capitalistes soutenus par leurs États. Mais il a évoqué ces caractéristiques comme une description empirique de l'impérialisme à ce moment précis, et non pas du tout comme des pré-requis à remplir pour considérer une puissance impérialiste ou non.

Katz a raison de dire que *« Lénine n'avait pas l'intention de développer un guide classificatoire de l'impérialisme, basé sur la maturité capitaliste de chaque puissance »*. Mais Lénine a bien fait remarquer que la concentration de richesses croissantes et extrêmement inégales dans le capitalisme engendre des États dominants et des États dominés, et a classé les différentes puissances impérialistes dans une certaine hiérarchie de relations de dépendance, considérant que les grandes puissances de l'époque n'étaient pas équitables. A cette époque, il regardait l'échelle suivante : *« 1. Trois forces principales (complètement indépendantes) : Grande-Bretagne, Allemagne, USA ; 2. Deuxième ligne : France, Russie, Japon ; 3. Italie, Autriche-Hongrie »*[5].

A cette époque, une grande partie du monde était gouvernée par des régimes coloniaux directs soutenus presque toujours par une occupation militaire. Logiquement, l'aspect militaire a été décisif. Aujourd'hui, l'aspect militaire est toujours présent, bien que plus souvent en arrière-plan. Les instruments économiques prédominent, mais

les mécanismes et les relations de pouvoir et de dépendance sont les mêmes. En fait, tous les éléments qui définissent l'impérialisme comme un système mondial et une étape du capitalisme en déclin n'ont fait que s'aiguiser.

Sans aucun doute, la puissance impérialiste hégémonique dans le monde, la seule *« force principale (complètement indépendante)* » selon Lénine, ce sont les États-Unis. Même l'impérialisme européen a un niveau élevé de dépendance vis-à-vis des États-Unis. Il y a aussi des pays comme la Russie qui jouent un rôle impérialiste évident dans leur région. D'autres, comme le Brésil, l'Inde ou l'Afrique du Sud, jouent un rôle similaire, à plus petite échelle, dans leurs régions. Ils peuvent être considérés comme des puissances *sous-impérialistes*.

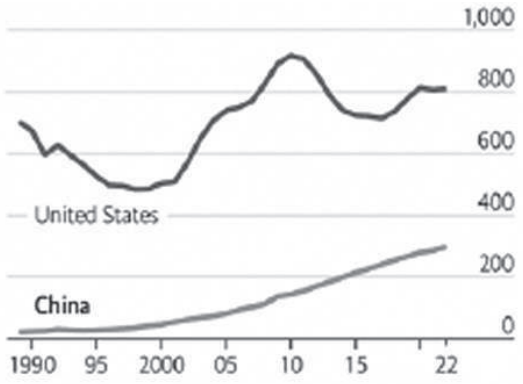
La Chine joue depuis longtemps un rôle similaire à l'échelle régionale, mais elle a dépassé ce stade et assume un rôle plus global, rivalisant sur tous les fronts et entrant en conflit avec l'hégémonie américaine. Cette absence de « compulsion à conquérir » que souligne Katz est discutable compte tenu de la brutale répression chinoise qui s'est déchaînée contre Hong Kong ces dernières années pour imposer la domination du gouvernement central et l'intention expresse de prendre Taïwan par la force quand ils le jugent approprié.

Il est vrai que la Chine entretient une certaine dépendance économique vis-à-vis des États-Unis et qu'il existe toujours un niveau de transfert de plus-value de l'une vers les autres. Mais nous ne voyons aucun élément permettant d'affirmer que la Chine est une semi-colonie américaine. À son tour, c'est un fait que le transfert de richesse de dizaines de semi-colonies vers la Chine est astronomique et la dépendance économique que beaucoup en ont est déjà profonde. Cette situation s'est développée relativement rapidement au cours des dernières décennies et son aspect militaire n'est pas en reste.

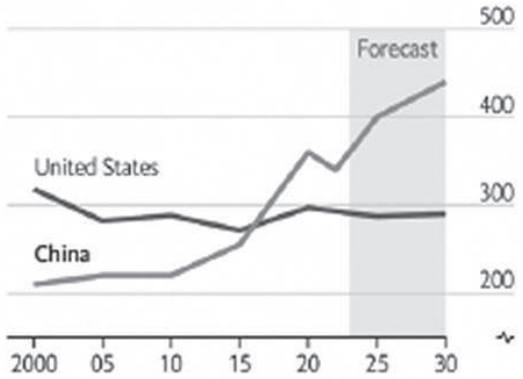
La Chine n'est pas encore une puissance similaire aux États-Unis, mais elle a déjà laissé derrière elle des puissances régionales comme la Russie, l'Inde ou le Brésil et dépasse de loin les puissances impérialistes comme celles de l'Europe ou le Japon. En raison de sa position dans le système capitaliste mondial, et en raison de sa stratégie et de sa dynamique, la Chine est aujourd'hui une puissance impérialiste, de deuxième niveau, si l'on veut, toujours derrière les États-Unis, mais clairement en hausse et avec une dynamique pour contester leur hégémonie mondiale.

ACCUMULER VERS UN BUT

Dépense militaire en milliards de dollars, prix 2021



Total de navires de « force de combat »



Sources : SIPRI Suede, Service de la Recherche du Congrés USA, Département de la Défense, Bureau de renseignement naval

Cette définition n'est pas un exercice académique. Pour les révolutionnaires, il est essentiel de se situer correctement dans la lutte des classes dans le monde face aux conflits générés par la tension inter-impérialiste croissante et surtout face à une éventuelle guerre mondiale. La bourgeoisie et l'État chinois ne représentent pas une alternative progressive à l'impérialisme occidental : ce sont des ennemis de la classe ouvrière mondiale, la révolution mondiale a parmi ses tâches de les vaincre, tout comme leurs homologues occidentaux.

1. https://nuso.org/articulo/china-terapia-choque/
2. Nouvelle politique économique, de 1922 à 1927.
3- *« Il n'y a là rien de terrible pour le pouvoir soviétique, car l'État soviétique est un État dans lequel le pouvoir des ouvriers et des pauvres est assuré »*. Lénine, L'impôt en nature, 1921. Sur https://www.marxists.org/archive/lenin/works/1921/apr/21.htm
4. https://katz.lahaine.org/b2-img/CHINATANDISTANTEDELIMPERIALISMOCOMODELSU.pdf
5. *Cahiers sur l'impérialisme* , 1915-16. Sur https://www.marxists.org/espanol/lenin/obras/oc/akal/lenin-oc-tomo-43.pdf

500 JOURS
de guerre en Ukraine

PAR RUBÉN TZANOFF, DIRIGEANT DU SOL - ÉTAT ESPAGNOL

L'invasion russe provoque la dévastation et la mort. La guerre a traversé différents moments, l'actuel est la contre-offensive ukrainienne. Il y a des changements dans l'humeur des masses et dans les régimes au Kremlin et à Kiev. L'impérialisme occidental continue de soutenir Zelensky, bien qu'il maintienne des contacts avec la Russie sans l'Ukraine. Les socialistes révolutionnaires, nous déployons une politique de principe.

Les conséquences de la guerre se font sentir sur toute la planète, mais c'est l'Ukraine qui subit les plus grands dégâts. L'armée de Poutine a détruit ou endommagé plus d'un tiers des installations énergétiques, plusieurs centrales nucléaires, des dizaines de centrales de chauffage, 150 000 bâtiments et habitations, 2 000 écoles, 25 000 km de routes et 7 000 km de voies ferrées.

Selon différentes sources, au cours des premiers mois de 2023, quelque 25 000 civils ukrainiens sont morts et il y a 8,2 millions de réfugiés à l'extérieur du pays. Le nombre exact de soldats tombés dans les deux armées n'est pas connu, car les chiffres ne sont pas officiels ou semblent déformés à des fins de propagande. De même, dans toutes les estimations, les pertes humaines sont d'une ampleur dramatique.

DIFFÉRENTS MOMENTS DE LA GUERRE

Il y a eu un premier moment de « l'opération spéciale » caractérisée par l'avancée des troupes russes sur Kiev, avec l'intention de prendre cette capitale, de renverser Zelensky, de remporter une victoire éclair. C'était un échec. Les envahisseurs trouvèrent une résistance renforcée par la participation populaire à la Défense territoriale.

Malgré cela, l'armée russe a conquis de vastes zones dans le sud et l'est du pays. Dans certaines villes, il y avait des batailles féroces, comme Marioupol et Bakhmut. Les forces ukrainiennes ont récupéré quelques des villes comme Bucha, où ils ont trouvé des crimes contre l'humanité.

Il y a également eu des flambées de tension généralisée en raison des allusions de Poutine à la possibilité d'utiliser des armes nucléaires tactiques et en raison des opérations militaires menées en les domaines de la central nucléaire de Tchernobyl, de Zaporijia et de l'usine hydro-électrique de Kakhovka.

Les tentatives de médiation infructueuses n'ont pas manqué, comme celles du président chinois

Xi Jinping et de son homologue turc Erdogan, qui ont demandé un cessez-le-feu avec la Russie détenant des zones occupées. Les contacts entre l'Ukraine et la Russie se limitaient à échanger des prisonniers et à permettre l'exportation de céréales par la mer Noire. De la fin de l'été 2022 à ce jour, la soi-disant contre-offensive ukrainienne a acquis un rôle central.

QUEL EST LE RÉSULTAT PARTIEL DE LA CONTRE-OFFENSIVE ?

L'évaluation de cette opération militaire est soumise à plusieurs hypothèses. Les troupes ukrainiennes ont réussi à libérer plus de 20 petites villes, ce qui est une percée. Mais c'est un résultat assez modeste au regard des attentes générées quant à une reprise rapide de Crimée et d'autres territoires occupés. De plus, cela a un coût élevé en pertes de soldats.

Face à ces faits, il y a des Ukrainiens qui se sentent déçus voire trompés. Même ainsi, la majorité des travailleurs et du peuple restent fermes dans leur désir de libérer le pays sans s'asseoir pour négocier avec la Russie sous aucun prétexte.

Les troupes ukrainiennes s'approchent lentement de trois lignes défensives construites sur ordre de l'ancien commandant Sergei Surovikin, en le régions de l'est et du sud. Le combat se poursuit dans la première ligne défensive sur le chemin de la seconde, qui est la plus fortifiée. Selon diverses sources de Kiev, ils renforceront la contre-offensive avec 12 à 15 brigades spécialement armées et entraînées. Pendant ce temps, l'armée exige des chasseurs F-16, des missiles ATACMS, les controversées bombes à fragmentation pour pallier le manque de munitions sur le théâtre des opérations.

Les généraux ukrainiens continuent d'affirmer que la contre-offensive réussira, bien que sur une période plus longue que prévu initialement.

Concrètement, la situation des armées semble refléter une relative stagnation dans laquelle aucun des prétendants n'est capable de vaincre stratégiquement son adversaire, du moins à court terme et avec des armes conventionnelles. Dans ces circonstances, dessiner une perspective aurait une marge d'erreur élevée. Ce qui est certain, c'est que tant que la résistance continuera, la possibilité d'expulser les envahisseurs restera en vigueur.

A QUI PROFITE économiquement la guerre ?

La crise de l'économie capitaliste et la guerre ont de graves conséquences dans le monde entier. Mais tout le monde n'en souffre pas de la même manière. Tandis que les travailleurs et les peuples s'appauvrissent, d'autres augmentent leurs profits. De 2021 à 2022, les bénéfices pour les entreprises provenaient notamment de trois secteurs : les fabricants d'armes, les énergéticiens, les banques.

Parmi les sociétés d'armement américaines, Lockheed Martin a augmenté ses revenus de 7,1%, Northrop Grumman de 11,2% et Raytheon de 18%. Dans le secteur de l'énergie, les profits ont dépassé 250 milliards de dollars. Les grandes banques européennes ont augmenté leurs bénéfices à des niveaux records, aidées par l'inflation. Parmi les pays bénéficiaires, les États-Unis ont augmenté leurs revenus de 49,1% grâce à la vente d'armes et de gaz. La Chine et l'Inde profitent en achetant du pétrole et du gaz russes moins chers qui ne sont plus exportés vers l'Occident. La Russie continue de vendre des armes à l'Asie et a augmenté son commerce avec la Chine de 31%. La Norvège a enregistré 114 milliards de dollars de ventes de pétrole et de gaz. La Corée du Sud a signé des accords de vente d'armes avec la Pologne, l'Estonie et la Norvège. Et le Qatar a affiché son excédent le plus élevé en huit ans grâce à la hausse des prix de l'énergie.

La guerre implique des pénuries pour beaucoup et des gains pour peu, exacerbant l'inégalité qui prévaut avec le capitalisme impérialiste mondial.

DIVERGENCES ENTRE ZELENSKY ET L'IMPÉRIALISME OCCIDENTAL

Le sommet de l'Otan qui s'est tenu à Vilnius, en Lituanie, les 11 et 12 juillet, a exposé les contradictions entre les intérêts des impérialistes occidentaux et le régime de Zelensky. Auparavant, seuls quelques subordonnés exprimaient leur mécontentement envers l'Otan, les États-Unis et l'Union européenne pour leur incapacité à livrer les armes promises lorsque la contre-offensive était planifiée. Cette fois, le mécontentement a été exprimé par le président ukrainien lui-même.

À la demande de Zelensky d›inviter l›Ukraine à rejoindre l›Otan, Biden a clairement indiqué que l›admission ne serait possible qu›après la fin de la guerre. Pour les impérialistes, il s›agit d›une guerre ukrainienne et, tout au plus, ils fourniront des

armes de l›étranger. Les accords bilatéraux avec les pays de l›Alliance avec des « garanties de sécurité » n›incluent pas la participation de leurs troupes. La politique d›adhésion à l›Otan de Zelensky est un échec complet et absurde. L›évaluation de l›Alliance par les Ukrainiens est plus basse que jamais.

Divers médias américains et allemands justifient la ralentissement de l'approvisionnement en armes en raison des doutes générés par le niveau élevé de corruption dans l'administration Zelensky, en particulier au ministère de la Défense. Il y a quelques jours, la publication pro-américaine *Zerkalo Nedeli* a annoncé que, dans les premiers mois de la guerre, le ministère avait reçu des milliards de dollars américains et les avait transférés sur des comptes *offshore*.

Un autre point qui assombrit les relations est que les fournitures de guerre américaines sont faites à condition qu'elles ne soient pas utilisées au sein de la Fédération de Russie. Cependant, une partie de cet arsenal est livrée à des formations qui opèrent au service de l'armée ukrainienne, à l'intérieur des frontières de la Russie.

POUTINE N'APPARAÎT PLUS COMME TOUT-PUISSANT

Les changements ont atteint les institutions des pays belligérants. Poutine s'est présenté avec succès comme un leader intrépide, soutenu par un régime homogène. Cette image d'homme tout-puissant s'est estompée après la mutinerie militaire menée par les mercenaires du PMC Wagner et leur chef Prigozhin, eux aussi pas du tout progressistes.

Pour la première fois, Poutine était perçu comme un politicien terrifié à l'idée d'une éventuelle attaque contre lui et d'avoir perdu une emprise ferme sur le pays. A un niveau massif, les doutes grandissent quant à la véracité des informations données par les autorités. Dans des médias libres de la Russie, des réseaux sociaux et la chaîne Telegram on tend à exiger la véracité des informations sur les pertes au combat, la situation politique, les perspectives de « l'opération spéciale ».

Les mutations ont atteint les chaînes publiques contrôlées par l'État. Là, les propagandistes russes sont obligés d'expliquer pourquoi il n'y a pas de progrès qualitatif dans l'invasion, arguant que *« nous luttons contre l›Otan et ses pays membres, pas contre l›armée ukrainienne »* et que « *nous voulons la paix par des négociations, mais il est impossible de d'accord à cause du refus de l'Ukraine*. » C'est quelque chose de nouveau qui était auparavant enterré sous un langage à prédominance militariste et chauvine. Les faiblesses du régime Poutine sont apparues au grand jour et risquent de trouver de nouvelles expressions. La clé sera que la classe ouvrière russe occupe le devant de la scène, se mobilisant aux côtés du peuple pour vaincre les ambitions impérialistes de Poutine.

DES PROBLÈMES SOCIAUX, DES CRITIQUES DU GOUVERNEMENT ZELENSKY

Quant à la guerre, la majorité de la population persiste avec la volonté de résister et de ne s'asseoir ni de négocier avec la Russie sous aucun prétexte. Dans le même temps, les désaccords et les critiques à l'encontre du gouvernement se multiplient. Cela est dû à plusieurs raisons, parmi lesquelles les discours improvisés et chaotiques des responsables, la concentration du pouvoir, l'approbation de lois anti-ouvrières qui favorisent les profits des entreprises.

Les infirmières de la ville de Kryvyi Rih se sont mobilisées pour leur salaire, défiant l'interdiction gouvernementale du droit de manifester. Elles expriment le mécontentement croissant de la classe ouvrière ukrainienne.

Le mécontentement est également alimenté par des faits tels que l'augmentation des inégalités et la perte de travail et de revenus dans lesquels de nombreuses personnes âgées de 18 à 60 ans sont tombées.

NOUVELLE MOBILISATION EN UKRAINE ?

Selon certains experts militaires, l'Ukraine a besoin d'une mobilisation supplémentaire de 200 000 soldats. Ce n'est pas un hasard si dans une telle situation les autorités font de plus en plus appel à *« l'esprit national-patriotique »* de la population. Si le service militaire obligatoire est effectué, la majorité des personnes recrutées n'auront pas la même conviction au combat et à l'entraînement que ceux qui sont allés au front dans les premiers jours de la guerre, puisqu'une forte proportion a entre 50 et 60 ans. De plus, dans plusieurs cas, l'enrôlement est forcé, ce qui ne contribue pas à la motivation nécessaire aux opérations militaires. La population voit une injustice massive et flagrante lorsque des millions de simples citoyens sont empêchés de franchir la frontière en cas d'éventuelle mobilisation et qu'une poignée de privilégiés ont carte blanche pour le faire quand ils le souhaitent.

LES ÉTATS-UNIS PRÉPARENT LE TERRAIN POUR DES NÉGOCIATIONS AVEC LA RUSSIE ?

Selon Zelensky, il maintient l'intention de récupérer tous les territoires ukrainiens pour rétablir les frontières en vigueur en 1991. Il est possible qu'il monte la barre comme une forme de pression pour négocier à de meilleures conditions. Un autre élément à considérer est que ces dernières semaines, des contacts secrets ont eu lieu entre des opérateurs de différents secteurs aux États-Unis et en Russie. De quoi s'agit-il ? Les États-Unis préparent-ils le terrain pour une négociation avec la Russie ou maintiennent-ils simplement ouvertes des voies de dialogue exploratoires pour de futurs accords ?

La plupart des analystes ukrainiens estiment que les États-Unis fournissent suffisamment d'armes à l'armée pour résister à l'agression de Poutine, mais ne permettraient pas au pays de remporter une victoire complète sur la Russie. Les États-Unis veulent être le modérateur du conflit en fonction de leurs propres intérêts. L'impérialisme occidental craint que le régime russe doté de l'arme nucléaire ne s'effondre complètement, ne devienne plus instable et imprévisible, et qu'un soulèvement de masse de la classe ouvrière n'éclate. Pour cette raison, pour l'ins-

ZELENSKY,
un gouvernement anti-ouvrier

Depuis son arrivée au pouvoir, Zelensky a formulé des propositions de déréglementation du travail suggérées par le FMI et des consultants qui ont été rejetées par les syndicats. Cependant, l'orientation néolibérale s'est consolidée après une invasion qui sert de justification pour imposer des réformes régressives, stopper la mobilisation, les grèves, la liberté d'expression. À cet égard, le Parlement a approuvé et Zelensky a promulgué la loi 5 371 qui exclut les travailleurs des entreprises de moins de 250 salariés du Code du travail, les prive de conclure des conventions collectives, transfère le champ d'application de la réglementation du travail aux contrats individuels que les employeurs peuvent résilier à volonté.

Dans une situation de guerre, de chômage, de bas salaires, de prestations sociales déficientes, la loi pousse les travailleurs à accepter les pires conditions de travail. La liquidation des conquêtes vise à créer de meilleures conditions pour que les sociétés exploiteuses arrivent et peuvent empocher de gros profits avec la reconstruction du pays projetée par l'UE et les États-Unis.

Notre organisation soutient la résistance avec une politique indépendante du gouvernement et de l'impérialisme. Dans cette perspective, nous avons participé au Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine en Catalogne et la LIS a réalisé diverses campagnes internationales, dont une collecte pour le Syndicat indépendant de protection du travail « Zahyst Pratsi » et la visite d'une délégation à Kiev, Bucha et Irpin en soutien à nos camarades de la Ligue socialiste ukrainienne.

Alejandro Bodart à Irpin.

LSU en Ukraine.

tant, ils jugent donc dangereux de franchir certaines « lignes rouges » qui font le soutien de Poutine.

LA LIBÉRATION DE L'UKRAINE EST UNE CAUSE JUSTE

De notre point de vue, la guerre combine deux aspects : l'invasion d'une semi-colonie comme l'Ukraine par une grande puissance comme la Russie, et les tensions inter-impérialistes. La double nature de la guerre fait qu'il est erroné d'ignorer ou de minimiser un aspect par rapport à l'autre.

Nos camarades de la Ligue socialiste ukrainienne (LSU) se battent en première ligne de la résistance en proposant la politique de principe de la LIS. Hors des troupes russes d'Ukraine, soutien à la résistance. Le peuple ukrainien a le droit de se défendre par tous les moyens à sa disposition. Hors l'Otan d'Europe de l'Est. Dissolution de l'Otan et de l'OTSC[1]. Pour la libre autodétermination de la Crimée, Donetsk et Lougansk sans la présence des troupes d'occupation russes.

Nous soutenons une politique révolutionnaire, indépendante du gouvernement Zelensky et des impérialismes en conflit. Nous voulons une paix juste, sans annexions ni pactes dans le dos du peuple ukrainien. Nous sommes solidaires de nos frères de classe russes et biélorusses qui rejettent l'invasion. Et nous appelons les travailleurs et les peuples du monde à se mobiliser pour la cause ukrainienne et à empêcher que les conflits inter-impérialistes ne conduisent à une nouvelle guerre mondiale.

Jusqu'à présent, l'impérialisme américain a soutenu l'Ukraine avec des armes et de la logistique, mais sans intervention avec des troupes ni livraison d'un arsenal stratégique. Si le conflit faisait un saut qualitatif vers une guerre mondiale, avec des troupes de différents pays combattant, la politique des révolutionnaires changerait pour se concentrer sur la défaite des deux camps impérialistes et des gouvernements à leur service.

Pour empêcher l'humanité de tomber dans la barbarie, il faut vaincre la domination du capitalisme impérialiste et construire un monde sans frontières, sans exploiteurs ni exploités, sans oppresseurs ni opprimés. Cette solution ne peut être atteinte que si les travailleurs gouvernent avec un système socialiste et de pleines libertés démocratiques.

1. Organisation du traité de sécurité collective, une alliance militaire de six États dirigée par la Russie.

Lisez ici Quelques dates notables

Lisez ici Récits d'activistes sur la migration forcée

Quel type de RECONSTRUCTION faudra-t-il ?

Selon les estimations ukrainiennes, la reconstruction du pays nécessite 750 milliards de dollars. C'est pourquoi la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le chancelier allemand, Olaf Scholz, ont évoqué la nécessité d'appliquer un « Plan Marshall du XXIe siècle »[1]. Avant, il y avait des dirigeants américains qui parlaient dans le même sens.

Ce n'est pas une préoccupation humanitaire de l'impérialisme occidental, mais la projection de profits et d'influence politique. Si les investissements portent leurs fruits, il est fort probable qu'ils arriveront dans le pays avec des « recommandations » pour mener des réformes du travail, adopter des mesures d'austérité, s'endetter à l'étranger. Ce sont des tâches qui nécessitent toujours une complicité locale et, si elles étaient imposées, condamneraient la classe ouvrière à des décennies de sacrifices.

Aujourd'hui, l'essentiel est de chasser les envahisseurs russes et d'arrêter la destruction. Lorsque l'heure de la reconstruction arrivera, il sera essentiel qu'elle ne soit pas conditionnée par les critères spéculatifs des vautours financiers, des exploiteurs internationaux, des oligarques locaux, des fonctionnaires corrompus. Il faudra que les travailleurs définissent démocratiquement la destination des fonds d'aide et contrôlent la conception et l'exécution des plans de reconstruction.

1. Conférence internationale d'experts sur le relèvement, la reconstruction et la modernisation de l'Ukraine. Berlin, octobre 2022.

Notes sur LES GUERRES IMPÉRIALISTES ET LE « PACIFISME »

PAR OLEG VERNYK, PRÉSIDENT DU SYNDICAT INDÉPENDANT D'UKRAINE « ZAHIST PRATSI »[1]
LIGUE SOCIALISTE UKRAINIENNE

L'agression russe contre l'Ukraine a commencé le 24 février 2022 a mis à jour un certain nombre de points problématiques de la théorie marxiste, ainsi que les problèmes d'application des dogmes de base qu'au début semblaient clairs à tous les marxistes. Il y a des organisations qui défendent Léon Trotski et la Quatrième Internationale et qui ont produit de nombreux documents sur la nature de la guerre russo-ukrainienne, qui diffèrent parfois diamétralement les uns des autres. En même temps, il y a des organisations qui n'ont pas ce type de tradition, mais qui ont pris des positions politiques assez proches de celles du marxisme révolutionnaire.

A un certain niveau des débats, pour obtenir un résultat positif, il faut revenir aux catégories de base du marxisme du XXe siècle. Et d'être clairement défini quant à notre attitude envers de tels concepts, souvent spéculatifs, qui sont utilisés par les partisans de l'agression impérialiste pour masquer leur passage dans le camp de la bourgeoisie impérialiste et justifier les nouvelles agressions coloniales du XXIe siècle.

Il est parfois très difficile de couper les épines de la rhétorique « anti-impérialiste » et de découvrir ce qui se cache derrière les soutiens aux récents impérialismes agressifs. Sous la rhétorique apparemment séduisante du *pacifisme*, il n'est pas moins difficile de dévoiler les intérêts de tel ou tel impérialisme. Et il est encore plus complexe de révéler, parmi les cris assourdissants du *défaitisme révolutionnaire*, le véritable travail des agents impérialistes au sein du mouvement ouvrier. Nous devrons le faire, car seule la vérité est révolutionnaire, elle peut nous indiquer les erreurs du passé et nous guider correctement vers l'avenir.

Des guerres impérialistes

L'un des éléments clés des discussions contemporaines est la catégorie des *guerres impérialistes* et le problème de façonner l'attitude des organisations marxistes à leur égard. Déjà au début du XXe siècle, Lénine écrivait qu'*« il est d›usage dans la littérature d›appeler toute guerre conquérante im-*

Massacre de civils à Bucha.

périalistе ». Il a également écrit que *« les guerres impérialistes... étaient également basées sur l›esclavage (la guerre entre Rome et Carthage était une guerre impérialiste des deux côtés), et au Moyen Âge, et à l›ère du capitalisme commercial »*. Le désir de s'emparer de terres étrangères par des moyens militaires a traversé tous les siècles de la société de classe. *« Aussi bien la lutte pour les colonies (pour les 'nouveaux pays') que la lutte pour la 'possession des territoires des pays les plus faibles', tout cela existait avant l'impérialisme. Ce qui est caractéristique de l'impérialisme moderne, c'est autre chose : au début du XXe siècle, tout le territoire était occupé par tel ou tel État, distribué. C'est la seule raison pour laquelle la redistribution de la 'domination sur le monde', sur la base du capitalisme, ne pourrait avoir lieu qu'à travers une guerre mondiale »* (Lénine). Il faut noter que tant dans le cadre des appels à l'histoire (Rome vs Carthage) que dans l'analyse de l'impérialisme contemporain, Lénine, pour appliquer la catégorie de *guerre impérialiste*, utilise l'idée de la nécessité d'au moins deux rivaux, concurrents impérialistes, relativement égaux et puissants. *« Toute guerre où <u>les deux belligérants</u> oppriment des pays ou des peuples étrangers... doit être qualifiée d'impérialiste »* (Lénine[2]).

Instruction militaire aux femmes ukrainiennes.

À son tour, Lénine utilise également la catégorie de *guerre impérialiste* dans plusieurs ouvrages pour décrire ces guerres coloniales dans lesquelles un seul des belligérants est impérialiste. En d'autres termes, il a déjà atteint des caractéristiques de base qui permettent d'identifier le capitalisme à une phase *impérialiste*, comme une étape supérieure et dernière du développement capitaliste, sa limite absolue, à la veille d'une révolution socialiste.

Le deuxième participant à la guerre impérialiste peut aussi être un État faible, dépendant, arriéré et semi-colonial, victime de l'agression impérialiste. Lénine a souligné que la guerre prédatrice du Japon contre la Chine (1894-1895) devrait être considérée comme une guerre impérialiste évidente de l'époque impérialiste moderne, où le Japon a agi comme un État agresseur impérialiste, et la Chine, arriérée, économiquement faible et dépendante, a agi comme une victime d'agression impérialiste. Lénine a également identifié comme des *guerres impérialistes* la Guerre espagnole-américaine de 1898 et la Guerre anglo-boer de 1899-1902.

Bien sûr, la position politique actuelle des marxistes de l'ère Lénine était totalement différente (!) quant aux *guerres impérialistes*, où deux puissances impérialistes concurrentes sont directement impliquées, et ces *guerres impérialistes* où nous avons une seule puissance impérialiste commettant son agression contre un État dépendant non impérialiste.

Il nous serait beaucoup plus facile, approfondi et efficace d'analyser les problèmes des *guerres impérialistes* si nos classiques faisaient une division assez nette dans les définitions. entre les deux types de guerres impérialistes. Par exemple, désigner le premier type, où les intérêts de deux prédateurs impérialistes s'affrontent, comme une *guerre inter-impérialiste* qui diffère de manière plus sérieuse et plus profonde des *guerres impérialistes* agressives habituelles en où participe un impérialisme unique. Mais malheureusement, ce besoin de séparer clairement ces définitions n'a pas été réalisé par les classiques du marxisme, ce qui permet maintenant à de nombreuses forces pseudo-marxistes de manipuler cette terminologie, trompant les travailleurs en référence au développement d'une position politique correcte.

Les marxistes de l'appel léniniste du début du 20ème siècle ont très clairement séparé leurs attitudes envers ces deux types de *guerres impérialistes*. Face à la situation de l'affrontement de deux ou plusieurs prédateurs impérialistes, la Garde bolchevik-léniniste a adopté une position claire et sans équivoque de *défaitisme révolutionnaire*, c'est-à-dire appelant à la défaite de chaque impérialisme participant au massacre. Cette tactique, de l'avis de l'aile léniniste de la gauche de Zimmerwald, contribue plus directement à l'éclatement du processus révolutionnaire mondial.

Léon Trotski, dans son ouvrage *Lénine et la guerre impérialiste,* souligne la question principale et la prémisse méthodologique fondamen-

tale dans la formation de la position marxiste concernant le premier type de guerre impérialiste (inter-impérialiste) *: « la première question qui s'est posée dès le début de des hostilités en août 1914 était de savoir si les socialistes des pays impérialistes devaient assumer la 'défense de la patrie'. »* La réponse de Lénine et Trotski était évidente : dans une situation où les prédateurs impérialistes se feraient face, le seul mot d'ordre correct du marxisme révolutionnaire serait le mot d'ordre de la défaite de tout gouvernement impérialiste qui participe à un tel massacre.

Mais quant aux *guerres impérialistes*, où il n'y a qu'un seul impérialisme attaquant un État dépendant non impérialiste, la position de nos classiques était déjà diamétralement opposée. Traditionnellement, Lénine et Trotski ajoutaient les catégories de *guerre de libération nationale*, *guerre révolutionnaire, guerre démocratique, guerre juste,* à la définition d›une *guerre impérialiste*, ce qui était clairement insuffisant pour une analyse similaire. Et le mot d'ordre fondamental dans une situation similaire était totalement différent : c'était un appel à la défaite de l'impérialisme.

« La défense de la patrie est un mensonge dans une guerre impérialiste, mais ce n'est pas un mensonge dans une guerre démocratique et révolutionnaire. Parler de 'droits' semble ridicule pendant une guerre, car toute guerre met la violence directe et immédiate à la place des droits, mais il ne faut pas oublier pour cette raison qu'il y a eu dans l'histoire (et qu'il y en aura probablement, qu'il y en aura dans le futur) des guerres (guerres démocratiques et révolutionnaires), qui, remplaçant pendant la guerre tout 'droit', toute démocratie par la violence, ont servi dans leur contenu social, dans leurs conséquences, la cause de la démocratie et, par conséquent, du socialisme » (Lénine, notre soulignement).

« Une guerre contre les impérialistes, c'est-à-dire les puissances oppressives, par les opprimés (par exemple, les peuples coloniaux) est une véritable guerre nationale. C'est possible même maintenant. La 'défense de la patrie' par un pays opprimé nationalement contre un oppresseur n'est pas une tromperie, et les socialistes ne sont pas du tout opposés à la 'défense de la patrie' dans une telle guerre » (Lénine).

« Guerre de l'Inde, de la Perse, de la Chine, etc. contre l'Angleterre ou la Russie ? N'irions-nous pas pour l'Inde contre l'Angleterre, etc. ? » (Lénine).

Peut-être que Léon Trotski a formulé ces idées avec la plus grande clarté et profondeur dans son document de 1938, *L'agonie du capitalisme et les*

HALTE AUX PERSÉCUTIONS en Russie

Dès le début de l'invasion décidée par Poutine, il y a eu des manifestations de rejet qui ont été réprimées et suivies de centaines d'arrestations. Avec un État policier et un appareil de propagande écrasant, Poutine fait tout son possible pour empêcher l'émergence d'un mouvement organisé au niveau national derrière la bannière Non à la guerre. La persécution n'a pas cessé, elle est subie par les organisations de gauche, les groupes féministes, les LGBT, les écologistes ; des dirigeants et des militants politiques et syndicaux; des journalistes, personnalités académiques, artistiques, culturels critiques.

Pour ne citer que quelques exemples, en 2020, l'opposant néolibéral Alekséi Navalni a été hospitalisé dans un état grave en raison d'un empoisonnement et est actuellement incarcéré avec une peine de 30 ans. Le sociologue marxiste russe Boris Kagarlitsky a également été arrêté pour « justification du terrorisme ». Bien qu'en 2014-2015 Kagarlitsky ait été un partisan de l'annexion de la Crimée et des opérations militaires russes dans le Donbass, la véritable raison de son emprisonnement est qu'il s'est prononcé publiquement contre l'invasion actuelle et le régime de Poutine.

Le LIS répudie la dictature de Poutine, demande la fin de la répression, la libération de tous les prisonniers politiques, l'annulation des procès falsifiés qui ont conduit à des années d'emprisonnement. Elle soutient les revendications démocratiques et sociales de la classe ouvrière et du peuple russe, les actions de boycott contre l'invasion, la solidarité active avec le peuple ukrainien frère.

tâches de la Quatrième Internationale (Programme de transition de la Quatrième Internationale) : *« La bourgeoisie impérialiste domine le monde. Selon son caractère fondamental, la guerre à venir sera donc une guerre impérialiste. Le contenu principal de la politique du prolétariat international sera donc la lutte contre l'impérialisme et sa guerre. Le principe de base de cette lutte est : 'l'ennemi principal est dans mon propre pays' ou 'la défaite de notre propre gouvernement (impérialiste) est un moindre mal'.*

« *Mais tous les pays du monde ne sont pas impérialistes. Au contraire, la plupart des pays sont victimes de l'impérialisme. Certains pays coloniaux ou semi-coloniaux essaieront sans doute de profiter de la guerre pour secouer le joug de l'esclavage. De son côté, la guerre ne sera pas impérialiste, mais de libération. Ce sera le devoir du prolétariat international d'aider les pays opprimés dans la guerre contre les oppresseurs... La défaite de tout gouvernement impérialiste dans la lutte contre un État ouvrier ou contre un pays colonial est un moindre mal* ».

Biden et Zelensky à Kiev.

En analysant les deux types différents de guerres impérialistes et l'attitude marxiste disparate envers leur analyse, il est plus facile de détecter les mensonges et les falsifications (conscientes ou inconscientes) associées à la formation d'un programme politique pseudo-marxiste. La falsification et la tromperie résident dans le fait que la position du *défaitisme révolutionnaire*, applicable et justifiée pour les guerres inter-impérialistes du premier type, est appliquée aux *guerres impérialistes* du second type.

De nombreux quasi-trotskistes -dont le CI-QI et la TMI[3], le SEP turc, le PO argentin, des sectes similaires- transmettent le récit de l'impérialisme russe et justifient leur agression contre une Ukraine non impérialiste, extrêmement faible et dépendante, tout en se déguisant avec une méthodologie marxiste qui s'applique à un tout autre type (*inter-impérialiste*) de guerres impérialistes.

Est-ce une erreur méthodologique ? Ou est-ce une tromperie délibéré financé par l'impérialisme russe ? La question est encore ouverte. Dans la situation actuelle du 21e siècle, non seulement en Ukraine, mais dans presque toutes les régions du globe où il y a une lutte pour la libération nationale, les intérêts des impérialismes concurrents sont présents. Cependant, leur présence ne justifie pas de renoncer à soutenir le droit des peuples en lutte pour l'indépendance nationale. Seulement que nous devons simultanément exprimer les mots d'ordre de revendication du soutien au droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples ainsi que l'appel à débarrasser ces territoires des intérêts et des influences impérialistes.

Je considère que la contribution la plus significative au débat sur la nature de l'agression impérialiste russe contre l'Ukraine est sans aucun doute l'écrit de notre camarade Alejandro Bodart : *Une contribution sur la guerre et les débats au sein de la gauche. À* mon avis, il a fondamentalement défini les attitudes de la LIS vis-à-vis de l'analyse de la guerre russo-ukrainienne. Alejandro Bodart indique clairement et sans équivoque que la guerre en Ukraine combine deux processus parallèles. D'une part, c'est une juste défense par l'Ukraine de sa souveraineté, et, d'autre part, l'aggravation des frictions inter-impérialistes entre les puissances de l'Otan et les impérialismes russe et chinois, plus jeunes mais non moins agressifs. Le camarade Bodart indique que séparer un processus de l'autre dans l'analyse, ainsi que surestimer un seul processus, conduit évidemment à une mauvaise orientation des forces marxistes et à une mauvaise compréhension de la situation actuelle.

Il y a ceux qui tentent, sur la base de la dépendance économique et militaire de l'Ukraine vis-à-vis des pays du bloc impérialiste de l'Otan, de priver le peuple ukrainien de son droit à l'autodétermination et au libre développement. Cela s'accompagne de fausses déclarations selon lesquelles l'Ukraine n'a pas ses propres droits, intérêts et sa propre subjectivité. Ils essaient de faire remarquer que ce n'est pas le peuple ukrainien qui est face à face avec un terrible agresseur sur le champ de bataille, mais c'est le bloc impérialiste de l'Otan qui lutte contre l'impérialisme russe. Mais il est bien

évident que le bloc de l'Otan n'a pas l'intention d'entrer directement dans cette guerre. Il préfère limiter sa participation à la fourniture d'armes à l'Ukraine, ce qui ne suffit pas à libérer les territoires ukrainiens occupés par l'agresseur.

En ce sens, l'approche de l'aile léniniste de la Gauche de Zimmerwald du modèle de 1915 par rapport à la Serbie et sa lutte de libération nationale contre l'Empire austro-hongrois sera très révélatrice pour notre analyse. Dans son ouvrage *L'effondrement de la Deuxième Internationale*, Lénine notait notamment : *« l'élément national dans la guerre actuelle n'est représenté que par la guerre serbe contre l'Autriche... Ce n'est qu'en Serbie et parmi les Serbes que nous avons un mouvement de libération nationale avec une longue histoire impliquant des millions de masses, dont la 'continuation' est la guerre de la Serbie contre l'Autriche... Si cette guerre était isolée, c'est-à- dire pas lié à une guerre européenne générale, avec des objectifs corrompus et prédateurs de l'Angleterre, de la Russie, etc., alors tous les socialistes seraient obligés de souhaiter le succès de la bourgeoisie serbe : c'est la seule conclusion correcte et absolument nécessaire de l'élément national au sein de la guerre actuelle* ».

Comme on peut le voir, Lénine ne soutient pas la lutte de libération nationale des Serbes seulement (!) parce que la guerre inter-impérialiste des principaux impérialistes mondiaux fait déjà rage et en elle la Serbie fait partie intégrante du bloc impérialiste de l'Entente (Angleterre, France, Italie, Russie, USA). Il ne s'agit pas de la fourniture d'armes des pays de l'Entente à la Serbie : il s'agit du fait que tous les pays de l'Entente combattent directement sur le théâtre d'opérations européen et que le front serbe contre l'Autriche-Hongrie n'est qu'un des fronts de la guerre inter-impérialiste.

« Je considère qu'il est théoriquement erroné et pratiquement nuisible de ne pas distinguer les types de guerres. Nous ne pouvons pas être contre les guerres de libération nationale. Vous prenez un exemple : la Serbie. Mais si les Serbes étaient seuls contre l'Autriche, ne serions-nous pas pour les Serbes ? », écrivait Lénine dans le même 1915. Comme nous pouvons le voir, l›aspect clé dans la formation de sa position politique est une fois de plus le fait de l›implication de la Serbie dans le front unique du côté du bloc impérialiste de l›Entente.

Le club des partisans de l'impérialisme russe ne parviendra pas à faire passer la résistance héroïque du peuple ukrainien et de son armée à l'agres-

Internationalisme CONTRE LA RÉPRESSION de Loukachenko

Piquet à la Porte de Brandebourg.

Après les mobilisations massives de 2020, le président biélorusse Alexandre Loukachenko a déployé une persécution systématique avec la fermeture des médias, des arrestations, des condamnations basées sur de fausses accusations. Le KGB (Agence de sécurité de l'État) est le pilier répressif d'un régime aux traits staliniens. L'invasion russe de l'Ukraine a déclenché des manifestations qui ont été punies pour montrer leur soumission à Poutine et pour empêcher le développement du mouvement anti-guerre.

Malgré cela, les cheminots ont saboté le transfert de matériel militaire russe par train et le Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BKDP) s'est prononcé contre l'invasion et la présence de troupes russes dans le pays, pour lesquelles il a été persécuté. Au cours des deux dernières années, plus de 700 organisations ont été liquidées, dont le Syndicat indépendant biélorusse (BNP). Il n'y a pas de réconciliation avec la dictature et l'activité se poursuit depuis la clandestinité ou l'exil.

La LIS est solidaire des camarades biélorusses et de tous ceux qui sont persécutés. C'est pourquoi elle a soutenu la campagne « L'activité syndicale n'est pas de l'extrémisme » initiée par l'association Salidarnast, qui regroupe des militants syndicaux exilés en Allemagne. Parmi les activités menées, la participation à l'agitation d'information menée devant la porte de Brandebourg à Berlin, la collecte et la remise de signatures pour la liberté des prisonniers politiques et les actions devant les représentations diplomatiques biélorusses dans différents pays se distinguent.

Pétition unitaire à Barcelone.

sion impérialiste russe pour une guerre de l'Otan contre la Russie. Comme je l'ai déjà souligné, le fait qu'il y ait une guerre impérialiste ne définit en rien son caractère impérialiste pour tous ses participants. Même dans le massacre mondial ignoble et cupide de 1914, il y avait des peuples pour qui la participation à la guerre était associée à l'autodétermination et à la libération nationale.

La guerre russo-ukrainienne actuelle peut-elle changer de caractère et se transformer d'une guerre de libération nationale du peuple ukrainien en une partie en une guerre inter-impérialiste globale et dans quelles conditions ? Alejandro Bodart donne une réponse claire à cette question : *« et si l'un des pays impérialistes de l'Otan, pour quelque raison que ce soit, déclarait la guerre à la Russie, tout le conflit changerait de caractère... Dans ce cas, nous entrerions dans un conflit armé impérialiste et nous devrions corréler notre politique et notre orientation avec un nouvel contexte ».*

Des milliers de personnes tentent de quitter Lviv pour se réfugier.

Si l'on voit les prémisses d'une évolution de la situation dans ce sens ? Pas encore. Doit-on toujours se préparer à une telle éventuelle transformation de la situation ? Évidemment oui.

INTÉRÊTS IMPÉRIALISTES ET « PACIFISME »

Apparaissent de nombreuses organisations qui se revendiquent *pacifistes*, dont les « voix pour la paix », par une étrange coïncidence, grandissent lorsque la situation de l'armée russe s'aggrave. Actuellement, le régime de Poutine fait tout son possible pour transformer la guerre en un *conflit gelé* et conserver les territoires ukrainiens occupés. Pour cela, toutes les ressources et tous les agents d'influence russes ont été activés.

Pour en revenir à l'histoire, depuis les années 60, aux États-Unis et en Europe occidentale, le *pacifisme* est associé au mouvement de jeunesse progressiste anti-impérialiste contre la guerre, qui à bien des égards a joué un rôle vraiment positif contre la honteuse agression américaine contre le Vietnam. Cette connotation historiquement positive du *pacifisme* jouera-t-elle désormais un rôle pour soutenir et justifier une autre agression impérialiste ? Voyons comment et dans quelles conditions s'est formée l'attitude marxiste à l'égard *du pacifisme*.

Le *pacifisme* est l'idéologie de la résistance à la violence en vue de sa disparition. Au milieu du XIXe siècle, les idées de libre-échange ont gagné en popularité parmi la bourgeoisie d'Europe et d'Amérique. Les personnes qui ont raisonnablement lié leur *pacifisme* aux intérêts économiques des secteurs clés de la bourgeoisie ont eu une carrière politique et sociale rapide. L'économiste bourgeois Frédéric Bastiat, qui considérait les guerres comme un obstacle malheureux au développement du commerce international, est passé au premier rang des « combattants de la paix ». Ses idées ont gagné la sympathie de l'élite et il a été élu au parlement français. Durant la seconde moitié du XIXe siècle et jusqu'en 1914, les idées de *pacifisme* et *de paix éternelle* dominent les milieux bourgeois européens et américains. Le capitalisme a développé les forces productives et des segments clés de la classe capitaliste considéraient toute guerre comme un obstacle inutile et préjudiciable au développement du marché mondial et à la réalisation de super-profits dans le commerce international. Ces illusions pénétrèrent si fermement dans la tête des représentants des classes dirigeantes que, volontairement ou involontairement, elles commencèrent à se répandre au sein du mouvement socialiste naissant.

Cependant, de l'émergence au développement, le courant marxiste révolutionnaire était bien conscient que derrière la rhétorique populaire de la *paix éternelle* et du *pacifisme* se cachait la nature de classe du capitalisme à son apogée. La transition du capitalisme européen et américain vers sa phase impérialiste et le début de la lutte impérialiste pour la redistribution des marchés ont considérablement réduit la popularité des slogans pacifistes parmi les secteurs clés de la classe capitaliste déjà orientés vers le militarisme et la rhétorique chauvine d'une future guerre mondiale impérialiste. Les slogans du *pacifisme* ont souvent été adoptés volontairement par les

dirigeants réformistes de la Deuxième Internationale, qui les ont utilisés pour tromper les ouvriers et les détourner des tâches fondamentales de destruction révolutionnaire du système capitaliste.

L'aile révolutionnaire des marxistes a lutté contre *le pacifisme* bourgeois et réformiste, qui a fleuri avec une vigueur renouvelée avec le déclenchement de la première guerre impérialiste mondiale. *« Une façon de tromper la classe ouvrière est* le *pacifisme et la prédication abstraite de la paix. Sous le capitalisme, et surtout dans sa phase impérialiste, les guerres sont inévitables »,* écrivait Lénine dans son célèbre ouvrage de 1914 *Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne.*

Le mot d'ordre de Lénine de 1917 sur la nécessité d'une *« paix sans annexions ni compensations »* n'a rien à voir avec le pacifisme bourgeois ou réformiste et n'est qu'une exigence transitoire urgente, dialectiquement associée au déroulement du processus révolutionnaire mondial, non seulement sur le territoire de l'Empire russe, mais en Europe et en Asie. *« Ce n'est pas celui qui travaille vraiment au profit du monde démocratique qui répète les vœux généraux, silencieux, intransigeants du pacifisme, mais celui qui démasque le caractère impérialiste de cette guerre et de la paix impérialiste qui se prépare, qui appelle les peuples à la révolution contre les gouvernements criminels »* (Lénine).

Léon Trotski a soutenu l'attitude critique de Lénine envers le *pacifisme*. Dans son ouvrage *Le pacifisme au service de l'impérialisme,* il écrit : *« Théoriquement et politiquement, le pacifisme se situe sur le même terrain que la doctrine de l›harmonie des intérêts sociaux ».* Dans son ouvrage de 1926, *Une fois de plus sur le pacifisme et la révolution (Réponse à Bertrand Russell),* Trotski, dans une polémique avec les socialistes réformistes britanniques qui nourrissaient des illusions considérables dans le pacifisme, note que *« le pacifisme n'offense que dans une mesure minime à la machine militaire de la classe dirigeante »*.

Dans son ouvrage *Lénine et la guerre impérialiste,* Trotski, s'appuyant sur les idées de Lénine, met l'accent sur le problème de l'attitude du marxisme révolutionnaire face aux différents phénomènes *pacifistes : « La lutte contre les illusions apaisantes et relaxantes du pacifisme est un élément essentiel de la doctrine de Lénine. Avec une aversion particulière, il rejette la revendication du 'désarmement' comme manifestement utopique sous le capitalisme et capable de détourner la pensée ouvrière de la nécessité de ses propres armements... Une classe opprimée ne faisant aucun effort pour apprendre à se servir des armes, à avoir des armes, une telle classe ne mériterait que d'être traitée en esclaves* ». Et plus loin : *« Notre mot d›ordre doit être : d'armer le prolétariat pour vaincre, d'exproprier et de désarmer la bourgeoisie... Ce n›est qu›après que le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie qu›il pourra, sans changer sa tâche historique mondiale, défaire et mettre au rebut toutes les armes... »*

Depuis le XXIe siècle, le *pacifisme* continue de jouer un rôle instrumental au service de certains intérêts sociaux et de classe. Malheureusement, de nos jours principalement de la classe impérialiste. L'aventure vietnamienne de Nixon a trouvé le soutien d'une certaine section influente de la bourgeoisie militaro-industrielle américaine, mais des sections importantes de la même bourgeoisie n'étaient pas intéressées par la guerre. Sans parler de la bourgeoisie d'Europe occidentale. Ses intérêts coïncident conjoncturellement avec la mobilisation anti-guerre de la jeunesse des États-Unis, d'Europe occidentale et d'une partie importante de la classe ouvrière. À la fin des années 60, le *pacifisme* jouait un rôle objectif, mais il était purement subalterne et instrumental. Quel rôle social *le pacifisme peut-il* jouer en 2023, s'il a été dès le début ordonné, organisé et soutenu financièrement par l'impérialisme russe agressif ?

Dans l'espace post-soviétique, une expression associée au soi-disant *paradoxe de Hegel* est en vogue : *« l›histoire nous apprend qu›elle ne nous apprend rien ».* Nous n'acceptons pas cette thèse qui nous pousse à abandonner la méthode d'analyse marxiste. L'histoire de la lutte des classes nous a beaucoup appris et continuera à le faire. L'impérialisme conserve sa nature anti-humaine, dont les conséquences sont de plus en plus catastrophiques pour l'existence de l'humanité. Telles sont les raisons pour lesquelles nous ne pouvons pas renoncer à analyser les impérialismes contemporains et nous devons développer un programme socialiste utile à la lutte anti-impérialiste.

1. Défense du travail, en ukrainien.
2. Tous les soulignements sont de l'auteur.
3. Comité international de la Quatrième Internationale et Tendance marxiste internationale (ICFI et IMT sont leurs acronymes en anglais).

LA POLITIQUE des révolutionnaires

PAR PABLO VASCO

Pour élaborer sa ligne d'action, le socialisme révolutionnaire utilise une méthode scientifique : il analyse une situation donnée, la caractérise et émet des hypothèses sur sa dynamique, et sur la base de celles-ci définit la politique à suivre. Dans ce monde de plus en plus agité et polarisé, pour construire une politique révolutionnaire face aux guerres, la première chose à faire est de caractériser les États et les groupes en conflit. Tous les pays ne jouent pas le même rôle sur la scène mondiale, donc toutes les guerres ne se ressemblent pas, et ces différences conditionnent notre politique.

Aujourd'hui, deux concurrents se disputent l'hégémonie impérialiste : les États-Unis, qui, après la chute de leur partenaire stalinien, ont dû s'attaquer à tous les conflits globaux et battent en retraite, et la Chine, dont l'ingérence mondiale progresse à tous les niveaux. S'ils entrent en guerre, ce que nous ne croyons pas être une éventualité immédiate mais dont le risque s'accroît, il y aura des alignements. L'impérialisme européen, les partis bourgeois, la social-démocratie et les secteurs néo-réformistes soutiendront les États-Unis et l'Otan pour défendre les « valeurs de la démocratie » contre le « totalitarisme oriental » ou toute autre hypocrisie similaire. Et des pays comme la Russie et l'Iran, des sections du stalinisme et du nationalisme bourgeois semi-colonial s'aligneront sur la Chine parce qu'ils la considèrent comme *progressive* ou comme un *moindre mal* face aux États-Unis.

Comme nous l'avons expliqué plus avant dans ce numéro, croire que la Chine est un *moindre mal* est déconnecté de la réalité. Si les États-Unis restent la plus grande puissance impérialiste, la Chine ne joue pas non plus un rôle positif, mais cherche à remplacer l'hégémonie américaine par la sienne. Il n'y a pas de multilatéralisme pro-

gressiste. Si, au sein des masses chinoises, toutes les illusions sur la « démocratie » et la « liberté » occidentales doivent être dissipées, en Occident, le danger de la domination chinoise doit être dénoncé.

LE DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE

En cas d'affrontement militaire mondial pour l'hégémonie impérialiste entre les blocs commandés par les États-Unis et la Chine, la seule politique révolutionnaire serait de promouvoir le *défaitisme révolutionnaire* dans chacun des pays en conflit, en appelant les travailleurs à ne pas tomber dans le piège du chauvinisme que toutes les directions bourgeoises, réformistes et bureaucratiques encouragent pour défendre leurs privilèges et la domination des bandits impérialistes.

Une guerre entre les États-Unis et la Chine aurait le même caractère rapace essentiel que la première et la deuxième guerre mondiale. Elle entraînerait au minimum un carnage qui conduirait à la mort de millions de travailleurs, de jeunes et de populations civiles. Avec la circonstance aggravante que la puissance militaire et nucléaire d'aujourd'hui est bien supérieure à celle d'il y a 80 ans, elle ferait courir à l'humanité et à la planète le risque d'une catastrophe, voire d'une extinction. C'est pourquoi, si la situation évolue vers une confrontation mondiale, la politique révolutionnaire doit être le *défaitisme aux deux cotés* et l'appel à transformer la guerre en révolution contre les gouvernements qui mènent l'humanité à la barbarie, en posant comme seule issue la nécessité de s'organiser pour lutter pour le socialisme à l'échelle mondiale.

De même que la consolidation des États-Unis en tant qu'impérialisme dominant depuis la Seconde Guerre mondiale n'a rien apporté de positif à l'humanité, il en irait de même du triomphe de la Chine, qui suivrait la même voie que les États-Unis, s'affirmant comme un gendarme mondial pour garantir la survie d'un système capitaliste de plus en plus décadent, prédateur et autoritaire, qui exploite les travailleurs et les peuples.

Cette politique *défaitiste* doit être étendue à tous les pays qui s'alignent sur chaque camp : les membres de l'Otan, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie -via le traité militaire AUKUS- avec les États-Unis, et la Russie, la Corée du Nord, l'Iran, la Turquie, le Venezuela et d'autres alliés possibles de la Chine.

L'IMPORTANCE DU DROIT À L'AUTODÉTERMINATION NATIONALE

Quelle que soit la dynamique des événements, nous ne sommes pas encore au cœur d'une confrontation mondiale ouverte. C'est pourquoi notre orientation et notre politique ne peuvent pas être les mêmes que si nous étions déjà dans une troisième guerre mondiale, comme le proclament malheureusement plusieurs secteurs réformistes de la gauche.

Ce qui existe aujourd'hui, ce sont des frictions inter-impérialistes croissantes et, en même temps, divers conflits régionaux, parmi lesquels la guerre entre la Russie et l'Ukraine se distingue. Et nous ne pouvons pas exclure que, dans un avenir proche, de tels conflits se développent sous d'autres latitudes, par exemple à Taïwan ou au Niger et en Afrique du Nord. Cela nous oblige à préciser la politique sans tomber dans l'unilatéralisme ni céder aux pressions de l'une des parties impérialistes en conflit.

L'invasion russe de l'Ukraine nous oblige à combiner la défense du droit à l'autodétermination du peuple ukrainien avec la dénonciation de l'envahisseur et de l'utilisation du conflit par les États-Unis et l'Otan. Malheureusement, peu d'organisations parviennent à passer le test de manière révolutionnaire face à ce conflit. Certaines à cause de leur alignement ouvert sur tel ou tel camp impérialiste, d'autres à cause de la confusion théorique et de la faiblesse idéologique.

Comme le soulignait Lénine à propos de la guerre mondiale : *« Dans la guerre actuelle, les états-majors généraux s'attachent minutieusement à tirer profit de chaque mouvement national ou révolutionnaire qui éclate dans le camp adverse : les allemands, du soulèvement irlandais ; les Français, du mouvement des Tchèques, etc. Et, de leur point de vue, ils ont parfaitement raison. On ne peut se comporter*

sérieusement à l'égard d'une guerre sérieuse si l'on ne profite pas de la moindre faiblesse de l'ennemi, si l'on ne se saisit pas de la moindre chance, d'autant plus que l'on ne peut savoir à l'avance à quel moment précis et avec quelle force précise 'sautera' ici ou là tel ou tel dépôt de poudre. Nous serions de piètres révolutionnaires, si, dans la grande guerre libératrice du prolétariat pour le socialisme, nous ne savions pas tirer profit de tout mouvement populaire dirigé contre tel ou tel fléau de l'impérialisme, afin d'aggraver et d'approfondir la crise »[1].

Si un impérialisme utilise le droit d'un peuple à l'autodétermination et à la libération nationale à son avantage, personne ne doit être confus. L'intérêt propre de l'Otan à soutenir l'Ukraine contre la Russie n'oblige pas les révolutionnaires à abandonner et à sacrifier le peuple ukrainien. Comme le disait Lénine : *« Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre 'grande' puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie [c'est-à-dire les révolutionnaires] à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes… »*[2]

Avant la Seconde Guerre mondiale, Trotski a placé les défis de cette manière : *« La lutte de classe et la guerre sont des phénomènes internationaux qui ne peuvent se résoudre qu'internationalement. Chaque lutte n'admettant que deux camps (bloc contre bloc) et la mêlée impérialiste se mélangeant à la guerre des classes (impérialisme mondial contre prolétariat mondial), il se crée des situations multiples et complexes… Le prolétariat de tous les pays, seule classe internationalement solidaire et, aussi pour cette raison la seule progressive, se trouve de cette manière en temps de guerre, surtout pendant la nouvelle guerre mondiale, dans la situation complexe de devoir combiner le défaitisme envers sa propre bourgeoisie et le soutien de guerres progressives »*[3].

La guerre en Europe de l'Est a trois acteurs. L'Ukraine est un pays semi-dépendant ou semi-colonial. La question de savoir si la Russie est *impérialiste* ou *sous-impérialiste*, c'est-à-dire un *impérialisme régional*, peut être débattue. Mais même si elle n'est considérée que comme un *impérialisme militaire*, tel que la Fraction trotskiste, l'organisation internationale à laquelle appartient le parti Révolution permanente (RP) le sous-estime pour justifier sa capitulation, la Russie est une grande puissance. Le troisième acteur, l'Otan, dont l'ingérence est croissante, est l'alliance militaire impérialiste dirigée par les États-Unis.

Et bien, cette guerre combine deux aspects : la Russie, une grande puissance, qui envahit une semi-colonie comme l'Ukraine, qui se défend, et l'intervention impérialiste des États-Unis -jusqu'à présent avec des armes et de la logistique, mais pas encore avec des troupes- pour affaiblir la Russie et encercler la Chine, son grand concurrent. La politique révolutionnaire doit répondre de manière intégrale à ce double caractère : une confrontation inter-impérialiste et en même temps une juste guerre de souveraineté nationale contre l'envahisseur. Il est erroné d'omettre ou de sous-estimer l'un ou l'autre aspect.

- Ainsi, par exemple, les courants néo-réformistes comme Podemos dans l'État espagnol, qui au nom du « pacifisme » mettent les deux camps sur un pied d'égalité, se trompent. Un an après l'invasion, Podemos, le président argentin Fernández, son homologue colombien Petro, le français Mélenchon et le britannique Corbyn ont appelé à *« une négociation pour une solution pacifique »*[4], une position fonctionnelle à Poutine et similaire à celle du campisme stalinien.

- De leur côté, des secteurs du trotskisme tels que le Secrétariat unifié (SU), mais aussi la LIT et l'UIT donnent la priorité à l'aspect de l'autodétermination ukrainienne et tombent dans une sorte d'étapisme qui minimise la lutte politique actuelle contre l'impérialisme occidental et son allié Zelensky.

- Dans une erreur opposée, la Fraction trotskiste du parti français RP met en avant un *défaitisme bilatéral*. En la définissant comme une *guerre par procuration*[5], c'est-à-dire au nom de l'Otan, elle attribue aux troupes et au peuple ukrainiens le même rôle négatif que l'envahisseur et finit par agir en faveur de l'impérialisme russe.

Selon la FT, *« l'élément de l'autodétermination nationale passe de plus en plus au second plan dans la détermination de notre politique car il est subordonné à la confrontation militaire entre les puissances »*[6]. Mais dans sa politique concrète, cette « seconde place » disparaît complètement, puisqu'elle appelle à *« la formation d'un pôle contre la guerre en Ukraine, qui mettrait en avant l'unité internationale de la classe ouvrière avec une politique indépendante, pour le retrait des troupes russes, contre l'Otan et l'armement impérialiste, pour une Ukraine ouvrière et socialiste, dans la perspective des États unis socialistes d'Europe »*. Même

si on parle du *« retrait des troupes russes »*, le fait de proposer en Ukraine *« un pôle contre la guerre »* revient en fait à œuvrer pour la victoire de Poutine, car ceux qui se battent pour chasser les envahisseurs russes sont les troupes ukrainiennes. La FT avait déjà célébré, il y a plusieurs mois, un boycott portuaire en Italie des livraisons d'armes à l'Ukraine. Dans les pays de l'Otan, il est logique de ne pas demander plus d'armes, car cela renforce leur bourgeoisie impérialiste, mais boycotter une livraison à l'Ukraine -comme le font les campistes- revient à désarmer le pays envahi.

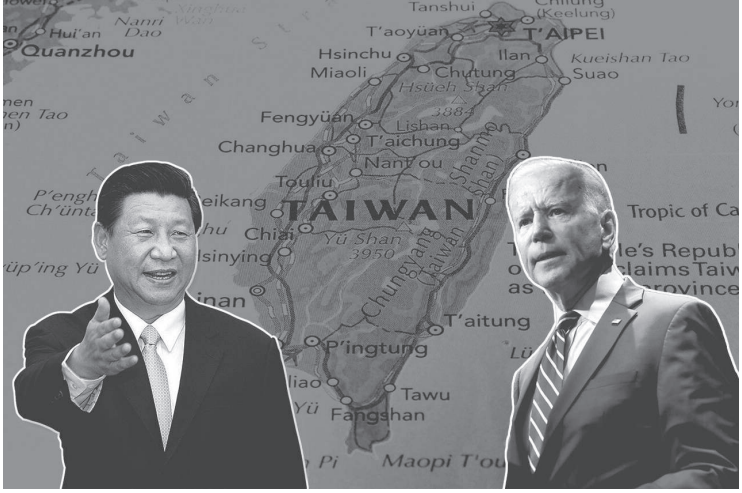
« APPRENEZ À PENSER »...

C'est ainsi que Trotski a titré un texte en débat contre une position similaire à celle de la FT : *« Admettons que dans une colonie française, l'Algérie, surgisse demain un soulèvement sous le drapeau de l'indépendance nationale et que le gouvernement italien, poussé par ses intérêts impérialistes, se dispose à envoyer des armes aux rebelles. Quelle devrait être en ce cas l'attitude des ouvriers italiens ? Je prends intentionnellement l'exemple d'un soulèvement contre un impérialisme démocratique et d'une intervention en faveur des rebelles de la part d'un impérialisme fasciste. Les ouvriers italiens doivent-ils s'opposer à l'envoi de bateaux chargés d'armes pour les algériens ? Que quelque ultra-gauche ose répondre affirmativement à cette question ! Tout révolutionnaire, en commun avec les ouvriers italiens et les rebelles algériens, rejetterait avec indignation une telle réponse. Si même se déroulait alors dans l'Italie fasciste une grève générale des marins, en ce cas, les grévistes devraient faire une exception en faveur des navires qui vont apporter une aide aux esclaves coloniaux en rébellion ; sinon ils seraient de pitoyables trade-unionistes, et non des révolutionnaires prolétariens.*

« Parallèlement à cela, les marins français même s'ils n'avaient aucune grève à l'ordre du jour, auraient l'obligation de faire tous leurs efforts pour empêcher l'envoi d'armes contre les rebelles. Seule une telle politique des ouvriers italiens et français serait une politique d'internationalisme prolétarien.

« Cependant, cela ne signifie-t-il pas que les ouvriers italiens adoucissent dans le cas présent leur lutte contre le régime fasciste ? Pas au moindre degré. Le fascisme ne peut apporter une 'aide' aux algériens que pour affaiblir son ennemi, la France, et faire ensuite main basse sur sa colonie. Les ouvriers révolutionnaires italiens ne l'oublieront pas un seul instant. Ils appelleront les algériens à ne pas faire confiance à leur 'allié' perfide et en même temps eux-mêmes poursuivront leur lutte intransigeante contre le fascisme, 'principal ennemi à l'intérieur de leur propre pays'. C'est seulement ainsi qu'ils peuvent faire que les rebelles aient confiance en eux, aider la rébellion elle-même et renforcer leurs propres positions révolutionnaires »[7].

Trotski a défendu la même position face à une guerre entre armées régulières. En 1935-1936, une guerre a opposé l'armée de l'Italie impérialiste dirigée par Mussolini aux troupes éthiopiennes commandées par le *négus* semi-féodal Hailé Sélassié, ravitaillées par l'Allemagne nazie. Réfutant le pacifisme du parti centriste britannique Parti travailliste indépendant, qui parlait de « deux dictateurs rivaux », Trotski a été clair : *« Si Mussolini l'emporte, cela signifiera le renforcement du fascisme, la consolidation de l'impérialisme et le découragement des peuples coloniaux en Afrique et ailleurs. La victoire du Négus, en revanche, constituerait un coup terrible pour l'impérialisme dans son ensemble et donnerait un élan puissant aux forces rebelles des peuples opprimés.*



Il faut vraiment être complètement aveugle pour ne pas le voir »[8].

Le fait que l'Ukraine ne soit pas une colonie mais une semi-colonie, et que son gouvernement bourgeois soit soutenu par l'Otan, ne nie pas le droit élémentaire de cette nation à faire face à l'invasion impériale russe.

En 1937, une guerre a éclaté entre le Japon impérial et la Chine semi-coloniale, dirigée par le nationaliste bourgeois et ennemi de la révolution ouvrière et paysanne Chiang Kaishek, soutenu par la Grande-Bretagne et les États-Unis. Critiquant certains ultra-gauchistes qui prônent le défaitisme révolutionnaire, Trotski défend la même ligne que face à la guerre italo-éthiopienne : *« Mais le Japon et la Chine ne sont pas sur le même plan historique. La victoire du Japon va signifier l'asservissement de la Chine, la fin de son développement économique et social, et le renforcement terrible de l'impérialisme japonais. La victoire de la Chine va signifier, au contraire, la révolution sociale au Japon et le libre développement, c'est-à-dire sans être gêné par l'oppression extérieure, de la lutte des classes en Chine.*

« Mais Tchang Kaï-chek peut-il assurer la victoire ? Je ne le crois pas. C'est lui, cependant, qui a commencé la guerre et qui aujourd'hui la dirige. Pour être en mesure de le remplacer, il est nécessaire d'acquérir une influence décisive au sein du prolétariat et dans l'armée, et pour ce faire il est nécessaire de ne pas rester en suspension dans l'air, mais de se placer dans le milieu de la lutte. Nous devons gagner influence et prestige dans la lutte armée contre l'invasion étrangère et dans la lutte politique contre les faiblesses, les lacunes et les trahison internes »[9].

Trotski n'était pas défaitiste à l'égard du pays arriéré attaqué : quel que soit son type de gouvernement et les manœuvres des autres puissances, il défendait sa victoire sur l'agresseur impérialiste. Il ne confondait pas *type de gouvernement* et *type de pays*, ni *soutien militaire* et *soutien politique*, comme le font aujourd'hui certains « suspendus en l'air ». Quant à ce qui se passerait si l'Ukraine gagnait la guerre, non seulement son peuple travailleur serait renforcé pour affronter son gouvernement, mais aussi la classe ouvrière décisive et les peuples de Russie, de Biélorussie, du Kazakhstan et des autres nations opprimées de la région dans leur lutte contre Poutine, Loukachenko et les autres dictateurs capitalistes.

C'est pourquoi nous réaffirmons le programme intégral principiste, révolutionnaire, internationaliste, que la LIS et notre Ligue socialiste ukrainienne ont mis en avant depuis le début de la guerre : retrait des troupes russes ; soutien à la résistance ukrainienne ; retrait de l'Otan de l'Europe de l'Est et pour sa dissolution ; libre autodétermination de la Crimée, de Donetsk et de Lougansk sans troupes russes ; et dénonciation de Zelensky et de ses mesures anti-ouvrières, avec indépendance politique de classe par rapport à son gouvernement capitaliste et pro-impérialiste.

Cette politique s'inscrit dans la lutte globale contre les gouvernements capitalistes et leurs plans d'ajustement et de pillage, en encourageant les luttes et la construction de partis révolutionnaires visant à prendre le pouvoir et à avancer vers un monde socialiste, sans frontières, sans exploitation ni oppression.

---

1. Lénine, V. (1916). Bilan d'une discussion sur le droit des nations *à disposer d'elles-mêmes*. Site: https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/19160700k.htm
2. Lénine, V. (1916). *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*. Site: https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/01/19160100.htm
3. Pour citer Léon Trotski; Klement, R. (1937). *Les tâches du prolétariat pendant la guerre*. Site: https://www.marxists.org/francais/4int/prewar/1937/klement.htm
4. Site: https://podemos.info/wp-content/uploads/2023/02/Declaracion-por-la-Paz_firmas.pdf
5. On parle également de *guerre proxy* ou *par procuration*.
6. https://www.laizquierdadiario.com/La-reactualizacion-de-la-epoca-de-crisis-guerras-y-revoluciones-y-las-perspectivas-para-una-izquierda-revolucionaria-internacionalista
7. Trotski, L. (1938). *Il faut apprendre à penser*. Site: https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1938/05/lt19380520.htm
8. Trotski, L. (1936). *À propos des dictateurs et des sommets d'Oslo*. Site: https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1936/04/lt19360422.htm
9. Trotski, L. (1937). *Lettre à Diego Rivera, sur la guerre sino-japonaise*. Site: https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/09/lt_23091937.htm

LES LIMITES du PSOL et LA CONSTRUCTION du parti révolutionnaire

PAR VERÓNICA O'KELLY ET DOUGLAS DINIZ, DE LA DIRECTION NATIONALE DE RÉVOLUTION SOCIALISTE - BRÉSIL

Au Brésil, le Front large dirigé par Lula (PT) et Alckmin (PSB) gouverne en alliance avec les partis bourgeois. Nous n'avons aucune confiance dans ce gouvernement, la gauche indépendante doit être dans l'opposition. Dans le même temps, le PSOL est confronté à un processus de liquidation qui progresse et se consolide, posant un grand défi à la gauche révolutionnaire. Nous présentons notre point de vue sur les débats en cours.

SANS UNE GAUCHE RADICALE, L'EXTRÊME DROITE NE PEUT ÊTRE VAINCUE

La défaite électorale de Bolsonaro en 2022 représente une victoire populaire, mais contradictoire. Une défaite par voie électorale, et non par des mobilisations, la rend moins accablante pour mettre fin à l'extrême droite et à son projet contre les travailleurs et les pauvres.

Après les six premiers mois du gouvernement de Lula, il a été démontré qu'il n'a pas réussi à consolider la défaite électorale et, par conséquent, avec son programme d'ajustements capitalistes, il revitalise l'extrême droite et Bolsonaro lui-même, avec un niveau élevé de soutien parmi les masses. Bien qu'il ait été jugé inéligible par la Justice électorale pour une période de huit ans, il reste impuni pour la multitude de crimes commis au cours de son mandat. Cette impunité est garantie par le gouvernement de conciliation de classe Lula-Alckmin.

Sans une alternative politique de gauche radicale, l'extrême droite ne sera pas vaincue. Les masses, face aux gouvernements progressistes qui appliquent l'agenda du capital, du démantèlement des droits et des acquis, font leur expérience et rompent rapidement avec ces gouvernements, ce qui permet la croissance de l'extrême droite. Seule la gauche socialiste dispose d'un véritable projet alternatif et d'une issue en faveur de celles et de ceux qui travaillent. Tant qu'elle ne surmontera pas sa dispersion et ne deviendra pas un outil pour les masses, le cercle des gouvernements bourgeois du centre, de la droite et de l'extrême droite se poursuivra.

LE PROCESSUS DE LIQUIDATION DU PSOL PROGRESSE

Le PSOL, à sa fondation, s'est proposé d'être le dépassement du PT et de son projet de conciliation de classe, lorsque ce dernier a abandonné son programme historique pour s'adapter au régime et administrer l'État bourgeois. Ce projet fondateur a été promu par les courants de la gauche lutte de classe, majoritaires dans le parti naissant. Au fil du temps, de plus en plus de secteurs du PT ont quitté le parti et rejoint le PSOL, des courants centristes et réformistes qui ont produit un changement qualitatif dans sa composition et sa politique. Cela a renforcé un projet de *refondation* qui cherchait à liquider l'indépendance politique et le programme fondateur. Aujourd'hui, nous assistons à une consolidation

de ce processus, qui vise à assimiler le parti au régime bourgeois.

La *refondation* est un projet de la direction majoritaire, du Camp PSOL populaire (Printemps socialiste et Révolution solidaire) et malheureusement soutenu par le Camp Semente (Résistance, Insurgence et Subverta, courants de l'internationale mandéliste) qui forment le bloc « PSOL de toutes les luttes ». Cette direction entraîne le PSOL sur la même voie que le PT.

- Elle est responsable de l'absence de candidature propre du parti aux dernières présidentielles de 2022, s'abstenant de participer à la dispute politique électorale avec son propre programme.
- Elle est responsable du devenir du parti en une base de soutien au gouvernement Lula-Alckmin, acceptant que Sônia Guajajara, une référence du parti, soit ministre, et que le député fédéral, Pastor Henrique Vieira, soit le chef adjoint du gouvernement à la Chambre des députés.
- Elle est également responsable de la formation de la Fédération avec un parti du capitalisme vert, le Rede Sustentabilidade, un grand recul dans l'indépendance de classe du PSOL et malheureusement avec le soutien du MES.

La période après le 8ème Congrès national du parti définira l'avenir du PSOL : soit il approfondit le processus d'adaptation et d'assimilation au régime, soit il reprend le projet fondateur, en reprenant l'indépendance de classe comme une condition nécessaire à sa continuité.

POURQUOI FAUT-IL ENCORE ÊTRE DANS LE PSOL ?

Il est vrai que les contradictions sont nombreuses et qu'elles se sont accentuées ces dernières années. En cela, nous sommes d'accord avec les camarades qui se sont désaffiliés ces derniers temps. Mais nous pensons que c'est une erreur d'abandonner la lutte sur le projet politique qui a réussi à regrouper la gauche socialiste. Au sein du PSOL, il existe encore une avant-garde qui peut être gagnée pour le projet de la révolution et non pas grossir les rangs de la conciliation de classe.

Malheureusement, la gauche brésilienne est également très dispersée et tant les erreurs opportunistes et centristes comme les autoproclamées et sectaires ont rendu impossible le renforcement de la gauche socialiste au sein du PSOL ou l'émergence de quelque chose de nouveau en dehors. Il ne s'agit pas d'un débat mineur. Il n'est pas juste de s'isoler des processus d'organisation et de réorganisation ; les beaux discours, sans impact sur les masses et leurs processus de lutte, ne servent à rien. En même temps, nous devons aussi nous éloigner du parlementarisme opportuniste, l'un des visages de l'adaptation réformiste au système.

Bien que le gouvernement Lula-Alckmin tente de convaincre que la démocratie résout tout, les masses exploitées, opprimées, appauvries ne sont pas prêtes à perdre leurs acquis et c'est pourquoi des luttes se font jour. Notre tâche est de renforcer chacune de ces luttes et de construire l'outil politique capable de se présenter comme une alternative devant les masses. Nous appelons à renforcer une alternative politique avec l'indépendance de classe et anticapitaliste. Nous continuons à mener cette bataille au sein du PSOL, avec le prochain congrès comme tâche importante, sur la voie de la construction d'un parti socialiste, internationaliste et révolutionnaire au Brésil.

COP-30 au Brésil : LE BLA-BLA atteindra l'Amazonie

PAR MAURÍCIO MATOS, LUTTE ÉCOSOCIALISTE, COLLECTIF RÉVOLUTION SOCIALISTE - PSOL

En janvier 2023, le revue *Science*, l'une des plus prestigieuses revues scientifiques au monde, a publié un article démontrant que les projections du réchauffement climatique réalisées entre 1977 et 2003 par des scientifiques de la multinationale pétrolière américaine ExxonMobil étaient cohérentes et exactes dans la grande majorité des cas. Cela démonte la mascarade des géants du pétrole qui prétendaient ne pas savoir ou ne pas être sûrs de l'interférence de la combustion des énergies fossiles sur le climat de la planète Terre : *« pendant des décennies, certains membres de l'industrie des énergies fossiles ont tenté de convaincre le public qu'une relation de cause à effet entre l'utilisation des énergies fossiles et le réchauffement climatique ne pouvait être établie parce que les modèles utilisés pour projeter le réchauffement étaient trop incertains »*.

Aux États-Unis, la découverte en 2015 de mémos internes d'Exxon rédigés à la fin des années 1970 a été suivie de huit années d'intenses recherches pour en savoir plus. Durant cette période, un chercheur britannique a trouvé dans les archives d'un musée du petit État du Delaware, près de Washington DC, les transcriptions d'une conférence sur le pétrole tenue en 1959 à l'université Columbia, New York. Parmi les centaines de pages, un passage retient son attention. Il s'agit du discours de l'un des scientifiques ayant contribué à la création de la bombe thermonucléaire destructrice, la bombe H, parlant des combustibles fossiles à un auditoire de cadres de l'industrie américaine : *« chaque fois qu'on brûle un combustible conventionnel, on crée du dioxyde de carbone… Sa présence dans l'atmosphère provoque un effet de serre… toutes les villes côtières seraient recouvertes »* par la montée du niveau des mers due à la fonte des calottes glaciaires, a averti le scientifique, si les combustibles fossiles continuaient à être utilisés à grande échelle.

La découverte que ces multinationales pétrolières connaissaient déjà les impacts catastrophiques sur le climat mondial de la combustion du pétrole, du gaz, du charbon, en cachant ces données et en créant un réseau de désinformation pour discréditer les études universitaires qui aboutissaient à des conclusions divergentes, a conduit à des dizaines de procès intentés par des villes, des comtés, des États américains contre des compagnies pétrolières et gazières. Parallèlement, des mouvements sociaux tels que #Exxon Knew ont vu le jour, appelant *« le ministère américain de la Justice et les procureurs généraux des États à enquêter les trusts pétrolières et à faire payer les pollueurs »*.

DÉNONCER LA COP-30, ORGANISER LE SOMMET DES PEUPLES !

Bien que connaissant déjà le réchauffement de la planète et le changement climatique, les compagnies pétrolières et les gouvernements impérialistes ont caché à l'opinion publique, pendant des décennies, les effets néfastes de l'exploitation illimitée des combustibles fossiles. Ce n'est qu'en 1992 que l'ONU a soulevé la question lors de la Conférence sur l'environnement et le développement (Rio-92). Le premier sommet des pays pollueurs à discuter spécifiquement

du changement climatique n'a eu lieu qu'en 1995 à Berlin, Allemagne (COP-1).

Depuis lors, il y a eu beaucoup de bla-bla, beaucoup de promesses non tenues, beaucoup d'accords non respectés, aucune action suffisamment forte pour empêcher une catastrophe sociale et environnementale sur toute la planète. C'est une démonstration claire que le capitalisme n'offrira pas de véritables solutions pour éviter l'effondrement socio-environnemental.

Désolemment, la position de la direction nationale majoritaire du PSOL à Belém, capitale de l'État de Pará dans la région Nord, administrée par le maire PSOL Edmilson Rodrigues, hôte de la COP-30, est d'utiliser la tactique de l'écoblanchiment tout en célébrant l'événement comme une possibilité de prêts financiers pour « maquiller » la ville en vue de sa réélection à la mairie en 2024. Le militantisme du PSOL a le devoir de dénoncer la farce de la COP-30 et d'organiser un événement parallèle, le Sommet des Peuples, qui présente des alternatives au-delà des profits capitalistes.

Il faut que ceux d'en bas prennent en main la tache de défendre la biodiversité et les peuples à l'échelle internationale. Défendre la Terre-Mère, la Pachamama. En ce sens, les paroles du camarade Hugo Blanco, décédé le 25 juin dernier, prennent un sens nouveau et planétaire : *« Terre ou mort ! »* Nous vaincrons !

QUELLE STRATÉGIE POUR
le Front de Gauche ?

PAR SERGIO GARCÍA, DE LA DIRECTION NATIONALE DU MST DANS LE FRONT DE GAUCHE UNITÉ - ARGENTINE

Notre pays est en émoi après les résultats des élections internes obligatoires (PASO) qui ont donné la victoire à l'ultra-droitier Javier Milei. Le pays traverse une forte crise économique et sociale, la province de Jujuy est un exemple de la tentative de la bourgeoisie de s'attaquer aux droits sociaux et démocratiques. C'est ce plan national qu'ils tenteront d'imposer après les élections d'octobre et que l'avancée de Milei réaffirme, ouvrant une perspective de confrontation majeure dans les rues. Dans ce cadre, le FIT-U a passé les primaires et sera l'une des cinq listes aux présidentielles d'octobre, alors qu'en même temps il y a un profond débat et différentes stratégies en jeu. Quelles sont les différences et les stratégies débattues ? Quel projet notre liste formée par le MST et le PO a-t-elle soulevé au sein du FIT-U ? Quels ont été les résultats du 13 août ? Quelle importance a notre importante victoire au sein du FIT-U dans la capitale du pays ? Nous abordons ces sujets.

L'Argentine a une longue histoire de lutte et un régime bourgeois en crise permanente. Après la chute de la dictature au début des années 1980 grâce à l'action révolutionnaire du mouvement de masse, le régime démocratique bourgeois a agi du mieux qu'il a pu parmi de périodes plus mouvementées, comme les premières années de la décennie 1990. Vers la fin du XXe siècle, la crise et la montée ont fait un grand bond en avant jusqu'aux jours historiques de l'Argentinazo de 2001, qui a mis fin au gouvernement du radical De la Rúa et au régime bipartite existant, au cri de *« qu'ils s'en aillent tous »* et a provoqué un changement qualitatif de la situation. Malheureusement, l'absence d'une alternative de gauche ayant du poids parmi les masses a constitué une limite au processus, qui a permis au péronisme de reprendre le pouvoir au fil du temps, malgré la plus grande faiblesse de sa structure politique et syndicale.

Nous commençons par ce bref rappel historique afin de mieux comprendre ce que nous vivons aujourd'hui. Depuis l'Argentinazo jusqu'à aujourd'hui, la grande bourgeoisie et l'impérialisme ont eu le contrôle politique, mais ils n'ont pas été

en mesure de stabiliser le régime ou de faire avancer qualitativement les changements structurels en leur faveur. Les gouvernements successifs ont tenté de le faire, mais n'y sont pas parvenus. L'un après l'autre, ils ont tenté de mettre de l'ordre dans les rues et dans l'économie, sans y parvenir. En fait, l'émergence du macrisme, avec un fort soutien bourgeois au gouvernement Macri de 2015 à 2019, avait pour objectif central de « normaliser » le pays, mais il n'y est pas parvenu et a été rejeté par de larges franges des masses.

Ce gouvernement a été remplacé en 2019 par le péronisme avec Alberto Fernández comme président, nommé par Cristina Fernández de Kirchner, et elle comme vice-présidente. Aujourd'hui, nous vivons les derniers jours de ce gouvernement au milieu d'une forte crise économique et inflationniste, d'une hausse des niveaux de pauvreté, d'indigence, d'inégalité sociale. Avec la capitulation au FMI par la légalisation, par le péronisme, d'une dette frauduleuse contractée par Macri sous son gouvernement. Ce désastre a fini par s'exprimer lors des élections du 13 août.

LA PERCÉE DE MILEI, LA CRISE ET SES PERSPECTIVES

Le pays démarre actuellement la campagne électorale pour les élections générales du 22 octobre pour la présidence et les législatives, après les primaires qui ont bouleversé tout le paysage politique, avec la défaite des deux principales coalitions -péronisme et macrisme- et le triomphe de Milei en pleine ascension, le leader droitier de La liberté avance.

La campagne électorale s'est déroulée dans le contexte d'une situation internationale et latino-américaine critique, avec de fortes tensions et polarisations sociales. Dans ce contexte, face à l'échec des gouvernements successifs, y compris le dernier avec un discours progressiste mais appliquant l'ajustement du FMI, il y a eu une combinaison d'un indéniable glissement électoral vers la droite, exprimant un vote de colère de secteurs politiquement arriérés contre ceux au pouvoir, un phénomène sur lequel Milei a capitalisé, ainsi qu'un secteur de droite, fasciste, qui défend un programme totalement anti-droits. Un autre secteur a également décidé de ne pas voter ou de voter blanc. L'Argentine est donc sur le point de voir triompher aux élections générales une sorte de Bolsonaro, avec un discours d'ultra-droite et des possibilités non pas certaines, mais réelles, d'accéder à la présidence.

Le péronisme de Sergio Massa et le macrisme de Patricia Bullrich ont subi un coup dur qui a bouleversé tous leurs plans. Et le résultat a encore plus déstabilisé un régime politique qui était en crise. Bien sûr, ils vont maintenant essayer de se ressaisir et de remporter les élections générales, dans le cas du péronisme, en suscitant la peur de pans entiers de la population à l'égard d'un futur gouvernement Milei. Nous verrons si cela marche au moment où le péronisme gouverne et ajuste. Pour l'instant, le leader de droite a pris l'avantage et tout peut arriver.

Le cadre du résultat électoral est qu'au milieu d'importantes luttes ouvrières et populaires, pas encore généralisées, l'Argentine se dirige vers l'hypothèse que ces premiers chapitres de la crise sont le prélude aux grandes confrontations à venir. Le pays qui vient est une nouvelle tentative de la bourgeoisie de contrôler les rues, de réduire le droit de protester, de poursuivre ceux qui luttent, de voter de nouvelles lois pour le mettre en œuvre, et tout cela au service de garantir le plan d'austérité brutale du FMI, de promouvoir des réformes du travail et de la sécurité sociale, de poursuivre le pillage de nos richesses associée avec des grandes entreprises internationales, américaines et chinoises. Ce pays qui vient s'est déjà manifesté à Jujuy, où, à force de répression, une réforme constitutionnelle réactionnaire a été votée, qui réduit les droits démocratiques et garantit la sécurité juridique pour le vol du lithium. Là aussi, il y a eu une très forte mobilisation contre cette réforme, de grandes manifestations d'enseignants et de fonctionnaires, l'émergence des coordinations, des piquets, des barrages routiers. À Jujuy, on peut voir l'image de ce qui va se passer et aussi dans la victoire de Milei. À moyen terme, après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, il y aura davantage de tensions sociales et de polarisation, de nouvelles rébellions, des changements brusques, des retournements de situation, peut-être une crise révolutionnaire. La gauche révolutionnaire doit se préparer à tout cela.

DANS CETTE PERSPECTIVE, LE FRONT DE GAUCHE QU'IL FAUT

Nous commençons par réaffirmer le fait qu'il y a des années, nous avons formé le Front de gauche et des travailleurs unité (FIT-U), une coalition électorale d'unité de la gauche[1] que nous avons constituée avec le Parti ouvrier (PO), le Parti des travailleurs socialistes (PTS) et la Gauche socialiste (IS). Ce Front a obtenu le soutien d'importants secteurs de l'avant-garde et du militantisme ouvrier et populaire, ainsi que d'une frange de travailleurs et de jeunes lors des élections. Depuis sa fondation, le Front a profité de l'absence de variantes de centre-gauche fortes, puisqu'elles ont été assimilées au péronisme par le biais du kirchnerisme, aujourd'hui estompé. Mais lors de ces élections, la candidature présidentielle de Juan Grabois est apparue avec un discours populaire contre le FMI, et bien qu'il se soit présenté au sein du péronisme, il l'a fait avec sa propre formule, il a obtenu un bon score (5 %) et a ainsi empêché une frange de tourner vers la gauche. À l'avenir, nous devrons voir si ce nouvel acteur politique rompt ou non avec le PJ et, si c'est le cas, comment cela affectera la gauche et la possibilité qu'elle se développe au fur et à mesure qu'une nouvelle médiation émerge. Nous devrons nous occuper de ce nouveau phénomène politique, en commençant par leur dire que s'ils sont contre le FMI, ils doivent rompre avec le PJ qui gouverne avec le Fonds et rejoindre la lutte dans les rues contre les mesures d'austérité de tout gouvernement qui émergera en octobre.

Dans ce contexte, le Front de gauche a l'aspect positif de son programme de base et de l'espace politique qu'il a conquis, affrontant toutes les variantes capitalistes. C'est pourquoi nous devons le défendre et lutter pour sa continuité et son développement. En fait, lors de ces primaires, nous avons obtenu 650 000 voix de travailleurs.euses et de jeunes (2,6 %), quelque chose de presque similaire à la dernière présidentielle de 2019 (2,8 %), ce qui constitue une consolidation de notre base socio-électorale, bien que sans faire un nouveau saut. Quant aux élections législatives de 2021, nous avons reculé, bien qu'il s'agisse d'une élection différente, pas d'une présidentielle, et nous n'avons pas pu maintenir ce vote. Le fait que nous disposions encore d'une frange importante d'électeurs consolidés est positif et pourrait même s'accroître lors des élections générales d'octobre.

Contrastant avec cette réussite de la FIT-U, au sein de la gauche, on constate la très mauvaise performance du Nuevo MAS de Castañeira et de son faible courant international SoB, qui est retombé à un pitoyable 0,3 % des voix en raison du sectarisme et du rejet de l'unité de la gauche.

En parallèle de ses points forts, le Front de gauche a de grandes limites qui se traduisent par son incapacité à aller plus loin, et celles-ci ne doivent pas être cachées mais débattues en face à face , face à notre militantisme, à l'avant-garde, aux milliers de sympathisant.e.s qui nous soutiennent.

Il est clé de comprendre de quel débat il s'agit. Comme il y avait deux listes aux primaires, on peut tendre de réduire le débat à une lutte de candidats, ce qui est une erreur. En réalité, le Front de gauche s'est présenté aux élections internes avec deux formules présidentielles, mais il s'agit d'un débat sur le projet, sur la stratégie. Maintenant, vers octobre, nous irons tous et toutes ensemble avec des listes communes contre les partis capitalistes, mais le débat fondamental et stratégique se poursuivra au-delà d'octobre. Il s'agit de savoir ce que doit être le FIT-U et, sur cette question centrale, nous n'avons pas d'accord avec le PTS et la Fraction trotskyste que ce parti dirige, ni avec le groupe le plus petit et le plus faible du FIT-U, la Gauche socialiste, membre de l'UIT-CI.

Depuis le MST, et au sein des PASO en accord avec les camarades du PO qui ont modifié leur position d'il y a des années, nous avons remis en question le caractère purement électoral que le FIT-U a aujourd'hui. Nous avons proposé un front qui agit chaque jour dans les luttes, qui impulse la lutte pour la direction de la classe ouvrière et des quartiers populaires et qui permet à des milliers de militant.e.s de se reconnaître dans notre front, et pas seulement d'être appelé.e.s aux urnes tous les deux ans. Nous sommes dans un pays où l'on va tenter de nouvelles attaques contre les droits démocratiques et sociaux, face à cela la classe ouvrière et le peuple vont répondre avec force et la gauche doit se lever, être très solide et impulser ensemble les luttes quotidiennes.

Nous promouvons un FIT-U qui réponde à ce défi.

Regrettablement, les camarades du PTS rejettent cette nécessité et donnent un caractère électoraliste au FIT-U, commandé par un certain marketing électoral de leurs porte-paroles et laissant de côté toute perspective d'unité politique supérieure. De plus, ils refusent de s'articuler sérieusement dans les luttes et dans le combat pour la direction du mouvement ouvrier. Dans les quartiers populaires, ils ont ajouté, chose incroyable, une attaque contre le mouvement des *piqueteros* indépendants avec des positions étrangères à notre classe, en disant que les travailleurs des quartiers ne se mobilisent pas « consciemment et volontairement », le même argument utilisé par les politiciens et les médias du régime. Ainsi, le PTS et la Gauche socialiste méprisent la lutte et l'organisation de quartier de centaines de milliers de familles travailleuses.

AVANT ET APRÈS OCTOBRE, DEUX PROJETS STRATÉGIQUES EN DÉBAT

Le Front de gauche se présente aux élections générales avec la formule Bregman-Del Caño et le MST y participera avec des candidats dans toutes les provinces du pays, reflétant une forte accumulation et extension nationale et faisant face à la montée de Milei et de son programme, ainsi qu'à tous les candidat.e.s capitalistes. Pour le projet FIT-U que nous défendons, la formule Solano-Ripoll que nous avons portée dans les primaires a apporté une contribution importante et a recueilli un soutien notable bien qu'elle n'ait pas gagné, même si elle a gagné dans certaines provinces comme l'emblématique et combative Salta, avec Andrea Villegas du MST à la tête de la liste des députés nationaux. Dans la province de Buenos Aires également, nous avons mené une campagne remarquable avec Alejandro Bodart, notre candidat au poste de gouverneur, et nos idées ont été très fortes dans de larges secteurs de la population.

Les résultats nationaux présentent la contradiction entre la force militante et les chiffres électoraux, puisque clairement le MST et le PO sont les forces les plus répandues et implantées dans les quartiers populaires et les structures ouvrières, mais le résultat marque le poids de porte paroles plus installé.e.s et concentré.e.s sur le coté électoral. En ce cas, IS, qui a un travail faible et qui a été brouillé dans toute la campagne par son suivisme lamentable derrière les candidats du PTS.

Ce que nous voulons pour le FIT-U, nous l'avons exprimé il y a des années et également au cours de la

campagne, où nous avons promu des propositions qui vont au-delà : nous avons convoqué des réunions plénières massives ouvertes aux militant.e.s et aux sympathisants du front, nous avons débattu démocratiquement de la politique, du programme, des candidatures et nous avons décidé avec la méthode de la classe ouvrière, par un vote à main levée parmi des milliers, avec plus de 20 000 camarades. Cette plénière sur la Place du Congrès a été un événement historique qui a marqué un tournant dans la pratique de la gauche anticapitaliste et socialiste. Et ce fut un grand exemple du débat de stratégies au service du FIT-U après les élections pour convoquer ouvertement, s'ouvrir, démocratiser toutes ses décisions et rompre avec un modèle électoraliste qui nous ferme et nous limite.

Il y a un combat politique pour le cours du Front et cette campagne électorale et ses résultats sont un premier instantané, un moment d'une lutte profonde pour les perspectives de la gauche. Par électoralisme et par un certain scepticisme, les camarades du PTS et une partie de la gauche se contentent des acquis. Nous avons une autre stratégie : partir des acquis pour aller beaucoup plus loin. Faire avancer la construction d'un projet de gauche engagé à se battre pour le pouvoir politique à partir de la mobilisation des travailleurs et du peuple. Aucun projet n'est révolutionnaire s'il ne se bat pas pour cet objectif. Nous allons maintenant avec toute le FIT-U unie aux élections générales, mais tout ce débat stratégique se poursuivra avec force après les élections.

LE RENFORCEMENT DU MST ET L'IMPORTANCE DE LA VICTOIRE DANS LA CAPITALE

Nous sommes sortis renforcés de ce processus électoral, ajouté aux acquis des élections précédentes. Nous avons obtenu des sièges, renforcé des idées et des personnalités politiques, fait un bond en avant avec Cele Fierro en remportant la capitale, Alejandro Bodart s'est fait connaître dans la province de Buenos Aires et Vilma Ripoll a apporté une

contribution importante en tant que candidate à la vice-présidence, au prix de nombreux sacrifices. Nous avons également réussi à gagner la combative Salta, en menant avec Andrea Villegas dans la catégorie des députés, ce qui nous place à la tête du FIT-U dans cette province.

Si l'on considère l'année électorale dans son ensemble, nous avons réussi à renouveler le siège de députée à Córdoba avec Luciana Echevarría, entrer au Conseil de la capitale de cette province ; à Neuquén, nous avons réélu Priscila Otton au Conseil et nous allons participer à la rotation d'un député provincial, nous avons également obtenu la continuité en tant que conseillère de Betina Rivero à Palpalá pour un mandat complet et nous faisons partie de la rotation des députés provinciaux avec Leo Rivero à Jujuy. Il y a quelques semaines, nous avons obtenu un siège à la Législature de Chubut. En outre, le premier dimanche de septembre, nous nous présenterons au conseil municipal de Bariloche, avec de sérieuses chances d'y entrer. Et plus tard, nous aurons les rotations d'un député national et d'un député provincial pour Buenos Aires, reprenant ainsi ce que nous avons obtenu lors des législatives de 2021. Tous ces sièges sont des conquêtes pour impulser les revendications sociales, défendre notre programme, renforcer la gauche et construire notre parti, dans la stratégie de la lutte pour l'avant-garde et le mouvement de masse.

Comme nous le disions, un fait non négligeable et très pertinent est que dans la capitale du pays, notre liste a remporté les élections internes du FIT-U et emmènera Cele Fierro du MST en octobre en tant que première candidate à la députation de la ville de Buenos Aires et Vanina Biasi comme maire. Nous y sommes parvenus avec 65 % des voix du Front et en atteignant 5 % des voix totales. C'est dans cette circonscription clé que nous avons pu faire le plus de progrès. Nous parlons de l'endroit où nous avons le plus de chances d'obtenir des député.e.s de gauche et où nous aurons donc le défi et la fierté d'y être à la tête de la liste du Front de gauche.

Nous nous battrons contre tous les partis de droite et le faux progressisme, nous nous battrons pour grandir encore en octobre et pour gagner plus d'un siège pour la gauche révolutionnaire. C'est la possibilité la plus concrète dont dispose le FIT-U et nous allons la profitter pleinement. Parce que nous pouvons y arriver et que ce seront aussi des sièges mis au service de la lutte à venir et pour faire connaître et renforcer les idées du projet de gauche que nous voulons plus puissant et massif.

CONCLUSIONS FINALES

Des années de fortes luttes et de tensions sociales s'annoncent en Argentine et sur le continent. Dans le cadre de la tâche consistant à rendre plus grande et plus forte l'unité de la gauche que nous avons réussie, il nous faut joindre des milliers de personnes à notre front et à notre parti. Pour ce faire, nous disposons de notre programme anticapitaliste et socialiste, qui constitue la base politique directrice de la lutte pour un gouvernement ouvrier et le socialisme. Si nous organisons des milliers de femmes, de travailleurs, de jeunes, nous renforçons la lutte pour ce programme, et si au contraire, à cause du sectarisme, le Front ne convoque pas et ferme ses portes, le programme, aussi correct soit-il, est affaibli dans la réalité. Car un programme est fort et solide non seulement par ce qu'il dit, mais s'il a des milliers de militant.e.s qui le défendent et le portent en avant.

Nous voulons un Front implanté et engagé dans la lutte politique et sociale, qui organise des milliers de personnes et qui laisse de côté les conceptions hégémoniques et fermées. Ces jours-ci, au vu de la victoire de Milei et de l'inquiétude qu'elle suscite, des sympathisant.e.s et des électeurs viennent nous rejoindre. Nous devons encourager ce processus en organisant activement plus de militantisme et en appelant politiquement avec toute la force nécessaire à combattre Milei et son programme réactionnaire dans les rues, dans la campagne vers octobre et partout.

Depuis le MST et la LIS, nous menons cette bataille politique pour défendre le FIT-U et une stratégie socialiste globale. Nous le faisons pour que la gauche soit dans de meilleures conditions pour faire face aux défis que le pays convulsé qui s'annonce nous apporte. La gauche révolutionnaire ne peut faire moins que de se préparer fermement à ces inévitables confrontations de classes qui se profilent à l'horizon.

1. En Argentine, la *gauche* est ce qu'en France est *l'extrême gauche*.

I Congrès panafricain de la LIS

L'Afrique est un continent d'immenses richesses, mais il concentre les niveaux de pauvreté et d'inégalité les plus extrêmes au monde. Le pillage et le génocide perpétrés par le capitalisme colonial et impérialiste n'ont pas pris fin avec l'indépendance formelle obtenue au siècle dernier. Les multinationales, ainsi qu'une poignée de partenaires capitalistes locaux, continuent d'accumuler des fortunes et de plonger les peuples du continent dans la pauvreté et la famine.

Mais les peuples africains n'ont jamais accepté la domination, ils se sont battus, se battent et continueront de se battre héroïquement pour leur libération. Dans le cadre de la crise systémique mondiale actuelle du capitalisme, une nouvelle génération de révolutionnaires a émergé, inspirée notamment par le Printemps arabe de la dernière décennie.

Notre Ligue internationale socialiste a commencé à s'y joindre avec l'intégration de la Ligue socialiste révolutionnaire du Kenya en 2021.. A travers elle, nous avons établi des liens avec des organisations révolutionnaires dans des dizaines de pays africains, avec lesquelles nous entendons construire un outil révolutionnaire continental et mondial.

Avec ce but, le I Congrès panafricain de la LIS se déroule du 28 août au 1er septembre à Nairobi. Des délégué.e.s d'organisations révolutionnaires du Nigeria, du Sahara occidental, du Ghana, d'Afrique du Sud, du Sénégal, de la République démocratique du Congo, du Zimbabwe, de Zambie, du Malawi, de Tanzanie, du Kenya, du Togo, du Lesotho et du Swaziland se réunissent à Nairobi, et des représentants de plusieurs autres pays y participent. virtuellement.

Les différentes expériences développées dans chaque pays ont été discutées et des progrès ont été réalisés dans l'élaboration d'un programme et d'une stratégie commune pour lutter pour la libération définitive des peuples africains du néocolonialisme impérialiste, pour vaincre la bourgeoisie et les gouvernements complices de nos pays et mener les masses laborieuses au pouvoir dans une Afrique socialiste unie.

On évoque notamment la situation en Afrique de l'Ouest, où une série de coups d'État au Burkina Faso, au Mali et plus récemment au Niger ont renversé les régimes contrôlés par la France et l'impérialisme occidental, qui s'apprêtent à intervenir militairement pour récupérer leur territoire. Nous menons une politique révolutionnaire de défense du droit à l'autodétermination des peuples contre l'intervention impérialiste, à partir d'une position indépendante de tout régime capitaliste et pouvoir impérialiste.

Surtout, on discute de la manière de construire un outil politique révolutionnaire et internationaliste panafricain au niveau continental dans le cadre de la Ligue internationale socialiste pour lutter pour un monde socialiste, avec nos camarades de classe du reste de la planète.

Frères et sœurs de classe de toute l'Afrique, unissons-nous ! Nous n'avons rien à perdre que nos chaînes. Nous avons, au contraire, un monde à gagner.

Revue théorique et politique de la Ligue internationale socialiste / Août 2023 - # 4

RÉVOLUTION PERMANENTE

Directeur: Alejandro Bodart

Comité éditorial : Imran Kamyana - Ezra Otieno
Oleg Vernyk - Sergio García - Douglas Diniz
Rubén Tzanoff - Verónica O'Kelly - Joaquín Araneda

Édition: Pablo Vasco - Martín Carcione
Design et mise en page: Tamara Migelson

Vous nous trouvez ici
www.lis-isl.org
Mail: ligainternacionalsocialista@gmail.com
Liga Internacional Socialista
@ligainternacionalsocialista
Liga Internacional Socialista @isl_lis
Liga Internacional Socialista (LIS)

Enregistrement DNDA en cours
Les articles signés et les interviews n'expriment pas forcement les positions de la LIS mais plutôt celles de leurs auteurs.

la montaña
EDICIONES MARXISTAS
Perú 439
Buenos Aires
Argentine, C.P. 1067

3 Hégémonie impérialiste contestée

5 Le déclin de l'hégémonie impérialiste américaine

9 Rivalités inter-impérialistes en Asie-Pacifique et préparation à la guerre

14 C'est quoi la Chine?

22 500 jours de guerre en Ukraine

23 À qui profite économiquement la guerre ?

25 Zelensky, un gouvernement anti-ouvrier

26 Quel type de reconstruction faudra-t-il ?

27 Notes sur les guerres impérialistes et le « pacifisme »

29 Halte aux persécutions en Russie

31 Internationalisme contre la répression de Loukachenko

34 La politique des révolutionnaires

39 Brésil. Les limites du PSOL et la construction du parti révolutionnaire

41 Le bla-bla atteindra l'Amazonie

42 Argentine: après le triomphe de Milei, vers plus de tensions sociales. Quelle stratégie pour le Front de gauche ?

46 I Congrès Panafricain de la LIS

Hégémonie impérialiste CONTESTÉE

Nous devons traverser des temps d'une gravité vraiment sans précédent dans l'histoire. La crise économique structurelle de ce système capitaliste-impérialiste en déclin, la misère et les inégalités croissantes, génèrent des luttes sociales et des rébellions récurrentes ainsi que des polarisations politiques qui incluent l'irruption d'expressions d'extrême droite. A ce chaudron en ébullition s'ajoutent de nouvelles pandémies, des catastrophes climatiques et des guerres régionales qui provoquent des migrations forcées massives et même la menace d'une troisième guerre mondiale à l'horizon.

La différence qualitative avec les périodes précédentes est que le réchauffement global, le changement climatique et la pollution et la destruction de l'environnement atteignent aujourd'hui des niveaux jamais vus auparavant, dépassant peut-être déjà certaines limites de non-retour. Ce n'est pas « un mensonge de la gauche marxiste » comme le dit la droite négationniste, mais une vérité tangible et scientifique. En même temps, l'ampleur des arsenaux que les grandes puissances continuent d'accumuler, dans une course aux armements qui inclut bien sûr les armes nucléaires, suffit à mettre la civilisation et la planète Terre même qui nous abrite en danger de disparition.

Actuellement, deux adversaires centraux sont en vedette dans le duel croissant pour l'hégémonie mondiale. Nous n'allons pas vers un monde « multipolaire » avec un certain équilibre, mais vers de plus grands affrontements. Et le remplacement d'un impérialisme par un autre n'a jamais eu un caractère pacifique, mais guerrier. Un concurrent, ce sont les États-Unis : s'ils restent l'impérialisme dominant, ils sont en déclin depuis que la débâcle de l'ex-URSS et l'affaiblissement de tout l'appareil stalinien les ont laissés seuls, sans partenaire, face à la conflictualité mondiale. Son adversaire évident est la Chine, qui avec plus de précipitation que de pause continue d'avancer dans son poids et son ingérence commer-

ciale, économique, politique, militaire au niveau international.

Cette contestation majeure et l'hypothèse d'une nouvelle guerre mondiale sont des sujets d'analyse et de débat pour l'ensemble de la classe bourgeoise, évidemment aussi pour les courants marxistes et révolutionnaires. La caractérisation de la Chine est directement liée à cela : est-ce encore un capitalisme d'État, est-ce une économie *en transition*, ou sommes-nous déjà face à un nouvel impérialisme ? En tout cas, contrairement à d'autres secteurs du centre-gauche et de gauche, de notre Ligue Socialiste Internationale nous n'attribuons à la Chine aucun rôle progressif, mais tout aussi capitaliste exploiteur et prédateur que celui des États-Unis.

En cas d'affrontement direct entre les deux superpuissances, toute la zone de l'océan Pacifique serait le premier théâtre de guerre, mais certainement pas le seul. Dans un tel cas, il serait de première nécessité de coordonner une grande campagne internationale contre la guerre. Mais cette querelle d'hégémonie a déjà aujourd'hui des expressions régionales spécifiques, telles que les tensions à Taïwan et à Hong Kong, les menaces d'intervention militaire impérialiste au Niger et en Haïti ou la tentative de l'Otan d'avancer vers l'Europe de l'Est, l'invasion réactionnaire de la Russie à l'Ukraine et la guerre qui s'y est déclenchée et qui se poursuit. Au rejet de toute ingérence impérialiste, il faut ajouter la défense du droit de tout peuple opprimé à son autodétermination, son indépendance, sa souveraineté nationale.

Quant à cette guerre, outre le *campisme* qui soutient la Russie pour la considérer comme un *camp progressif* devant l'Otan, le *pacifisme* soulevé par des secteurs du centre-gauche et le *défaitisme des deux côtés* posé par certains courants trotskystes finissent par être des erreurs fonctionnelles pour Poutine. Ces divisions ont empêché le développement d'une large mobilisation contre l'invasion. Au lieu de cela, notre position intègre le soutien à la lutte légitime du peuple ukrainien pour défendre son territoire contre l'invasion russe, tout en dénonçant politiquement le gouvernement capitaliste de Zelensky et en exigeant le retrait et la dissolution de l'Otan.

Toutes ces questions politiques et théoriques passionnantes constituent donc l'objet principal de la présente édition de *Révolution permanente* que nous proposons à notre public : quelle est la situation réelle des États-Unis, qu'est-ce que la Chine et quel rôle joue-t-elle dans le monde, les tensions dans la zone Asie-Pacifique, les nouvelles de la guerre russo-ukrainienne, avec quel programme et quelle politique les organisations révolutionnaires devons-nous intervenir. A ces articles s'ajoutent d'autres sur les débats politiques chez la gauche radicale en Argentine et au Brésil, ainsi que sur le premier Congrès Panafricain de la LIS qui se déroule au Kenya.

Nous offrons ces textes comme une contribution à une meilleure compréhension des défis que nous pose l'actualité mondiale complexe et de la politique pour y intervenir correctement, en promouvant le regroupement international des révolutionnaires et la révolution socialiste dans chaque pays et à travers le monde, qui est la seule issue stratégique pour vaincre ce système inhumain d'exploitation, d'oppression et de mort avant qu'il ne finisse par nous plonger dans la barbarie la plus atroce.

LE DÉCLIN de l'hégémonie impérialiste américaine

PAR LUIS MEINERS, COLLECTIF TEMPEST, ÉTATS-UNIS

Le déclin et la crise de l'hégémonie impérialiste américaine est l'une des caractéristiques déterminantes du présent. S'il reste la première puissance impérialiste, il n'est plus capable de dicter à lui seul les modalités de fonctionnement de l'ordre mondial et fait face à un rival stratégique montant. Ce déclin relatif a des bases profondes et est marqué par des événements charnières des dernières décennies.

Les États-Unis sont sortis de la Seconde Guerre mondiale comme la principale puissance capitaliste de la planète. Avec l'Union soviétique, ils constituaient les deux pôles de l'ordre mondial d'après-guerre. Les accords de Bretton Woods de 1944 scellèrent l'hégémonie du dollar comme monnaie mondiale et donnèrent naissance au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, constituant le cadre institutionnel de l'hégémonie américaine.

Dans les années 70, cependant, la situation commençait à se compliquer. La récupération des puissances capitalistes qui avaient le plus souffert de la Seconde Guerre mondiale -l'Allemagne et le Japon- signifiait une concurrence accrue pour l'industrie américaine. Michael Roberts[1] souligne qu'à partir de la seconde moitié des années 60, le taux de profit aux États-Unis avait commencé à baisser. Ajouté à cela, en 1974, il y a eu la défaite militaire de l'impérialisme américain au Vietnam.

Cependant, avec la fin de la *guerre froide* et l'effondrement de l'Union soviétique, les États-Unis sont devenus le leader incontesté d'un monde unipolaire. L'impérialisme américain a essayé d'organiser le monde selon les besoins de la nouvelle hégémonie. Cela impliquait d'intégrer les États dans le cadre international des institutions construites à cet effet et d'étendre leur influence par de nouvelles institutions et accords commerciaux. L'expansion de l'Otan vers les États d'Europe de l'Est en est un exemple. Les deux partis capitalistes américains étaient attachés à cette stratégie impérialiste. L'impérialisme américain a également agi comme un gendarme mondial, essayant de stabiliser l'ordre mondial sous son hégémonie.

Avec George W. Bush, l'impérialisme américain a tenté de consolider son hégémonie en renforçant son contrôle sur le Moyen-Orient. Dans le cadre de cette stratégie, il a lancé des guerres contre l'Afghanistan et l'Irak, avec lesquelles il entendait obtenir des changements rapides de régime dans ces pays, profitant de l'occasion après l'attaque des tours jumelles pour justifier une augmentation du militarisme. Cette offensive, à son tour, a été projetée comme une plate-forme pour obtenir un plus grand contrôle sur la région et ses ressources stratégiques.

Mais les événements montreront qu'un nouvel ordre mondial unipolaire n'est pas un pari facile. Pendant des décennies, le stalinisme avait agi pour contenir, détourner et désactiver les processus révolutionnaires et les montées de la lutte des classes dans le monde. L'effondrement de l'ordre bipolaire d'après-guerre a signifié que l'impérialisme américain a été laissé seul à la pointe des efforts pour contrôler et résoudre les conflits et les contradictions qui ont surgi.

En Irak et en Afghanistan, son offensive militaire s'est enlisée dans des guerres interminables sans signes clairs de victoire. Cela a également déclenché une montée du sentiment anti-guerre avec d'énormes manifestations à travers le monde et aux États-Unis mêmes. Dans ce contexte, il s'est de plus en plus isolé car ses plans de consolidation de l'hégémonie impérialiste ont produit des résultats contraires à ceux attendus.

LA CRISE DE 2008

La crise économique déclanchée à partir de l'éclatement de la bulle immobilière a ses racines dans les stratégies appliquées pour surmonter la crise des années 70. L'offensive néolibérale déployée depuis la fin des années 70, marquée par la forte hausse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale lorsque l'organisme était présidé par Paul Volcker -le soi-disant *choc Volcker*-, a réalisé une reprise du taux de profit sur la base d'une forte récession au cours de la première moitié des années 80 et d'une offensive constante contre la classe ouvrière. Cependant, dans la première décennie du 21e siècle, la reprise a montré des signes d'épuisement. La baisse du taux de profit a généré une bulle spéculative qui a fini par éclater.

La crise de 2008 a ouvert une décennie de stagnation économique et de polarisation sociale et politique aux États-Unis et dans le monde, ce qui a eu un impact sur l'hégémonie américaine. Le Printemps arabe de 2011 et son cortège de révolutions, de contre-révolutions et de guerres civiles ont trouvé des États-Unis déjà épuisés par les guerres en Irak et en Afghanistan. Dans leur intervention dans la région, les États-Unis ont dû se mesurer aux puissances régionales et à la présence de la Russie, sans pouvoir imposer leur dessein sur le territoire. Dans le même temps, ses principaux alliés de l'Otan en Europe occidentale étaient confrontés à leurs propres crises et même à la montée de mouvements de protestation comme l'Espagne.

Aux États-Unis, Occupy Wall Street a donné le signal du début d'un cycle de mobilisation après

que certaines des luttes les plus importantes de la décennie précédente, comme le mouvement anti-guerre et les grèves historiques des immigré.e.s, aient fini par être canalisées électoralement sous la pression des démocrates. Il y a eu un processus de radicalisation politique de la jeunesse qui aurait des répercussions au-delà du mouvement. En 2014, le premier cycle de mobilisation de Black Lives Matter a eu lieu après les meurtres de Michael Brown et Eric Garner aux mains de la police, montrant l'énorme potentiel de la lutte noire contre le racisme et la police qui s'est développée avec plus de force dans l'historique rébellion de 2020. Le début de la présidence de Donald Trump a produit une réponse majeure du mouvement féministe. La Marche des femmes contre l'investiture de Trump a rassemblé des centaines de milliers de personnes à Washington, des millions à travers le pays. Pendant toute la période, on assiste également à une relative résurgence des luttes du mouvement ouvrier.

La droite avait son propre processus de « radicalisation ». La première preuve en a été le Tea Party, qui a émergé en réponse à l'élection d'Obama et à son plan de sauvetage économique. Il a eu une expression de mobilisation dans les rues en 2009 et lors des élections de 2010, il est apparu comme un défi par la droite à l'establishment du Parti républicain. Ce processus s'est de nouveau exprimé dans la campagne de Trump en tant *qu'outsider* au sein des primaires républicaines en 2016. Après la victoire de Trump, l'extrême droite enhardie a appelé le rassemblement « Unite the right » (*Unir la droite*) *à* Charlottesville en 2017.

Dans ce scénario de polarisation sociale, les structures politiques traditionnelles du régime américain ont été ébranlées par un sentiment anti-establishment. Les positions « modérées » au sein des partis républicain et démocrate ont perdu du terrain face au phénomène émergent de droite et de gauche. Secoués par des tensions internes, les États-Unis ont également commencé à faire face à un rival stratégique au niveau international.

LA RIVALITÉ INTER-IMPÉRIALISTE AU TEMPS DE TRUMP

Contrer la Chine est devenu une priorité sous l'administration Obama. L'approche adoptée pour ce faire était d'essayer de l'isoler en garantissant le contrôle américain sur le Pacifique. Le Traité transpacifique (TTP) a été une initiative clé à cet égard, établissant un accord commercial entre les pays de toute la région, laissant explicitement la Chine de côté pour entraver l'expansion de son influence par le commerce et la diplomatie.

Trump a encore aggravé les tensions avec la Chine, passant d'une stratégie basée sur l'isolement et le confinement à une position plus directement conflictuelle. Cela s'est vu dans la guerre commerciale lancée par Trump en 2018. Cette escalade n'était pas sans logique, elle exprimait la nécessité pour l'impérialisme américain de faire face à un rival en pleine ascension au stade de son propre déclin.

Cependant, c'est peut-être à cet égard que Trump a laissé les besoins de la classe dirigeante américaine les plus insatisfaits. Tout au long de son mandat, il y a eu plusieurs moments de collision ouverte avec l'establishment de la politique étrangère : les controverses sur le retrait des troupes de Syrie, sur la relation avec l'OTAN, la démission de James Mattis en tant que secrétaire à la Défense, entre autres. L'unilatéralisme de Trump et la remise en cause du système traditionnel d'alliances, illustré par son retrait des accords multilatéraux sur le commerce et l'environnement, ont fait l'objet d' interrogations tant de la part des démocrates que des républicains. Il a également été critiqué pour son approche sur la Russie et la Chine.

Malgré sa rhétorique isolationniste, Trump a continué à poursuivre les intérêts mondiaux du capital américain, bien que d'une manière qui s'écarte en partie du consensus établi. L'approche plus agressive et unilatérale de Trump a aliéné les alliés traditionnels. Ce faisant, il a effectivement affaibli la position internationale des États-Unis,

d'où les inquiétudes de la classe dirigeante et de l'appareil d'État que Biden a su représenter dans la course électorale de 2020.

BIDEN : LE RETOUR DES USA ?

Biden a promis de restaurer le leadership américain dans le monde, conformément aux inquiétudes exprimées par l'appareil de la sécurité intérieure et la classe dirigeante américaine. Contre l'approche unilatérale *« L'Amérique d'abord »*, il a exprimé la nécessité pour ce pays de retrouver sa position auprès de ses alliés traditionnels afin de constituer une base solide pour concurrencer ses rivaux. Cela reflète à la fois une compréhension que les États-Unis doivent faire face à un monde de plus grande instabilité et de concurrence inter-impérialiste, et une prise de conscience que leur relative faiblesse signifie qu'ils ne peuvent pas faire cavalier seul.

L'invasion russe a fourni à l'administration Biden l'occasion de faire avancer cette tâche stratégique. L'une des conséquences de l'invasion de Poutine a été un renforcement relatif de l'Otan.

Cette alliance avait été frappée par la perte de prestige de l'impérialisme américain après les invasions de l'Irak et de l'Afghanistan. Les tensions entre les différents États membres de l'alliance ont été rendues publiques à plusieurs reprises. La présidence Trump et sa politique « America First » avaient aggravé cette situation.

La politique de l'impérialisme yankee envers l'Ukraine a été marquée par cela, et par l'orientation d'affaiblir la Russie autant que possible. Simultanément, il a cherché à éviter une implication directe et à restreindre tout type d'assistance qui pourrait conduire à une escalade impliquant une confrontation directe. Tout au long de ce processus, il s'est parfois heurtée à ses alliés au sein de l'Otan, mais en termes généraux, l'alliance se porte mieux aujourd'hui qu'elle ne l'était avant l'invasion russe de l'Ukraine.

Les tensions inter-impérialistes avec la Chine ont continué à monter. Un point culminant particulier s'est produit en 2022 avec la visite de Nancy Pelosi à Taïwan. Alors que les États-Unis restent formellement attachés à la politique d'*ambiguïté stratégique* (reconnaître la souveraineté de la Chine mais maintenir l'ambiguïté sur l'indépendance de Taïwan), ils sont devenus plus explicites dans leur défense de l'île. Le gouvernement Biden a également accéléré les initiatives en matière commerciale et économique visant à réorienter ses circuits de production et d'approvisionnement (notamment de technologie stratégique), en les sortant de l'orbite chinoise. Parallèlement, il a cherché à renforcer ses liens stratégiques dans le Pacifique avec l'Australie et le Japon.

Les États-Unis restent la puissance impérialiste hégémonique. Mais il ne fait aucun doute que cette hégémonie est en crise et remise en question. Il est clair que nous traversons une situation de fortes tensions. Outre la guerre en Ukraine et la rivalité avec la Chine, la tension monte dans la péninsule coréenne. Dans ce cadre, il est fondamental que les socialistes révolutionnaires nous opposons à l'impérialisme américain à partir d'une position indépendante et contraire à toute agression impérialiste sans tomber dans aucun type de campisme.

1. https://thenextrecession.wordpress.com/2021/08/17/the-relative-decline-of-us-imperialism/

RIVALITÉS
inter-impérialistes en Asie-Pacifique et préparation à la guerre

PAR TOM BRAMBLE, ALTERNATIVE SOCIALISTE, AUSTRALIE

La région Asie-Pacifique est un centre vital pour l'économie mondiale. 60% du commerce maritime y passe, un tiers par la seule mer de Chine méridionale. La rivalité inter-impérialiste croissante dans la région la rapproche de la guerre, avec des conséquences potentiellement catastrophiques.

Depuis 1945, après une concurrence écrasante du Japon, les États-Unis dominent cette vaste étendue. La flotte du Pacifique est la plus formidable mobilisation de puissance militaire, et la finance et les multinationales américaines jouent depuis longtemps un rôle important dans la région. Mais portée par la croissance spectaculaire de son économie au cours des trois dernières décennies et la montée en puissance de l'État qui l'a accompagnée, la Chine défie désormais la domination américaine. La classe dirigeante chinoise ne peut tolérer une situation dans laquelle elle est empêchée de jouer le rôle qu'elle considère comme son droit dans la région. Les ambitions de la Chine en Asie sont une menace pour les États-Unis. Washington ne peut pas se permettre de voir sa flotte du Pacifique chassée de la région, car cela signalerait à ses alliés comme à ses adver-

saires qu'elle n'est plus « *la nation indispensable du monde* », comme l'Hillary *Clinton a décrit l*es États-Unis. Les deux parties développent de multiples stratégies pour s'imposer.

L'OFFENSIVE AMÉRICAINE CONTRE LA CHINE

L'administration Biden a hérité et intensifié l'orientation de Trump pour cibler la Chine dans tous les domaines. Les dépenses militaires américaines ont augmenté. Les États-Unis ont des centaines d'installations militaires en Asie et dans le Pacifique occidental. Le Japon accueille la plus grande part, avec 50 000 militaires américains. Okinawa, une île du sud du Japon, abrite la plus grande escadre de l'US Air Force. La Corée du Sud compte 30 000 soldats et membres de la marine américains dans 15 bases, dont Camp Humphreys à Séoul, la plus grande base militaire des États-Unis à l'étranger, et Jeju qui, comme Okinawa, n'est qu'à quelques centaines de kilomètres des côtes chinoises. Guam dans le Pacifique et Diego Garcia dans l'océan Indien -territoires contrôlés par les États-Unis- accueillent une flotte de bombardiers B 52 ainsi que des milliers de militaires. Les États-Unis ont également un accord avec Singapour qui leur permet d'utiliser des bases navales et aériennes situées à un goulot d'étranglement stratégique vital dans le détroit de Malacca à l'entrée de la mer de Chine méridionale.

Les États-Unis ont multiplié les exercices militaires avec leurs alliés de longue date dans la région tels que le Japon, la Corée du Sud, la Thaïlande, l'Australie et Singapour, et tendent maintenant la main au Vietnam et aux Philippines, deux pays qui avaient chassé les bases américaines. Des exercices navals conjoints, appelés par euphémisme des exercices de « liberté de navigation », impliquent régulièrement des dizaines de navires et de sous-marins en patrouilles hostiles au large des côtes chinoises et à travers le détroit de Taiwan.

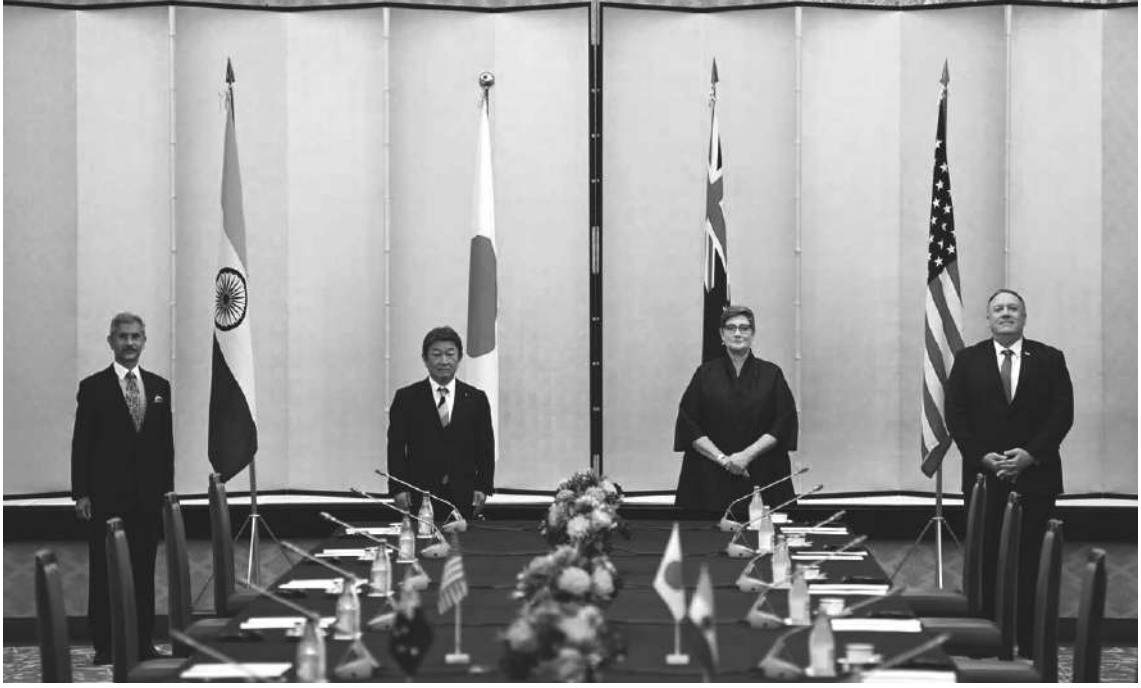
Ces bases et exercices militaires ont aujourd'hui un objectif principal : intimider la Chine.

Les alliés de l'Amérique emboîtent le pas en augmentant leurs dépenses militaires. Le Japon augmente son budget d'armement de 20% à 55 milliards de dollars. La Corée du Sud a annoncé des augmentations annuelles de 7% pour les cinq prochaines années.

L'Australie joue également un rôle de plus en plus important dans les préparatifs de guerre des États-Unis : elle a annoncé de nouvelles dépenses militaires majeures, notamment plus de 300 milliards de dollars pour une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire. Les installations de renseignement gérées par les États-Unis en Australie centrale et occidentale sont une composante essentielle de la planification de guerre des États-Unis. L'Australie fournit des installations au Corps des marines, à la Marine et à la Force Aérienne des États-Unis qui sont hors de portée de presque tous les bombardiers et missiles chinois.

L'impérialisme australien revient à une période antérieure d'intervention agressive en Asie. Après la défaite des États-Unis soutenus par l'Australie au Vietnam dans les années 70, l'Australie a tempéré ses ambitions militaires à l'étranger et a introduit la doctrine de la « défense de l'Australie », qui suggérait une concentration des forces près de chez elle et un budget militaire réduit. Cela n'a pas empêché l'Australie de rejoindre les forces américaines lors de la guerre du Golfe de 1991 et les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak au début des années 2000, ni d'arrêter l'intimidation australienne des îles du Pacifique Sud, mais il s'agissait de déploiements à petite échelle. L'Australie est maintenant revenue à ce qu'elle appelle la doctrine de la « défense avancée ». Cela signifie des ambitions militaires beaucoup plus agressives et le positionnement de la marine loin des côtes australiennes plus près de la Chine, des sous-marins nucléaires rôdant au large des côtes chinoises, prêts à tirer des missiles de croisière. La « défense avancée » n'a rien à voir avec la défense du continent australien, il s'agit de soutenir les États-Unis dans leur domination de la région.

L'Australie a également été à l'avant-garde des efforts visant à rapprocher l'Inde de la stratégie menée par les États-Unis pour contenir la Chine. L'Inde a historiquement cherché à se distancer des grandes puissances impérialistes et, si elle s'est rangée du côté de l'une, c'est la Russie qui lui a fournie la plupart de ses armes et du pétrole. Le Premier ministre Narendra Modi rapproche maintenant l'Inde des États-Unis et a récemment été fêté lors de tournées d'État en Australie et aux États-Unis (même s'il rejette la pression américaine pour abandonner la Russie). Avec sa propre frontière contestée avec la Chine, l'Inde



était un participant volontaire au Quad Security Dialogue (le Quad) avec le Japon, les États-Unis et l'Australie qui a été relancé après une décennie d'inactivité.

Les États-Unis pressent également leurs partenaires de l'Otan d'étendre la portée de l'alliance en Asie. La déclaration publiée après le sommet de l'Otan de juin 2022 a été la première à citer la Chine comme une menace, *« un défi pour nos intérêts, notre sécurité et nos valeurs »*. La Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Canada ont envoyé des navires de guerre en mer de Chine méridionale en 2021-22, signe que les États-Unis préparent leurs alliés à la guerre.

La Chine n'est pas restée inactive. Le PCC a résolument modernisé et amélioré sa capacité de combat au cours des dernières décennies, conformément à son désir croissant d'avoir une part du gâteau mondial. Alors qu'elle est toujours en retard sur les États-Unis, elle est maintenant loin devant toute autre puissance en termes de capacité militaire. Selon le rapport 2020 du département américain de la Défense au Congrès, *« la Chine a déjà atteint la parité avec les États-Unis, voire l'a dépassée, dans plusieurs domaines de la modernisation militaire »*, notamment la construction navale, les missiles balistiques et de croisieres conventionnels basés au sol, les systèmes intégrés de défense aérienne. Les systèmes chinois de croisière et de missiles balistiques à lancement terrestre sont conçus pour détruire des bases navales et des actifs américains dispersés en Asie et dans le Pacifique. Son système sophistiqué anti-accès/zone refusée pourrait désormais avoir la capacité de neutraliser les bases américaines au Japon et en Corée du Sud, ainsi que la flotte américaine auparavant inaccessible dans le Pacifique, en particulier ses porte-avions.

Les deux camps aiguisent leurs épées en préparation de la guerre.

GUERRE ÉCONOMIQUE

Les tensions impérialistes croissantes se sont également fait sentir dans la sphère économique et industrielle. Les deux parties tentent de réduire leur enchevêtrement économique avec l'autre.

Alors que les États-Unis exerçaient une hégémonie mondiale, réprimant efficacement le conflit militaire inter-impérialiste pendant un certain temps, les grandes entreprises étaient libres de choisir comment et où investir et commercer. Cela a permis une déconnexion partielle entre le commerce et la raison d'État. Même dans des secteurs sensibles comme l'armement, où le Pentagone est le principal client, les entreprises américaines sous-traitent la production d'acier et de composants électroniques clés à la Chine. Aujourd'hui, la tension accrue oblige le commerce à s'aligner sur les priorités des États à mesure que les obstacles au commerce et à l'investissement augmentent. Dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, le contrôle des réserves mondiales de pétrole était au premier plan de la réflexion stratégique et des déploiements militaires, mais aujourd'hui, les semi-conducteurs, les machines et les consommables avancés tels que les terres rares et autres minéraux sont nécessaires à leur fabrication.

Pour la Chine, ce n'est pas nouveau. Pékin a longtemps considéré les entreprises comme des

serviteurs du pouvoir national. Pendant des années, la Chine a essayé d'encourager une plus grande autosuffisance dans les secteurs clés, en particulier l'informatique, les semi-conducteurs et la technologie satellitaire. C'est ce qui sous-tend le programme « Chine 2025 », qui vise à stimuler la production locale dans divers secteurs de haute technologie.

L'État américain est maintenant en train de rattraper son retard. La guerre en Europe, une confrontation potentielle en Asie et les perturbations commerciales causées par la pandémie de COVID ont conduit les décideurs politiques à reconnaître les risques inhérents aux chaînes d'approvisionnement impliquant la Chine. Il existe un accord bipartite sur le fait que les affaires de l'impérialisme sont trop importantes pour être laissées entre les mains des hommes d'affaires, et qu'elles doivent être soumises à la volonté du Département d'État et du Pentagone. Comme le dit l'administration Biden : *« La sécurité économique est la sécurité nationale* . » *Le made in America* remplace désormais la mondialisation comme principe directeur.

Les États-Unis tentent de reconfigurer leur base industrielle pour ramener l'industrie «chez elle», ou du moins chez ses alliés proches et éloignés de la Chine. Les industries les plus liées à l'armée sont prioritaires. Au second semestre 2022, la Maison Blanche a approuvé des milliards de dollars de subventions pour la production locale de semi-conducteurs, l'intelligence artificielle, la robotique et l'informatique quantique. Plus de dizaines de milliards de dollars de subventions encourageront la production américaine de panneaux solaires, de batteries électriques et de voitures électriques.

Le revers de la médaille de ce qu'un commentateur *du Financial Times* a décrit comme la « guerre économique totale » des États-Unis contre la Chine est leur tentative d'écraser la capacité de ce pays à améliorer sa base industrielle. En octobre de l'année dernière, le département américain du Commerce a introduit des contrôles à l'exportation pour limiter l'accès de Pékin aux technologies de pointe, que ce soit pour des applications civiles ou militaires. Il s'agit d'une guerre commerciale mordante, motivée par la rivalité impérialiste. L'histoire a montré que les guerres commerciales ne sont souvent que les précurseurs des guerres meurtrières.

La sécurité énergétique a été un grand moteur de la politique impérialiste, tant à l'Est qu'à l'Ouest. C'est une priorité américaine depuis des années : si le Pentagone était contraint de dépendre du pétrole importé, il ne pourrait pas être sûr que ses chars et ses avions de chasse pourraient fonctionner en temps de guerre. Les États-Unis ont maintenant atteint l'autosuffisance énergétique et sont un important exportateur de pétrole et fournisseur de GNL après des milliards de dollars d'investissements dans la fracturation hydraulique.

La Chine manque d'approvisionnements suffisants en charbon et en gaz pour l'industrie électrique et doit s'approvisionner auprès de nations amies. Les liens se sont développés avec la Russie et l'Iran, mais aussi avec l'Arabie saoudite et les États du Golfe, qui ont été indignés par les tentatives américaines de réglementer les exportations de pétrole du Golfe.

QUELLE EST LA PROBABILITÉ QU'UNE GUERRE ÉCLATE ?

Certains observateurs espèrent que la guerre n'éclatera pas en raison des interconnexions économiques étroites entre les puissances occidentales et la Chine. Ils pensent que cela pourrait ralentir les deux côtés d'un conflit qui ruinerait les relations financières et commerciales.

Le scénario le plus probable n'est pas une guerre totale entre les États-Unis et la Chine dans les quatre ou cinq prochaines années. Aucune des deux parties ne se sent encore prête pour cela. Le scénario le plus probable, mais toujours incroyablement dangereux, est une période prolongée d'escalade des tensions, de consolidation de l'alliance et de renforcement militaire des deux côtés qui rend une confrontation inévitable à un moment donné, une confrontation qui pourrait facilement être déclenchée par une erreur de calcul ou en raison de un événement imprévu. C'est ce qui s'est passé pendant la Première Guerre mondiale. Au printemps 1914, personne n'aurait imaginé qu'une des guerres les plus meurtrières de l'histoire de l'humanité éclaterait à l'automne, faisant entre 15 et 22 millions de morts.

Étant un système anarchique conduit par la concurrence, le capitalisme ne fonctionne pas sur la base de ce qui a du sens pour l'humanité mais plutôt sur ce qui donnera à une classe dirigeante ou à une autre un avantage sur ses rivaux. Dans une compétition pour dominer le système mondial, les calculs financiers à court terme tels que la perte de marchés et la perturbation du commerce international sont supprimés, car il devient clair que celui qui sera laissé pour compte périra. C'est

ce qui a poussé la Grande-Bretagne et l'Allemagne à se faire la guerre en 1914, et c'est la même logique qui pousse les États-Unis et la Chine toujours plus près de la confrontation militaire aujourd'hui.

Certes, l'ordre mondial capitaliste a considérablement changé depuis 1914, mais la logique concurrentielle sous-jacente du capitalisme reste enracinée. Le capitalisme continue d'être un système basé sur l'exploitation des travailleurs et dans lequel la recherche du profit l'emporte sur tous les besoins humains. La logique concurrentielle implacable du capitalisme conduit à la pauvreté et à la dégradation, à des crises économiques répétées, à la destruction de l'environnement et à des affrontements constants sur les marchés, les opportunités d'investissement et l'accès aux matières premières. La conséquence est des déclenchements répétés de la guerre.

Le fait que les grandes puissances ne soient pas entrées en guerre à l'ère nucléaire conduit certains à suggérer que la menace de *destruction mutuelle assurée* (DMA) retiendra chaque camp.

La DMA a contribué à consolider la soi-disant détente entre les deux superpuissances, la Russie et les États-Unis, avec sa destructivité relativement équilibrée. Mais la guerre nucléaire a été évitée de justesse lors de la crise des missiles cubains d'octobre 1962. La moindre erreur de calcul aurait pu conduire à Armageddon.

Avec le déclin relatif des États-Unis et la montée en puissance de la Chine, l'équilibre des forces impérialistes a changé de manière décisive au cours des deux dernières décennies, ce qui crée une situation beaucoup plus instable et incertaine. La « détente » entre les États-Unis et l'Union soviétique qui a commencé en 1969 est terminée depuis longtemps.

Et même si la DMA fait hésiter les grandes puissances à se lancer des armes nucléaires, elle n'a pas empêché le déclenchement de la guerre en Ukraine, le plus grand conflit militaire au cœur de l'Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

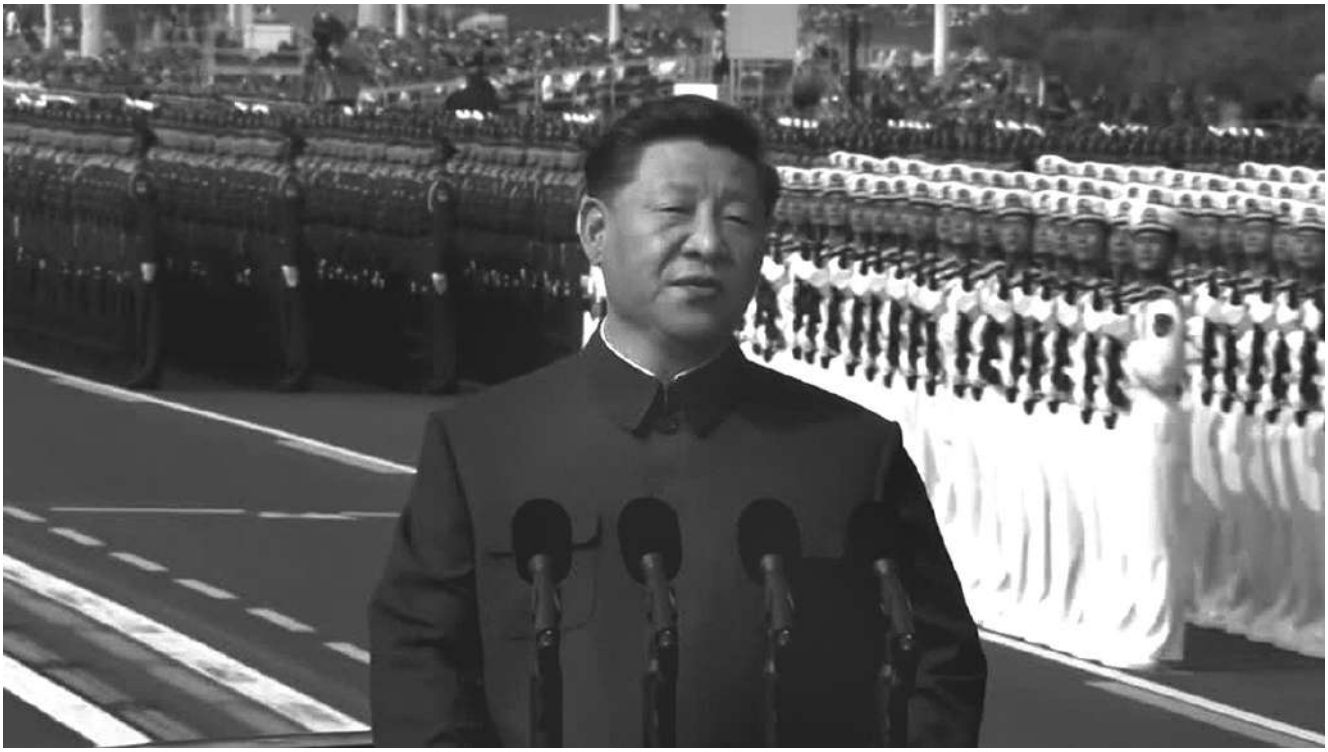
La guerre en Ukraine a montré à quel point les armes dites conventionnelles sont devenues extrêmement destructrices. Et bien qu'elle n'ait pas déclenché une guerre européenne plus large ou une guerre nucléaire jusqu'à présent, une guerre conventionnelle majeure à l'avenir pourrait bien le faire.

Taïwan sera un point critique. Elle abrite les usines de semi-conducteurs les plus sophistiquées au monde, un prix brillant pour quiconque contrôle l'île. Le territoire a longtemps été aligné sur les États-Unis, mais le PCC le considère comme une province renégat, une affaire inachevée de l'époque coloniale. Ce n'est pas seulement une question de fierté nationale pour le PCC. Tant que Taïwan est aligné sur les États-Unis, la Chine y voit un obstacle à son contrôle sur la mer de Chine méridionale. Le dirigeant Xi Jinping a vu les États-Unis mobiliser l'OTAN contre la Russie et craint que la Chine ne soit soumise à la même coercition si elle se dirigeait vers Taïwan. Il redouble d'efforts pour construire l'autosuffisance militaire et économique de la Chine afin d'échapper à ce sort. Dans le même temps, le président Biden a déclaré à plusieurs reprises au cours des deux dernières années que les États-Unis soutiendraient Taipei en cas d'invasion chinoise.

Une ère de la politique mondiale se termine et une nouvelle s'ouvre. La rivalité impérialiste devient plus dangereuse. Les budgets militaires augmentent. Le nationalisme est en hausse. La logique des événements pousse dans le sens de la guerre impérialiste totale. Les armes terribles dont disposent les impérialistes, et les conséquences pour chacun s'ils ne gagnent pas, nous avertissent de la catastrophe qui attend la population mondiale si une nouvelle guerre régionale ou mondiale éclate.

La guerre n'est pas inévitable, mais nous ne pouvons pas compter sur la diplomatie ou sur le bon sens de nos dirigeants. Et nous ne pouvons pas nous asseoir et attendre de voir ce qui se passe. Nous devons jeter les bases d'un mouvement anti-guerre de masse avec une politique socialiste en son centre qui défiera les pouvoirs existants et arrêtera leurs préparatifs de guerre.

C'est quoi la CHINE ?



PAR CARLOS CARCIONE ET VICENTE GAYNOR

Au cours de la dernière décennie, les rapports entre les États-Unis et la Chine ont radicalement changé. D'une collaboration économique et de quelques accords diplomatiques censés garantir une certaine stabilité géopolitique mondiale, elle est passée à une dynamique d'affrontements croissants. Qu'est-ce que la Chine et quel rôle joue-t-elle dans le monde sont des débats cardinaux pour les révolutionnaires.

Guerre économique, tensions guerrières, provocations dans des zones sensibles pour la souveraineté de la Chine, tentatives d'empêcher son progrès technologique, fortes pressions sur ses partenaires commerciaux ou financiers, cherchant à stopper et inverser la pénétration économique chinoise dans le monde. Ce qui n'était au départ que des pressions économiques et diplomatiques s'est peu à peu mêlé aux ombres d'un danger croissant : celui des affrontements militaires.

Ce changement se produit dans un contexte d'accélération de la crise systémique du capitalisme et de la domination impérialiste américaine qui, bien que prépondérante, est entrée de plein fouet dans un déclin qui se poursuit. Cela s'est approfondi après l'échec américain à transformer la Russie en une semi-colonie une fois l'URSS effondrée. Dans le même temps, il y a eu une croissance économique exponentielle et un changement structurel rapide en Chine qui l'a fait passer d'un pays essentiellement paysan à l'usine du monde et au premier exportateur mondial de marchandises. La mutation structurelle chinoise s'est produite à tous les niveaux :

- À une vitesse record, une classe ouvrière de plus de 300 millions de personnes s'est formée, supplantant l'ancienne classe qui a émergé sous l'État ouvrier contre-révolutionnaire, ainsi qu'une puissante bourgeoisie basée sur l'appropriation d'une masse colossale de plus-value extraite à force de surexploitation brutale des travailleurs.

- Les forces armées se transforment également : d'assises sur l'armée, conçues pour la défense nationale, elles s'organisent autour de forces navales à caractère offensif.

- De la production d'imitations industrielles de mauvaise qualité et à bas prix, il est devenu une partie de l'avant-garde de la recherche et du développement de technologies de pointe, étant parmi les pays les plus avancés en matière d'intelligence artificielle.

- D'un égalitarisme de la pauvreté et des salaires misérables de sa population, elle est passée à multiplier son PIB par habitant par 50 en dix ans.

Ces transformations ont accompagné un expansionnisme agressif qui en un demi-siècle à peine en a fait une puissance mondiale dynamique et la deuxième ou première économie du monde. Ces changements ont été menés d'en haut par un régime politique totalitaire, une dictature à parti unique et une bureaucratie absolutiste, dont une partie est devenue de véritables *princes rouges* constituant la nouvelle bourgeoisie.

Ces changements structurels, leur rapidité, leur ampleur et la croissance économique record, la conduite de ces changements par le Parti communiste chinois, ouvrent des débats chez la gauche mondiale. Certains disent que la Chine est sur sa propre *voie vers le socialisme et* argumentent des justifications de toutes sortes. D'autres, acceptant que la Chine soit devenue un pays capitaliste, affirment qu'elle fait face à l'agression américaine et n'a pas de politique expansionniste de type impérial. Notre thèse est que la bureaucratie chinoise, dirigée aujourd'hui par Xi Jinping, a mené pendant plus de trois décennies une contre-révolution bourgeoise qui a restauré le capitalisme en Chine et l'a transformé en un pays impérialiste qui, avec ses particularités et ses contradictions, agit comme tel sur la scène mondiale.

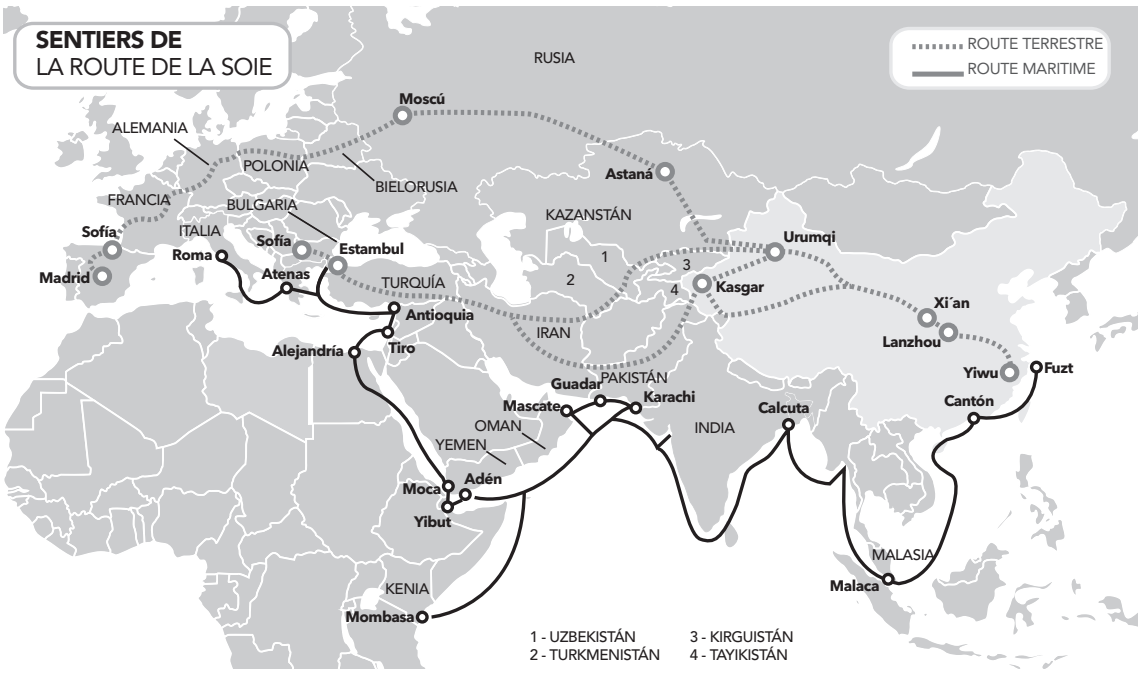
RESTAURATION CAPITALISTE

Le processus qui a conduit à la restauration capitaliste de l'État ouvrier déformé chinois a été tumultueux et prolongé, traversé par de grands événements de la lutte des classes, des échecs économiques retentissants de la bureaucratie chinoise et le début de la crise capitaliste mondiale à la fin des années 60. Cette querelle a duré plus de deux décennies, dont l'échec du Grand Bond en avant (62), la Révolution culturelle menée par Mao et une partie de la direction du parti (66), l'ouverture des Zones économiques spéciales (80) et le Massacre de Tiananmen (89). Un processus contre-révolutionnaire s'est développé qui conduira à la consolidation de la restauration capitaliste dans tout le pays à partir des années 90.

La famine provoquée par l'échec du Grand Bond en avant dépassa les 20 millions de morts et provoqua le déplacement de Mao, qui se réfugia dans la direction des forces armées. Au milieu des années 60, une dispute de clique éclata dans la bureaucratie dirigeante, culminant avec la mort de Mao et le retour au pouvoir de Deng Xiaoping, qui avait été emprisonné. Une profonde mutation vers la restauration capitaliste s'amorce, dont les premiers pas avaient déjà été faits dans les campagnes en ouvrant des aides économiques aux paysans. Mais l'étape fondatrice, si l'on veut, a été d'installer les *zones spéciales* où prévalait une politique de marché libre.

Usine automobile automatisée à Shenyang.

L'ouverture des relations capitalistes a permis de grands investissements, avec d'énormes facilités pour participer au commerce international, signifiait en fait l'élimination du monopole de l'État dans ce domaine. A la campagne, les paysans sont autorisés à vendre sur le marché les produits de leurs parcelles privées. Le processus de privatisation des entreprises d'État s'est accéléré depuis 1995, passant de 118 000 entreprises contrôlées par l'État et le parti à moins de 50 000. Le nombre d'employés de l'État a chuté drastiquement de 145 millions à 75 millions. Comme la loi qui empêchait la migration interne de la campagne vers les villes en fait n'était pas appliquée, une jeune classe ouvrière s'est



développée, composée de *migrants internes illégaux* sans droits du travail, sans salaire ni droits sociaux de base tels que la santé, l'éducation, la sécurité sociale, les secteurs dans lequel qui a également avancé la privatisation.

Dans le même temps, dans les campagnes, l'autorisation précitée a été passée à l'expropriation de vastes zones pour faciliter la construction de villes nouvelles, dont une bonne partie reste vide comme *des villes fantômes*. Ce boom a provoqué une bulle, comme en témoigne la récente crise d'Evergrande, une société privée dédiée aux affaires immobilières et financières. La relance de l'activité immobilière dans les premières décennies de la restauration capitaliste a généré un marché privé et une spéculation à l'occidentale. On estime que 20% des logements sont encore inoccupés et que les dettes hypothécaires insolvables totalisent 340 milliards de dollars.

Ce processus d'à peine 30 ans s'est consolidé au milieu des grands changements qui ont traversé depuis 1989 le soi-disant *socialisme réel*, c'est-à-dire les États sous le contrôle de la bureaucratie contre-révolutionnaire de l'URSS. Cela s'est également manifesté en Chine, mais avec un résultat différent. Alors que les marches en URSS ont mis fin à la dictature du PC et qu'elle a implosé avec un résultat contradictoire dans la conscience du mouvement de masse, mais avec un signe généralement positif dans le démantèlement de cet appareil contre-révolutionnaire mondial, en Chine les choses se sont passées différemment. En 1989, d'énormes mobilisations d'étudiants et de travailleurs ont été écrasées dans le sang et le feu lors du massacre de Tiananmen, consolidant la dictature et la bureaucratie au pouvoir accélérant le rythme de la restauration.

La propagande du régime chinois tente de présenter ce processus de retour au capitalisme comme sa *propre voie* vers le socialisme. La vérité est qu'un système a été établi qui a rétabli en Chine la *loi de la valeur*, l'extraction de plus-value à partir de l'exploitation ou de la surexploitation du travail salarié et la formation des classes sociales essentielles à l'existence d'un capitalisme aux caractéristiques impérialistes.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

En seulement 40 ans, la Chine a parcouru le chemin qui pour d'autres puissances mondiales a duré deux siècles. Aujourd'hui, c'est la deuxième économie mondiale et selon la bourse américaine, elle serait en mesure de dépasser ce pays en 2035. Mais si le PIB est mesuré par rapport à la part du pouvoir d'achat, c'est déjà la première économie mondiale. Son PIB par habitant a été multiplié par cent depuis le début des réformes, en 2022 il a dépassé les 12 000 dollars. Elle est devenue le principal partenaire commercial de plus de 50 pays et la majorité des étudiants étrangers de l'enseignement supérieur sont chinois. D'autres données confirment le soi-disant *miracle chinois*.

Mais au même rythme, les inégalités et la surexploitation de la main-d'œuvre ont augmenté. Sa population vieillit, ce qui pousse le gouvernement à relever le plafond familial de *deux enfants* à *trois enfants et à restreindre le droit à l'avortement.* A son tour,

le pays commence à traverser les crises typiques du capitalisme comme l'a montré cette année la crise immobilière. Depuis la pandémie, la Chine n'a pas réussi à retrouver son dynamisme et sa croissance d'antan : en 2022, elle dépassait à peine 3% sur un an. Mais quel type de système prévaut en Chine ? Comment sa croissance a-t -elle été possible ?

Il existe diverses approches de ce débat. Différentes formes de propriété coexistent aujourd'hui en Chine : une grande partie de l'économie est sous le contrôle de l'État, mais la plus grande contribution au PIB est apportée par le secteur de la propriété privée. Au cours des dernières décennies, l'économie chinoise dans son ensemble est devenue mercantile et la loi de la valeur prévaut, bien qu'avec une forte ingérence de la planification étatique. En 2007, l'Assemblée nationale a approuvé la loi qui reconnaît la propriété privée et la protège au même titre que la propriété publique.

Dans un livre analysant le phénomène chinois[1], l'économiste allemande Isabella Weber décrit les débats au sein de la bureaucratie sur la manière d'aborder les réformes. Entre gradualisme très maîtrisé et choc vers le marché, après Tiananmen le cours a penché vers un contrôle strict. Ainsi, le PC maintient une intervention directe de ses dirigeants dans les conseils des sociétés privées pour contrôler que les objectifs fixés par le gouvernement soient atteints. Cette tutelle est politique et complémentaire du contrôle dictatorial sur la classe ouvrière, dont le droit de grève est interdit depuis 1982. Mais la planification bureaucratique d'un capitalisme aux prétendues qualités chinoises ne peut éviter la contradiction fondamentale du métabolisme capitaliste : le choc permanent entre la nécessité d'augmenter la productivité du travail et la croissance de la rentabilité du capital. L'économie capitaliste chinoise n'échappe pas à cette contradiction. C'est ce qui pousse l'objectif explicite énoncé par Xi Jinping : d'inaugurer un siècle chinois de domination mondiale.

Le développement accéléré que la Chine a réalisé au cours des dernières décennies, catalogué comme un *miracle* par les analystes bourgeois, ne s'est pas produit en dehors de la lutte des classes. Au contraire : il était essentiellement le produit de la surexploitation ouvrière. Le pays était l'usine du monde parce qu'il offrait dans les zones spéciales aux principales multinationales une main-d'œuvre semi-esclave, sans aucun droit syndical ni démocratique.

Au fur et à mesure que l'industrie nationale se développait et devenait plus technique, la classe ouvrière se segmentait et une classe moyenne émergeait qui formait un vaste marché intérieur. Les travailleurs ont mené des luttes et des grèves vigoureuses, notamment pour les salaires, au cours des 15 dernières années.

Il y a une explication de plus pour comprendre le développement accéléré de la Chine : la *loi du développement historique inégal et combiné,* découverte par Marx et complétée par Trotski, qui montre que les pays arriérés ne doivent pas suivre tout le chemin parcouru par les pays avancés, mais peuvent intégrer le développement de ces derniers et profitent ainsi -pour ainsi dire- de leur retard.

Pour définir ce qu'est la Chine, on pourrait aussi parler de *capitalisme d'État, b*ien entendu dans son sens classique : une économie capitaliste gérée directement par l'État bourgeois ou avec un contrôle étatique fort.

Mais l'usage de cette catégorie est toujours relatif au type d'État auquel on se réfère. Lénine l'a utilisé pour l'URSS lorsque la grave crise économique de 1922 a forcé le gouvernement bolchevique à prendre des mesures capitalistes partielles : la soi-disante NEP[2]. Même ainsi, comme celui qui maintenait le pouvoir et le contrôle politique était l'État ouvrier révolutionnaire, il comprenait ce *capitalisme d'État* comme un retrait tactique nécessaire dans la transition vers le socialisme[3].

La dynamique de la Chine aujourd'hui est complètement opposée à celle de la Russie révolutionnaire d'il y a un siècle : non pas vers le socialisme, mais vers le capitalisme et l'impérialisme. Bien qu'une bonne partie de l'économie soit aux mains de l'État et qu'il exerce un contrôle direct et indirect sur le secteur privé, sa matrice centrale est capitaliste, son caractère de classe est bourgeois, son développement est impérialiste.

EXPANSION INTERNATIONALE

Ceux qui combattent l'idée que la Chine est une puissance impérialiste soulignent souvent qu'elle n'a pas de colonies, n'envahit pas de pays, ne favorise pas les coups d'État. Mais il faut tout évaluer, selon le capitalisme mondial actuel. Les colonies sont aujourd'hui un aspect marginal même des principaux impérialismes. La domination politique des puissances sur les pays semi-coloniaux découle avant tout de l'ingérence économique via l'investissement en capital, l'extraction des ressources, les accords commerciaux, les prêts et leurs conditions. L'inégalité militaire entre puissance et semi-colonie joue un rôle évident de chantage permanent, mais les in-

terventions et les invasions comme condition pour définir une puissance comme impérialiste seraient aujourd'hui extrêmement limitantes. Ils laisseraient des puissances telles que le Japon en dehors de la définition et d'autres telles que l'Allemagne, dont la participation aux opérations militaires via l'Otan est marginale depuis la Seconde Guerre mondiale, seraient débattues. À son tour, l'ingérence dans les processus politiques où une puissance a investi des intérêts n'est plus étrangère à la Chine, comme nous l'avons vu récemment au Myanmar et dans d'autres pays.

La Chine ne diffère pas qualitativement de l'impérialisme occidental en termes de relations avec des dizaines de pays semi-coloniaux. Dans des dizaines de pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, c'est déjà la principale puissance qui pille les ressources, exploite la main-d'œuvre bon marché et accorde des prêts assortis de conditions d'austérité publique et de cession de souveraineté.

Il y a 15 ans, la Chine a supplanté les États-Unis en tant que premier partenaire commercial de l'Union européenne, de l'Afrique, de l'Amérique du Sud. Avec ses 3 800 milliards de dollars de réserves, elle est devenue le principal bailleur de fonds des pays « en développement ». La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) a été fondée en 2014 en tant que concurrent explicite du FMI en Asie, tandis que la Banque de développement de la Chine prête déjà plus que la Banque mondiale. Mais l'expression la plus claire de la façon dont le développement capitaliste de la Chine se porte est son projet *bande et route de la soie* (BRI, acronyme en anglais).

ROUTE DE LA SOIE

Le « projet du siècle », comme annoncé par Xi Xinping en 2013, est un plan d'investissement pharaonique dans les infrastructures, des ports, des autoroutes, des chemins de fer, des gazoducs et des oléoducs qui couvre déjà plus de 150 pays pour renforcer la capacité de la Chine dans le commerce international.

L'ampleur du projet accable. Les pays participants représentent 75% de la population mondiale et plus de la moitié du PIB mondial. Selon le gouvernement chinois, ses entreprises ont passé des contrats liés à la BRI d'une valeur de 305 milliards de dollars, en 2014 il a créé un fonds de 41 milliards de dollars destiné à de tels projets et une bonne partie des 105 milliards de dollars de l'AIIB seront également y investis. Selon des responsables chinois, Pékin a déjà investi ou est sur le point d'investir plus de 400 milliards de dollars dans des projets BRI au cours des cinq prochaines années, la plupart sous forme de prêts. En comparaison, le plan Marshall, aux valeurs actuelles, a investi moins de 200 milliards de dollars dans la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale.

En Afrique, en plus d'investir des milliards de dollars dans l'extraction des ressources naturelles, la Chine a installé un capital industriel considérable. On estime que 12% de la production industrielle africaine est entre les mains de quelque 10 000 entreprises chinoises. Pékin a financé la construction ou la rénovation de plus de 6 000 km de voies ferrées, entre autres travaux d'infrastructure. Et les plans de la BRI prévoient une connexion ferroviaire et une route commerciale du port de Dakar, dans l'Atlantique, à Djibouti, à l'autre bout du continent africain et avec un accès à l'océan Indien, où la Chine a installé en 2022 sa première base militaire à l'étranger.

Mais jusqu'à présent, l'expansion commerciale et politique de la Chine s'est principalement faite par le biais d'accords bilatéraux et d'initiatives régionales. La BRI pousse la projection internationale de la Chine et son défi naissant aux États-Unis en tant que puissance mondiale hégémonique un peu plus loin, en cherchant à articuler un réseau commercial qui transcende les régions et les continents.

Pour les économies et les peuples des pays participants, la BRI a des conséquences similaires à celles de l'extractivisme et de l'ingérence impérialiste occidentale dans le monde. Les projets de la BRI sont majoritairement financés par des entités chinoises, bien qu'ils nécessitent une part importante d'investissements locaux, eux-mêmes garantis par des emprunts chinois à des taux d'intérêt usuraires qui génèrent d'énormes dettes publiques. De plus, ils nécessitent l'emploi de beaucoup de main-d'œuvre chinoise et la signature de protocoles d'accord avec les gouvernements locaux, avec des clauses secrètes qui tendent à compromettre leur souveraineté.

Des filiales de la société d'État chinoise CITIC financeront 70% des 7,3 milliards de dollars pour construire le port prévu au Myanmar et l'exploiter pendant 50 ans. Il est très douteux que l'économie locale soit en mesure de payer la dette que les autres 30% impliquent, surtout depuis la chute du gouvernement qui a signé l'accord avec la Chine. Il y a le précédent de Hambantota, un port que la Chine a construit au Sri Lanka et qui est passé entre des mains chinoises en 2017, après que le gouvernement sri-lankais n'a pas pu honorer les paiements de la dette contractée pour le construire.

Le Pakistan accueille le plus grand projet individuel de la BRI : le corridor économique Chine-Pakistan, qui comprend un train à grande vitesse de 700 km et des oléoducs, avec un budget total de 20 milliards de dollars. La crise politique qui a secoué le pays il y a quelques années a pour élément central le différend sur l'opportunité de demander des prêts supplémentaires à la Chine ou de nouveaux programmes avec le FMI.

En 2018, le cabinet de conseil Center for Global Development a publié une étude sur huit pays à haut risque en raison de dettes contractées dans des projets liés à la BRI. Une autoroute représente un quart du PIB du Monténégro, par exemple. Et un chemin de fer du Laos à la Chine lancé en 2016 peut coûter près de la moitié du PIB laotien.

Tout cela implique des mesures d'ajustement et une augmentation de l'exploitation des peuples des pays dans lesquels les projets BRI sont développés.

En Amérique latine, où tout un courant d'universitaires progressistes défend son supposé rôle progressif, la Chine agit essentiellement de la même manière que l'impérialisme américain. Il négocie des contrats extractivistes pour prendre du lithium et d'autres ressources, accorde des prêts à des taux encore plus élevés que ceux du FMI et construit des bases scientifiques pour une utilisation militaire potentielle.

Le rapport de la Chine avec les dizaines de pays semi-coloniaux dans lesquels elle investit dans des projets d'infrastructures et d'extraction de matières premières, auxquels elle accorde des prêts, avec lesquels elle établit des accords commerciaux, est la même que celle entretenue par l'impérialisme occidental et utilise les mêmes mécanismes aux mêmes fins : en définitive, le transfert net de richesse et de valeur ajoutée des semi-colonies vers la puissance dominante.

Bien que l'intervention militaire de la Chine n'ait pas encore été un élément significatif de son expansion économique et géopolitique, son État est déterminé à développer rapidement sa capacité militaire, à la fois pour défendre son expansion contre la résistance de l'actuelle puissance hégémonique américaine et pour imposer sa domination aux autres pays. par la force si nécessaire.

DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVE MILITAIRE

L'expansion de la Chine a entraîné une concurrence accrue avec les États-Unis, en particulier depuis la crise économique de 2008. L'affaiblissement global des États-Unis et le rétrécissement du gâteau mondial de la plus-value contribuent à intensifier cette concurrence, générant des frictions et un conflit croissant.

La Chine est encore loin derrière les États-Unis en termes de capacité militaire globale et de dépenses militaires totales. Ceci est souvent souligné pour marquer une différence qualitative entre les deux. Mais les progrès réalisés par la Chine et ceux qu'elle projette brossent un tableau plus complexe.

Le budget de la défense de la Chine a augmenté en moyenne de plus de 9% par an depuis la fin des années 90. En 2023, son budget militaire officiel devrait atteindre 224 milliards de dollars, juste derrière celui des États-Unis, qui est quatre fois supérieur.

Mais toutes les dépenses militaires ne sont pas identiques. Dans le cas de la Chine, la transition qu'elle opère d'une armée essentiellement terrestre

et défensive vers une force moderne projetée vers l'extérieur est décisive. La marine chinoise est passée au cours des deux dernières décennies d'une force côtière insignifiante à une force largement moderne et avec sa propre production, capable de missions loin de chez elle. Elle compte maintenant quelque 340 navires de *force de combat* (aide au combat), y compris des porte-avions, des sous-marins, des frégates, des destroyers. Ce nombre devrait atteindre 400 en 2025 et 440 en 2030, selon le Pentagone.

La marine américaine, en comparaison, avait une force de combat de 296 navires en avril (la moitié de son pic de la *guerre froide*) et tomberait à 290 à la fin de cette décennie. De plus, alors que la Chine concentre son développement militaire sur Taïwan, les États-Unis doivent maintenir une présence mondiale.

L'un des avantages de la Chine est sa vaste industrie de la construction navale, qui est la plus importante au monde et représentait 44% des navires commerciaux produits en 2021. Une seule

entreprise publique, la China State Shipbuilding Corporation, représentait plus d'un cinquième de commandes mondiales cette année-là. Mais elle produit également la plupart des navires de la marine chinoise, souvent dans les mêmes chantiers navals que les navires de commerce. La combinaison de la production de cette manière permet de soutenir les chantiers navals en période de ralentissement et d'appliquer la technologie civile et les techniques de production de masse à la construction navale. Pendant ce temps, les constructeurs navals américains se concentrent presque exclusivement sur les contrats de défense, ce qui rend difficile l'augmentation de la production ou le maintien d'un approvisionnement régulier en travailleurs qualifiés.

La Chine a également renforcé son arsenal et sa capacité nucléaires, dans une certaine mesure dans le cadre d'accords avec la Russie, qui possède le deuxième plus grand arsenal nucléaire au monde et a battu les États-Unis dans la course pour développer, avec la collaboration chinoise, un missile de précision hypersonique en 2021.

Place Tian'anmen, 1989.

Alors que la Chine reste loin derrière les États-Unis en termes de puissance militaire mondiale, elle s'efforce de réduire cet écart aussi rapidement et précisément que possible. Bien qu'il ne soit pas dans l'intérêt de la Chine ou des États-Unis aujourd'hui de parvenir à une confrontation directe de portée mondiale, aucun changement dans l'hégémonie globale ne s'est produit sans une guerre mondiale. La Chine accélère finalement sa préparation à cette éventualité.

LE DÉBAT SUR LA DÉFINITION

L'économiste argentin Claudio Katz a développé, depuis la gauche, la position selon laquelle il serait erroné de définir la Chine comme une puissance impérialiste. Il soutient qu'il est erroné de prendre comme référence les caractéristiques de l'impérialisme que Lénine développe dans son ouvrage classique *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme,* car elles seraient anachroniques et ne décrivent pas la réalité actuelle. *« L'attachement dogmatique à ce livre conduit à une recherche forcée de similitudes entre le conflit actuel entre les États-Unis et la Chine avec les conflagrations de la Première Guerre mondiale »*[4].

Cela peut être assez vrai. Mais Katz prend alors l'une de ces caractéristiques, l'aspect militaire, comme condition absolue pour définir une puissance comme impérialiste ou non. Et il affirme que la Chine ne peut être considérée comme une puissance impérialiste parce que *« l'expansion économique a été consommée, jusqu'à présent, sans tirer un seul coup de feu hors de ses frontières... Elle ne partage pas la compulsion de conquête de territoire qui a affligé le capitalisme allemand ou japonais»*.

La vérité est que Lénine comprenait l'impérialisme comme un *système global*, comme une étape du capitalisme caractérisée par la fusion du capital industriel et financier, la concentration des monopoles, l'exportation du capital et la division du monde par les principaux capitalistes soutenus par leurs États. Mais il a évoqué ces caractéristiques comme une description empirique de l'impérialisme à ce moment précis, et non pas du tout comme des pré-requis à remplir pour considérer une puissance impérialiste ou non.

Katz a raison de dire que *« Lénine n'avait pas l'intention de développer un guide classificatoire de l'impérialisme, basé sur la maturité capitaliste de chaque puissance »*. Mais Lénine a bien fait remarquer que la concentration de richesses croissantes et extrêmement inégales dans le capitalisme engendre des États dominants et des États dominés, et a classé les différentes puissances impérialistes dans une certaine hiérarchie de relations de dépendance, considérant que les grandes puissances de l'époque n'étaient pas équitables. A cette époque, il regardait l'échelle suivante : *« 1. Trois forces principales (complètement indépendantes) : Grande-Bretagne, Allemagne, USA ; 2. Deuxième ligne : France, Russie, Japon ; 3. Italie, Autriche-Hongrie »*[5].

A cette époque, une grande partie du monde était gouvernée par des régimes coloniaux directs soutenus presque toujours par une occupation militaire. Logiquement, l'aspect militaire a été décisif. Aujourd'hui, l'aspect militaire est toujours présent, bien que plus souvent en arrière-plan. Les instruments économiques prédominent, mais

les mécanismes et les relations de pouvoir et de dépendance sont les mêmes. En fait, tous les éléments qui définissent l'impérialisme comme un système mondial et une étape du capitalisme en déclin n'ont fait que s'aiguiser.

Sans aucun doute, la puissance impérialiste hégémonique dans le monde, la seule *« force principale (complètement indépendante) »* selon Lénine, ce sont les États-Unis. Même l'impérialisme européen a un niveau élevé de dépendance vis-à-vis des États-Unis. Il y a aussi des pays comme la Russie qui jouent un rôle impérialiste évident dans leur région. D'autres, comme le Brésil, l'Inde ou l'Afrique du Sud, jouent un rôle similaire, à plus petite échelle, dans leurs régions. Ils peuvent être considérés comme des puissances *sous-impérialistes*.

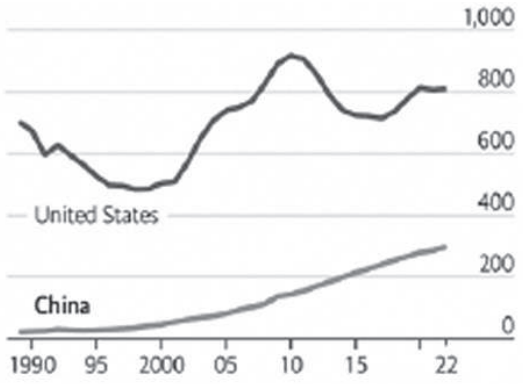
La Chine joue depuis longtemps un rôle similaire à l'échelle régionale, mais elle a dépassé ce stade et assume un rôle plus global, rivalisant sur tous les fronts et entrant en conflit avec l'hégémonie américaine. Cette absence de « compulsion à conquérir » que souligne Katz est discutable compte tenu de la brutale répression chinoise qui s'est déchaînée contre Hong Kong ces dernières années pour imposer la domination du gouvernement central et l'intention expresse de prendre Taïwan par la force quand ils le jugent approprié.

Il est vrai que la Chine entretient une certaine dépendance économique vis-à-vis des États-Unis et qu'il existe toujours un niveau de transfert de plus-value de l'une vers les autres. Mais nous ne voyons aucun élément permettant d'affirmer que la Chine est une semi-colonie américaine. À son tour, c'est un fait que le transfert de richesse de dizaines de semi-colonies vers la Chine est astronomique et la dépendance économique que beaucoup en ont est déjà profonde. Cette situation s'est développée relativement rapidement au cours des dernières décennies et son aspect militaire n'est pas en reste.

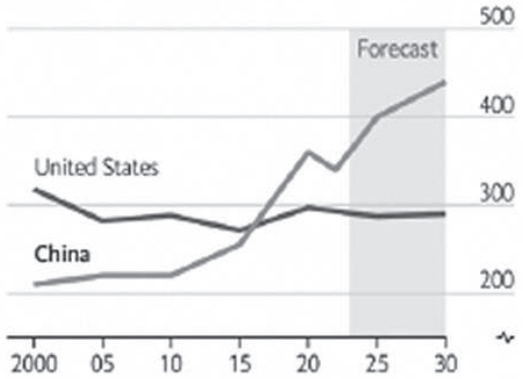
La Chine n'est pas encore une puissance similaire aux États-Unis, mais elle a déjà laissé derrière elle des puissances régionales comme la Russie, l'Inde ou le Brésil et dépasse de loin les puissances impérialistes comme celles de l'Europe ou le Japon. En raison de sa position dans le système capitaliste mondial, et en raison de sa stratégie et de sa dynamique, la Chine est aujourd'hui une puissance impérialiste, de deuxième niveau, si l'on veut, toujours derrière les États-Unis, mais clairement en hausse et avec une dynamique pour contester leur hégémonie mondiale.

ACCUMULER VERS UN BUT

Dépense militaire en milliards de dollars, prix 2021



Total de navires de « force de combat »



Sources : SIPRI Suede, Service de la Recherche du Congrés USA, Département de la Défense, Bureau de renseignement naval

Cette définition n'est pas un exercice académique. Pour les révolutionnaires, il est essentiel de se situer correctement dans la lutte des classes dans le monde face aux conflits générés par la tension inter-impérialiste croissante et surtout face à une éventuelle guerre mondiale. La bourgeoisie et l'État chinois ne représentent pas une alternative progressive à l'impérialisme occidental : ce sont des ennemis de la classe ouvrière mondiale, la révolution mondiale a parmi ses tâches de les vaincre, tout comme leurs homologues occidentaux.

1. https://nuso.org/articulo/china-terapia-choque/
2. Nouvelle politique économique, de 1922 à 1927.
3- *« Il n'y a là rien de terrible pour le pouvoir soviétique, car l'État soviétique est un État dans lequel le pouvoir des ouvriers et des pauvres est assuré »*. Lénine, L'impôt en nature, 1921. Sur https://www.marxists.org/archive/lenin/works/1921/apr/21.htm
4. https://katz.lahaine.org/b2-img/CHINATANDISTANTEDELIMPERIALISMOCOMODELSU.pdf
5. *Cahiers sur l'impérialisme* , 1915-16. Sur https://www.marxists.org/espanol/lenin/obras/oc/akal/lenin-oc-tomo-43.pdf

500 JOURS de guerre en Ukraine

PAR RUBÉN TZANOFF, DIRIGEANT DU SOL - ÉTAT ESPAGNOL

L'invasion russe provoque la dévastation et la mort. La guerre a traversé différents moments, l'actuel est la contre-offensive ukrainienne. Il y a des changements dans l'humeur des masses et dans les régimes au Kremlin et à Kiev. L'impérialisme occidental continue de soutenir Zelensky, bien qu'il maintienne des contacts avec la Russie sans l'Ukraine. Les socialistes révolutionnaires, nous déployons une politique de principe.

Les conséquences de la guerre se font sentir sur toute la planète, mais c'est l'Ukraine qui subit les plus grands dégâts. L'armée de Poutine a détruit ou endommagé plus d'un tiers des installations énergétiques, plusieurs centrales nucléaires, des dizaines de centrales de chauffage, 150 000 bâtiments et habitations, 2 000 écoles, 25 000 km de routes et 7 000 km de voies ferrées.

Selon différentes sources, au cours des premiers mois de 2023, quelque 25 000 civils ukrainiens sont morts et il y a 8,2 millions de réfugiés à l'extérieur du pays. Le nombre exact de soldats tombés dans les deux armées n'est pas connu, car les chiffres ne sont pas officiels ou semblent déformés à des fins de propagande. De même, dans toutes les estimations, les pertes humaines sont d'une ampleur dramatique.

DIFFÉRENTS MOMENTS DE LA GUERRE

Il y a eu un premier moment de « l'opération spéciale » caractérisée par l'avancée des troupes russes sur Kiev, avec l'intention de prendre cette capitale, de renverser Zelensky, de remporter une victoire éclair. C'était un échec. Les envahisseurs trouvèrent une résistance renforcée par la participation populaire à la Défense territoriale.

Malgré cela, l'armée russe a conquis de vastes zones dans le sud et l'est du pays. Dans certaines villes, il y avait des batailles féroces, comme Marioupol et Bakhmut. Les forces ukrainiennes ont récupéré quelques des villes comme Bucha, où ils ont trouvé des crimes contre l'humanité.

Il y a également eu des flambées de tension généralisée en raison des allusions de Poutine à la possibilité d'utiliser des armes nucléaires tactiques et en raison des opérations militaires menées en les domaines de la central nucléaire de Tchernobyl, de Zaporijia et de l'usine hydro-électrique de Kakhovka.

Les tentatives de médiation infructueuses n'ont pas manqué, comme celles du président chinois

Xi Jinping et de son homologue turc Erdogan, qui ont demandé un cessez-le-feu avec la Russie détenant des zones occupées. Les contacts entre l'Ukraine et la Russie se limitaient à échanger des prisonniers et à permettre l'exportation de céréales par la mer Noire. De la fin de l'été 2022 à ce jour, la soi-disant contre-offensive ukrainienne a acquis un rôle central.

QUEL EST LE RÉSULTAT PARTIEL DE LA CONTRE-OFFENSIVE ?

L'évaluation de cette opération militaire est soumise à plusieurs hypothèses. Les troupes ukrainiennes ont réussi à libérer plus de 20 petites villes, ce qui est une percée. Mais c'est un résultat assez modeste au regard des attentes générées quant à une reprise rapide de Crimée et d'autres territoires occupés. De plus, cela a un coût élevé en pertes de soldats.

Face à ces faits, il y a des Ukrainiens qui se sentent déçus voire trompés. Même ainsi, la majorité des travailleurs et du peuple restent fermes dans leur désir de libérer le pays sans s'asseoir pour négocier avec la Russie sous aucun prétexte.

Les troupes ukrainiennes s'approchent lentement de trois lignes défensives construites sur ordre de l'ancien commandant Sergei Surovikin, en le régions de l'est et du sud. Le combat se poursuit dans la première ligne défensive sur le chemin de la seconde, qui est la plus fortifiée. Selon diverses sources de Kiev, ils renforceront la contre-offensive avec 12 à 15 brigades spécialement armées et entraînées. Pendant ce temps, l'armée exige des chasseurs F-16, des missiles ATACMS, les controversées bombes à fragmentation pour pallier le manque de munitions sur le théâtre des opérations.

Les généraux ukrainiens continuent d'affirmer que la contre-offensive réussira, bien que sur une période plus longue que prévu initialement.

Concrètement, la situation des armées semble refléter une relative stagnation dans laquelle aucun des prétendants n'est capable de vaincre stratégiquement son adversaire, du moins à court terme et avec des armes conventionnelles. Dans ces circonstances, dessiner une perspective aurait une marge d'erreur élevée. Ce qui est certain, c'est que tant que la résistance continuera, la possibilité d'expulser les envahisseurs restera en vigueur.

A QUI PROFITE économiquement la guerre ?

La crise de l'économie capitaliste et la guerre ont de graves conséquences dans le monde entier. Mais tout le monde n'en souffre pas de la même manière. Tandis que les travailleurs et les peuples s'appauvrissent, d'autres augmentent leurs profits. De 2021 à 2022, les bénéfices pour les entreprises provenaient notamment de trois secteurs : les fabricants d'armes, les énergéticiens, les banques.

Parmi les sociétés d'armement américaines, Lockheed Martin a augmenté ses revenus de 7,1%, Northrop Grumman de 11,2% et Raytheon de 18%. Dans le secteur de l'énergie, les profits ont dépassé 250 milliards de dollars. Les grandes banques européennes ont augmenté leurs bénéfices à des niveaux records, aidées par l'inflation. Parmi les pays bénéficiaires, les États-Unis ont augmenté leurs revenus de 49,1% grâce à la vente d'armes et de gaz. La Chine et l'Inde profitent en achetant du pétrole et du gaz russes moins chers qui ne sont plus exportés vers l'Occident. La Russie continue de vendre des armes à l'Asie et a augmenté son commerce avec la Chine de 31%. La Norvège a enregistré 114 milliards de dollars de ventes de pétrole et de gaz. La Corée du Sud a signé des accords de vente d'armes avec la Pologne, l'Estonie et la Norvège. Et le Qatar a affiché son excédent le plus élevé en huit ans grâce à la hausse des prix de l'énergie.

La guerre implique des pénuries pour beaucoup et des gains pour peu, exacerbant l'inégalité qui prévaut avec le capitalisme impérialiste mondial.

DIVERGENCES ENTRE ZELENSKY ET L'IMPÉRIALISME OCCIDENTAL

Le sommet de l'Otan qui s'est tenu à Vilnius, en Lituanie, les 11 et 12 juillet, a exposé les contradictions entre les intérêts des impérialistes occidentaux et le régime de Zelensky. Auparavant, seuls quelques subordonnés exprimaient leur mécontentement envers l'Otan, les États-Unis et l'Union européenne pour leur incapacité à livrer les armes promises lorsque la contre-offensive était planifiée. Cette fois, le mécontentement a été exprimé par le président ukrainien lui-même.

À la demande de Zelensky d›inviter l›Ukraine à rejoindre l›Otan, Biden a clairement indiqué que l›admission ne serait possible qu›après la fin de la guerre. Pour les impérialistes, il s›agit d›une guerre ukrainienne et, tout au plus, ils fourniront des

armes de l›étranger. Les accords bilatéraux avec les pays de l›Alliance avec des « garanties de sécurité » n›incluent pas la participation de leurs troupes. La politique d›adhésion à l›Otan de Zelensky est un échec complet et absurde. L›évaluation de l›Alliance par les Ukrainiens est plus basse que jamais.

Divers médias américains et allemands justifient la ralentissement de l'approvisionnement en armes en raison des doutes générés par le niveau élevé de corruption dans l'administration Zelensky, en particulier au ministère de la Défense. Il y a quelques jours, la publication pro-américaine *Zerkalo Nedeli* a annoncé que, dans les premiers mois de la guerre, le ministère avait reçu des milliards de dollars américains et les avait transférés sur des comptes *offshore*.

Un autre point qui assombrit les relations est que les fournitures de guerre américaines sont faites à condition qu'elles ne soient pas utilisées au sein de la Fédération de Russie. Cependant, une partie de cet arsenal est livrée à des formations qui opèrent au service de l'armée ukrainienne, à l'intérieur des frontières de la Russie.

POUTINE N'APPARAÎT PLUS COMME TOUT-PUISSANT

Les changements ont atteint les institutions des pays belligérants. Poutine s'est présenté avec succès comme un leader intrépide, soutenu par un régime homogène. Cette image d'homme tout-puissant s'est estompée après la mutinerie militaire menée par les mercenaires du PMC Wagner et leur chef Prigozhin, eux aussi pas du tout progressistes.

Pour la première fois, Poutine était perçu comme un politicien terrifié à l'idée d'une éventuelle attaque contre lui et d'avoir perdu une emprise ferme sur le pays. A un niveau massif, les doutes grandissent quant à la véracité des informations données par les autorités. Dans des médias libres de la Russie, des réseaux sociaux et la chaîne Telegram on tend à exiger la véracité des informations sur les pertes au combat, la situation politique, les perspectives de « l'opération spéciale ».

Les mutations ont atteint les chaînes publiques contrôlées par l'État. Là, les propagandistes russes sont obligés d'expliquer pourquoi il n'y a pas de progrès qualitatif dans l'invasion, arguant que *« nous luttons contre l›Otan et ses pays membres, pas contre l›armée ukrainienne »* et que « *nous voulons la paix par des négociations, mais il est impossible de d'accord à cause du refus de l'Ukraine*. » C'est quelque chose de nouveau qui était auparavant enterré sous un langage à prédominance militariste et chauvine. Les faiblesses du régime Poutine sont apparues au grand jour et risquent de trouver de nouvelles expressions. La clé sera que la classe ouvrière russe occupe le devant de la scène, se mobilisant aux côtés du peuple pour vaincre les ambitions impérialistes de Poutine.

DES PROBLÈMES SOCIAUX, DES CRITIQUES DU GOUVERNEMENT ZELENSKY

Quant à la guerre, la majorité de la population persiste avec la volonté de résister et de ne s'asseoir ni de négocier avec la Russie sous aucun prétexte. Dans le même temps, les désaccords et les critiques à l'encontre du gouvernement se multiplient. Cela est dû à plusieurs raisons, parmi lesquelles les discours improvisés et chaotiques des responsables, la concentration du pouvoir, l'approbation de lois anti-ouvrières qui favorisent les profits des entreprises.

Les infirmières de la ville de Kryvyi Rih se sont mobilisées pour leur salaire, défiant l'interdiction gouvernementale du droit de manifester. Elles expriment le mécontentement croissant de la classe ouvrière ukrainienne.

Le mécontentement est également alimenté par des faits tels que l'augmentation des inégalités et la perte de travail et de revenus dans lesquels de nombreuses personnes âgées de 18 à 60 ans sont tombées.

NOUVELLE MOBILISATION EN UKRAINE ?

Selon certains experts militaires, l'Ukraine a besoin d'une mobilisation supplémentaire de 200 000 soldats. Ce n'est pas un hasard si dans une telle situation les autorités font de plus en plus appel à *« l'esprit national-patriotique »* de la population. Si le service militaire obligatoire est effectué, la majorité des personnes recrutées n'auront pas la même conviction au combat et à l'entraînement que ceux qui sont allés au front dans les premiers jours de la guerre, puisqu'une forte proportion a entre 50 et 60 ans. De plus, dans plusieurs cas, l'enrôlement est forcé, ce qui ne contribue pas à la motivation nécessaire aux opérations militaires. La population voit une injustice massive et flagrante lorsque des millions de simples citoyens sont empêchés de franchir la frontière en cas d'éventuelle mobilisation et qu'une poignée de privilégiés ont carte blanche pour le faire quand ils le souhaitent.

LES ÉTATS-UNIS PRÉPARENT LE TERRAIN POUR DES NÉGOCIATIONS AVEC LA RUSSIE ?

Selon Zelensky, il maintient l'intention de récupérer tous les territoires ukrainiens pour rétablir les frontières en vigueur en 1991. Il est possible qu'il monte la barre comme une forme de pression pour négocier à de meilleures conditions. Un autre élément à considérer est que ces dernières semaines, des contacts secrets ont eu lieu entre des opérateurs de différents secteurs aux États-Unis et en Russie. De quoi s'agit-il ? Les États-Unis préparent-ils le terrain pour une négociation avec la Russie ou maintiennent-ils simplement ouvertes des voies de dialogue exploratoires pour de futurs accords ?

La plupart des analystes ukrainiens estiment que les États-Unis fournissent suffisamment d'armes à l'armée pour résister à l'agression de Poutine, mais ne permettraient pas au pays de remporter une victoire complète sur la Russie. Les États-Unis veulent être le modérateur du conflit en fonction de leurs propres intérêts. L'impérialisme occidental craint que le régime russe doté de l'arme nucléaire ne s'effondre complètement, ne devienne plus instable et imprévisible, et qu'un soulèvement de masse de la classe ouvrière n'éclate. Pour cette raison, pour l'ins-

ZELENSKY,
un gouvernement anti-ouvrier

Depuis son arrivée au pouvoir, Zelensky a formulé des propositions de déréglementation du travail suggérées par le FMI et des consultants qui ont été rejetées par les syndicats. Cependant, l'orientation néolibérale s'est consolidée après une invasion qui sert de justification pour imposer des réformes régressives, stopper la mobilisation, les grèves, la liberté d'expression. À cet égard, le Parlement a approuvé et Zelensky a promulgué la loi 5 371 qui exclut les travailleurs des entreprises de moins de 250 salariés du Code du travail, les prive de conclure des conventions collectives, transfère le champ d'application de la réglementation du travail aux contrats individuels que les employeurs peuvent résilier à volonté.

Dans une situation de guerre, de chômage, de bas salaires, de prestations sociales déficientes, la loi pousse les travailleurs à accepter les pires conditions de travail. La liquidation des conquêtes vise à créer de meilleures conditions pour que les sociétés exploiteuses arrivent et peuvent empocher de gros profits avec la reconstruction du pays projetée par l'UE et les États-Unis.

Notre organisation soutient la résistance avec une politique indépendante du gouvernement et de l'impérialisme. Dans cette perspective, nous avons participé au Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine en Catalogne et la LIS a réalisé diverses campagnes internationales, dont une collecte pour le Syndicat indépendant de protection du travail « Zahyst Pratsi » et la visite d'une délégation à Kiev, Bucha et Irpin en soutien à nos camarades de la Ligue socialiste ukrainienne.

Alejandro Bodart à Irpin.

LSU en Ukraine.

tant, ils jugent donc dangereux de franchir certaines « lignes rouges » qui font le soutien de Poutine.

LA LIBÉRATION DE L'UKRAINE EST UNE CAUSE JUSTE

De notre point de vue, la guerre combine deux aspects : l'invasion d'une semi-colonie comme l'Ukraine par une grande puissance comme la Russie, et les tensions inter-impérialistes. La double nature de la guerre fait qu'il est erroné d'ignorer ou de minimiser un aspect par rapport à l'autre.

Nos camarades de la Ligue socialiste ukrainienne (LSU) se battent en première ligne de la résistance en proposant la politique de principe de la LIS. Hors des troupes russes d'Ukraine, soutien à la résistance. Le peuple ukrainien a le droit de se défendre par tous les moyens à sa disposition. Hors l'Otan d'Europe de l'Est. Dissolution de l'Otan et de l'OTSC[1]. Pour la libre autodétermination de la Crimée, Donetsk et Lougansk sans la présence des troupes d'occupation russes.

Nous soutenons une politique révolutionnaire, indépendante du gouvernement Zelensky et des impérialismes en conflit. Nous voulons une paix juste, sans annexions ni pactes dans le dos du peuple ukrainien. Nous sommes solidaires de nos frères de classe russes et biélorusses qui rejettent l'invasion. Et nous appelons les travailleurs et les peuples du monde à se mobiliser pour la cause ukrainienne et à empêcher que les conflits inter-impérialistes ne conduisent à une nouvelle guerre mondiale.

Jusqu'à présent, l'impérialisme américain a soutenu l'Ukraine avec des armes et de la logistique, mais sans intervention avec des troupes ni livraison d'un arsenal stratégique. Si le conflit faisait un saut qualitatif vers une guerre mondiale, avec des troupes de différents pays combattant, la politique des révolutionnaires changerait pour se concentrer sur la défaite des deux camps impérialistes et des gouvernements à leur service.

Pour empêcher l'humanité de tomber dans la barbarie, il faut vaincre la domination du capitalisme impérialiste et construire un monde sans frontières, sans exploiteurs ni exploités, sans oppresseurs ni opprimés. Cette solution ne peut être atteinte que si les travailleurs gouvernent avec un système socialiste et de pleines libertés démocratiques.

1. Organisation du traité de sécurité collective, une alliance militaire de six États dirigée par la Russie.

Lisez ici Quelques dates notables

Lisez ici Récits d'activistes sur la migration forcée

Quel type de RECONSTRUCTION faudra-t-il ?

Selon les estimations ukrainiennes, la reconstruction du pays nécessite 750 milliards de dollars. C'est pourquoi la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le chancelier allemand, Olaf Scholz, ont évoqué la nécessité d'appliquer un « Plan Marshall du XXIe siècle »[1]. Avant, il y avait des dirigeants américains qui parlaient dans le même sens.

Ce n'est pas une préoccupation humanitaire de l'impérialisme occidental, mais la projection de profits et d'influence politique. Si les investissements portent leurs fruits, il est fort probable qu'ils arriveront dans le pays avec des « recommandations » pour mener des réformes du travail, adopter des mesures d'austérité, s'endetter à l'étranger. Ce sont des tâches qui nécessitent toujours une complicité locale et, si elles étaient imposées, condamneraient la classe ouvrière à des décennies de sacrifices.

Aujourd'hui, l'essentiel est de chasser les envahisseurs russes et d'arrêter la destruction. Lorsque l'heure de la reconstruction arrivera, il sera essentiel qu'elle ne soit pas conditionnée par les critères spéculatifs des vautours financiers, des exploiteurs internationaux, des oligarques locaux, des fonctionnaires corrompus. Il faudra que les travailleurs définissent démocratiquement la destination des fonds d'aide et contrôlent la conception et l'exécution des plans de reconstruction.

1. Conférence internationale d'experts sur le relèvement, la reconstruction et la modernisation de l'Ukraine. Berlin, octobre 2022.

Notes sur LES GUERRES IMPÉRIALISTES ET LE « PACIFISME »

PAR OLEG VERNYK, PRÉSIDENT DU SYNDICAT INDÉPENDANT D'UKRAINE « ZAHIST PRATSI »[1]
LIGUE SOCIALISTE UKRAINIENNE

L'agression russe contre l'Ukraine a commencé le 24 février 2022 a mis à jour un certain nombre de points problématiques de la théorie marxiste, ainsi que les problèmes d'application des dogmes de base qu'au début semblaient clairs à tous les marxistes. Il y a des organisations qui défendent Léon Trotski et la Quatrième Internationale et qui ont produit de nombreux documents sur la nature de la guerre russo-ukrainienne, qui diffèrent parfois diamétralement les uns des autres. En même temps, il y a des organisations qui n'ont pas ce type de tradition, mais qui ont pris des positions politiques assez proches de celles du marxisme révolutionnaire.

A un certain niveau des débats, pour obtenir un résultat positif, il faut revenir aux catégories de base du marxisme du XXe siècle. Et d'être clairement défini quant à notre attitude envers de tels concepts, souvent spéculatifs, qui sont utilisés par les partisans de l'agression impérialiste pour masquer leur passage dans le camp de la bourgeoisie impérialiste et justifier les nouvelles agressions coloniales du XXIe siècle.

Il est parfois très difficile de couper les épines de la rhétorique « anti-impérialiste » et de découvrir ce qui se cache derrière les soutiens aux récents impérialismes agressifs. Sous la rhétorique apparemment séduisante du *pacifisme*, il n'est pas moins difficile de dévoiler les intérêts de tel ou tel impérialisme. Et il est encore plus complexe de révéler, parmi les cris assourdissants du *défaitisme révolutionnaire*, le véritable travail des agents impérialistes au sein du mouvement ouvrier. Nous devrons le faire, car seule la vérité est révolutionnaire, elle peut nous indiquer les erreurs du passé et nous guider correctement vers l'avenir.

Des guerres impérialistes

L'un des éléments clés des discussions contemporaines est la catégorie des *guerres impérialistes* et le problème de façonner l'attitude des organisations marxistes à leur égard. Déjà au début du XXe siècle, Lénine écrivait qu'*« il est d›usage dans la littérature d›appeler toute guerre conquérante im-*

Massacre de civils à Bucha.

périalistе ». Il a également écrit que *« les guerres impérialistes... étaient également basées sur l›esclavage (la guerre entre Rome et Carthage était une guerre impérialiste des deux côtés), et au Moyen Âge, et à l›ère du capitalisme commercial »*. Le désir de s'emparer de terres étrangères par des moyens militaires a traversé tous les siècles de la société de classe. *« Aussi bien la lutte pour les colonies (pour les 'nouveaux pays') que la lutte pour la 'possession des territoires des pays les plus faibles', tout cela existait avant l'impérialisme. Ce qui est caractéristique de l'impérialisme moderne, c'est autre chose : au début du XXe siècle, tout le territoire était occupé par tel ou tel État, distribué. C'est la seule raison pour laquelle la redistribution de la 'domination sur le monde', sur la base du capitalisme, ne pourrait avoir lieu qu'à travers une guerre mondiale »* (Lénine). Il faut noter que tant dans le cadre des appels à l'histoire (Rome vs Carthage) que dans l'analyse de l'impérialisme contemporain, Lénine, pour appliquer la catégorie de *guerre impérialiste*, utilise l'idée de la nécessité d'au moins deux rivaux, concurrents impérialistes, relativement égaux et puissants. *« Toute guerre où <u>les deux belligérants</u> oppriment des pays ou des peuples étrangers... doit être qualifiée d'impérialiste »* (Lénine[2]).

Instruction militaire aux femmes ukrainiennes.

À son tour, Lénine utilise également la catégorie de *guerre impérialiste* dans plusieurs ouvrages pour décrire ces guerres coloniales dans lesquelles un seul des belligérants est impérialiste. En d'autres termes, il a déjà atteint des caractéristiques de base qui permettent d'identifier le capitalisme à une phase *impérialiste*, comme une étape supérieure et dernière du développement capitaliste, sa limite absolue, à la veille d'une révolution socialiste.

Le deuxième participant à la guerre impérialiste peut aussi être un État faible, dépendant, arriéré et semi-colonial, victime de l'agression impérialiste. Lénine a souligné que la guerre prédatrice du Japon contre la Chine (1894-1895) devrait être considérée comme une guerre impérialiste évidente de l'époque impérialiste moderne, où le Japon a agi comme un État agresseur impérialiste, et la Chine, arriérée, économiquement faible et dépendante, a agi comme une victime d'agression impérialiste. Lénine a également identifié comme des *guerres impérialistes* la Guerre espagnole-américaine de 1898 et la Guerre anglo-boer de 1899-1902.

Bien sûr, la position politique actuelle des marxistes de l'ère Lénine était totalement différente (!) quant aux *guerres impérialistes*, où deux puissances impérialistes concurrentes sont directement impliquées, et ces *guerres impérialistes* où nous avons une seule puissance impérialiste commettant son agression contre un État dépendant non impérialiste.

Il nous serait beaucoup plus facile, approfondi et efficace d'analyser les problèmes des *guerres impérialistes* si nos classiques faisaient une division assez nette dans les définitions. entre les deux types de guerres impérialistes. Par exemple, désigner le premier type, où les intérêts de deux prédateurs impérialistes s'affrontent, comme une *guerre inter-impérialiste* qui diffère de manière plus sérieuse et plus profonde des *guerres impérialistes* agressives habituelles en où participe un impérialisme unique. Mais malheureusement, ce besoin de séparer clairement ces définitions n'a pas été réalisé par les classiques du marxisme, ce qui permet maintenant à de nombreuses forces pseudo-marxistes de manipuler cette terminologie, trompant les travailleurs en référence au développement d'une position politique correcte.

Les marxistes de l'appel léniniste du début du 20ème siècle ont très clairement séparé leurs attitudes envers ces deux types de *guerres impérialistes*. Face à la situation de l'affrontement de deux ou plusieurs prédateurs impérialistes, la Garde bolchevik-léniniste a adopté une position claire et sans équivoque de *défaitisme révolutionnaire*, c'est-à-dire appelant à la défaite de chaque impérialisme participant au massacre. Cette tactique, de l'avis de l'aile léniniste de la gauche de Zimmerwald, contribue plus directement à l'éclatement du processus révolutionnaire mondial.

Léon Trotski, dans son ouvrage *Lénine et la guerre impérialiste,* souligne la question principale et la prémisse méthodologique fondamen-

tale dans la formation de la position marxiste concernant le premier type de guerre impérialiste (inter-impérialiste) *: « la première question qui s'est posée dès le début de des hostilités en août 1914 était de savoir si les socialistes des pays impérialistes devaient assumer la 'défense de la patrie'. »* La réponse de Lénine et Trotski était évidente : dans une situation où les prédateurs impérialistes se feraient face, le seul mot d'ordre correct du marxisme révolutionnaire serait le mot d'ordre de la défaite de tout gouvernement impérialiste qui participe à un tel massacre.

Mais quant aux *guerres impérialistes*, où il n'y a qu'un seul impérialisme attaquant un État dépendant non impérialiste, la position de nos classiques était déjà diamétralement opposée. Traditionnellement, Lénine et Trotski ajoutaient les catégories de *guerre de libération nationale*, *guerre révolutionnaire, guerre démocratique, guerre juste,* à la définition d›une *guerre impérialiste*, ce qui était clairement insuffisant pour une analyse similaire. Et le mot d'ordre fondamental dans une situation similaire était totalement différent : c'était un appel à la défaite de l'impérialisme.

« La défense de la patrie est un mensonge dans une guerre impérialiste, mais ce n'est pas un mensonge dans une guerre démocratique et révolutionnaire. Parler de 'droits' semble ridicule pendant une guerre, car toute guerre met la violence directe et immédiate à la place des droits, mais il ne faut pas oublier pour cette raison qu'il y a eu dans l'histoire (et qu'il y en aura probablement, qu'il y en aura dans le futur) des guerres (guerres démocratiques et révolutionnaires), qui, remplaçant pendant la guerre tout 'droit', toute démocratie par la violence, ont servi dans leur contenu social, dans leurs conséquences, la cause de la démocratie et, par conséquent, du socialisme » (Lénine, notre soulignement).

« Une guerre contre les impérialistes, c'est-à-dire les puissances oppressives, par les opprimés (par exemple, les peuples coloniaux) est une véritable guerre nationale. C'est possible même maintenant. La 'défense de la patrie' par un pays opprimé nationalement contre un oppresseur n'est pas une tromperie, et les socialistes ne sont pas du tout opposés à la 'défense de la patrie' dans une telle guerre » (Lénine).

« Guerre de l'Inde, de la Perse, de la Chine, etc. contre l'Angleterre ou la Russie ? N'irions-nous pas pour l'Inde contre l'Angleterre, etc. ? » (Lénine).

Peut-être que Léon Trotski a formulé ces idées avec la plus grande clarté et profondeur dans son document de 1938, *L'agonie du capitalisme et les*

HALTE AUX PERSÉCUTIONS en Russie

Dès le début de l'invasion décidée par Poutine, il y a eu des manifestations de rejet qui ont été réprimées et suivies de centaines d'arrestations. Avec un État policier et un appareil de propagande écrasant, Poutine fait tout son possible pour empêcher l'émergence d'un mouvement organisé au niveau national derrière la bannière Non à la guerre. La persécution n'a pas cessé, elle est subie par les organisations de gauche, les groupes féministes, les LGBT, les écologistes ; des dirigeants et des militants politiques et syndicaux; des journalistes, personnalités académiques, artistiques, culturels critiques.

Pour ne citer que quelques exemples, en 2020, l'opposant néolibéral Alekséi Navalni a été hospitalisé dans un état grave en raison d'un empoisonnement et est actuellement incarcéré avec une peine de 30 ans. Le sociologue marxiste russe Boris Kagarlitsky a également été arrêté pour « justification du terrorisme ». Bien qu'en 2014-2015 Kagarlitsky ait été un partisan de l'annexion de la Crimée et des opérations militaires russes dans le Donbass, la véritable raison de son emprisonnement est qu'il s'est prononcé publiquement contre l'invasion actuelle et le régime de Poutine.

Le LIS répudie la dictature de Poutine, demande la fin de la répression, la libération de tous les prisonniers politiques, l'annulation des procès falsifiés qui ont conduit à des années d'emprisonnement. Elle soutient les revendications démocratiques et sociales de la classe ouvrière et du peuple russe, les actions de boycott contre l'invasion, la solidarité active avec le peuple ukrainien frère.

tâches de la Quatrième Internationale (Programme de transition de la Quatrième Internationale) : *« La bourgeoisie impérialiste domine le monde. Selon son caractère fondamental, la guerre à venir sera donc une guerre impérialiste. Le contenu principal de la politique du prolétariat international sera donc la lutte contre l'impérialisme et sa guerre. Le principe de base de cette lutte est : 'l'ennemi principal est dans mon propre pays' ou 'la défaite de notre propre gouvernement (impérialiste) est un moindre mal'.*

« *Mais tous les pays du monde ne sont pas impérialistes. Au contraire, la plupart des pays sont victimes de l'impérialisme. Certains pays coloniaux ou semi-coloniaux essaieront sans doute de profiter de la guerre pour secouer le joug de l'esclavage. De son côté, la guerre ne sera pas impérialiste, mais de libération. Ce sera le devoir du prolétariat international d'aider les pays opprimés dans la guerre contre les oppresseurs... La défaite de tout gouvernement impérialiste dans la lutte contre un État ouvrier ou contre un pays colonial est un moindre mal* ».

Biden et Zelensky à Kiev.

En analysant les deux types différents de guerres impérialistes et l'attitude marxiste disparate envers leur analyse, il est plus facile de détecter les mensonges et les falsifications (conscientes ou inconscientes) associées à la formation d'un programme politique pseudo-marxiste. La falsification et la tromperie résident dans le fait que la position du *défaitisme révolutionnaire*, applicable et justifiée pour les guerres inter-impérialistes du premier type, est appliquée aux *guerres impérialistes* du second type.

De nombreux quasi-trotskistes -dont le CI-QI et la TMI[3], le SEP turc, le PO argentin, des sectes similaires- transmettent le récit de l'impérialisme russe et justifient leur agression contre une Ukraine non impérialiste, extrêmement faible et dépendante, tout en se déguisant avec une méthodologie marxiste qui s'applique à un tout autre type (*inter-impérialiste*) de guerres impérialistes.

Est-ce une erreur méthodologique ? Ou est-ce une tromperie délibéré financé par l'impérialisme russe ? La question est encore ouverte. Dans la situation actuelle du 21e siècle, non seulement en Ukraine, mais dans presque toutes les régions du globe où il y a une lutte pour la libération nationale, les intérêts des impérialismes concurrents sont présents. Cependant, leur présence ne justifie pas de renoncer à soutenir le droit des peuples en lutte pour l'indépendance nationale. Seulement que nous devons simultanément exprimer les mots d'ordre de revendication du soutien au droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples ainsi que l'appel à débarrasser ces territoires des intérêts et des influences impérialistes.

Je considère que la contribution la plus significative au débat sur la nature de l'agression impérialiste russe contre l'Ukraine est sans aucun doute l'écrit de notre camarade Alejandro Bodart : *Une contribution sur la guerre et les débats au sein de la gauche. À* mon avis, il a fondamentalement défini les attitudes de la LIS vis-à-vis de l'analyse de la guerre russo-ukrainienne. Alejandro Bodart indique clairement et sans équivoque que la guerre en Ukraine combine deux processus parallèles. D'une part, c'est une juste défense par l'Ukraine de sa souveraineté, et, d'autre part, l'aggravation des frictions inter-impérialistes entre les puissances de l'Otan et les impérialismes russe et chinois, plus jeunes mais non moins agressifs. Le camarade Bodart indique que séparer un processus de l'autre dans l'analyse, ainsi que surestimer un seul processus, conduit évidemment à une mauvaise orientation des forces marxistes et à une mauvaise compréhension de la situation actuelle.

Il y a ceux qui tentent, sur la base de la dépendance économique et militaire de l'Ukraine vis-à-vis des pays du bloc impérialiste de l'Otan, de priver le peuple ukrainien de son droit à l'autodétermination et au libre développement. Cela s'accompagne de fausses déclarations selon lesquelles l'Ukraine n'a pas ses propres droits, intérêts et sa propre subjectivité. Ils essaient de faire remarquer que ce n'est pas le peuple ukrainien qui est face à face avec un terrible agresseur sur le champ de bataille, mais c'est le bloc impérialiste de l'Otan qui lutte contre l'impérialisme russe. Mais il est bien

évident que le bloc de l'Otan n'a pas l'intention d'entrer directement dans cette guerre. Il préfère limiter sa participation à la fourniture d'armes à l'Ukraine, ce qui ne suffit pas à libérer les territoires ukrainiens occupés par l'agresseur.

En ce sens, l'approche de l'aile léniniste de la Gauche de Zimmerwald du modèle de 1915 par rapport à la Serbie et sa lutte de libération nationale contre l'Empire austro-hongrois sera très révélatrice pour notre analyse. Dans son ouvrage *L'effondrement de la Deuxième Internationale*, Lénine notait notamment : *« l'élément national dans la guerre actuelle n'est représenté que par la guerre serbe contre l'Autriche... Ce n'est qu'en Serbie et parmi les Serbes que nous avons un mouvement de libération nationale avec une longue histoire impliquant des millions de masses, dont la 'continuation' est la guerre de la Serbie contre l'Autriche... Si cette guerre était isolée, c'est-à- dire pas lié à une guerre européenne générale, avec des objectifs corrompus et prédateurs de l'Angleterre, de la Russie, etc., alors tous les socialistes seraient obligés de souhaiter le succès de la bourgeoisie serbe : c'est la seule conclusion correcte et absolument nécessaire de l'élément national au sein de la guerre actuelle* ».

Comme on peut le voir, Lénine ne soutient pas la lutte de libération nationale des Serbes seulement (!) parce que la guerre inter-impérialiste des principaux impérialistes mondiaux fait déjà rage et en elle la Serbie fait partie intégrante du bloc impérialiste de l'Entente (Angleterre, France, Italie, Russie, USA). Il ne s'agit pas de la fourniture d'armes des pays de l'Entente à la Serbie : il s'agit du fait que tous les pays de l'Entente combattent directement sur le théâtre d'opérations européen et que le front serbe contre l'Autriche-Hongrie n'est qu'un des fronts de la guerre inter-impérialiste.

« Je considère qu'il est théoriquement erroné et pratiquement nuisible de ne pas distinguer les types de guerres. Nous ne pouvons pas être contre les guerres de libération nationale. Vous prenez un exemple : la Serbie. Mais si les Serbes étaient seuls contre l'Autriche, ne serions-nous pas pour les Serbes ? », écrivait Lénine dans le même 1915. Comme nous pouvons le voir, l›aspect clé dans la formation de sa position politique est une fois de plus le fait de l›implication de la Serbie dans le front unique du côté du bloc impérialiste de l›Entente.

Le club des partisans de l'impérialisme russe ne parviendra pas à faire passer la résistance héroïque du peuple ukrainien et de son armée à l'agres-

Internationalisme CONTRE LA RÉPRESSION de Loukachenko

Piquet à la Porte de Brandebourg.

Après les mobilisations massives de 2020, le président biélorusse Alexandre Loukachenko a déployé une persécution systématique avec la fermeture des médias, des arrestations, des condamnations basées sur de fausses accusations. Le KGB (Agence de sécurité de l'État) est le pilier répressif d'un régime aux traits staliniens. L'invasion russe de l'Ukraine a déclenché des manifestations qui ont été punies pour montrer leur soumission à Poutine et pour empêcher le développement du mouvement anti-guerre.

Malgré cela, les cheminots ont saboté le transfert de matériel militaire russe par train et le Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BKDP) s'est prononcé contre l'invasion et la présence de troupes russes dans le pays, pour lesquelles il a été persécuté. Au cours des deux dernières années, plus de 700 organisations ont été liquidées, dont le Syndicat indépendant biélorusse (BNP). Il n'y a pas de réconciliation avec la dictature et l'activité se poursuit depuis la clandestinité ou l'exil.

La LIS est solidaire des camarades biélorusses et de tous ceux qui sont persécutés. C'est pourquoi elle a soutenu la campagne « L'activité syndicale n'est pas de l'extrémisme » initiée par l'association Salidarnast, qui regroupe des militants syndicaux exilés en Allemagne. Parmi les activités menées, la participation à l'agitation d'information menée devant la porte de Brandebourg à Berlin, la collecte et la remise de signatures pour la liberté des prisonniers politiques et les actions devant les représentations diplomatiques biélorusses dans différents pays se distinguent.

Pétition unitaire à Barcelone.

sion impérialiste russe pour une guerre de l'Otan contre la Russie. Comme je l'ai déjà souligné, le fait qu'il y ait une guerre impérialiste ne définit en rien son caractère impérialiste pour tous ses participants. Même dans le massacre mondial ignoble et cupide de 1914, il y avait des peuples pour qui la participation à la guerre était associée à l'autodétermination et à la libération nationale.

La guerre russo-ukrainienne actuelle peut-elle changer de caractère et se transformer d'une guerre de libération nationale du peuple ukrainien en une partie en une guerre inter-impérialiste globale et dans quelles conditions ? Alejandro Bodart donne une réponse claire à cette question : *« et si l'un des pays impérialistes de l'Otan, pour quelque raison que ce soit, déclarait la guerre à la Russie, tout le conflit changerait de caractère... Dans ce cas, nous entrerions dans un conflit armé impérialiste et nous devrions corréler notre politique et notre orientation avec un nouvel contexte ».*

Des milliers de personnes tentent de quitter Lviv pour se réfugier.

Si l'on voit les prémisses d'une évolution de la situation dans ce sens ? Pas encore. Doit-on toujours se préparer à une telle éventuelle transformation de la situation ? Évidemment oui.

INTÉRÊTS IMPÉRIALISTES ET « PACIFISME »

Apparaissent de nombreuses organisations qui se revendiquent *pacifistes*, dont les « voix pour la paix », par une étrange coïncidence, grandissent lorsque la situation de l'armée russe s'aggrave. Actuellement, le régime de Poutine fait tout son possible pour transformer la guerre en un *conflit gelé* et conserver les territoires ukrainiens occupés. Pour cela, toutes les ressources et tous les agents d'influence russes ont été activés.

Pour en revenir à l'histoire, depuis les années 60, aux États-Unis et en Europe occidentale, le *pacifisme* est associé au mouvement de jeunesse progressiste anti-impérialiste contre la guerre, qui à bien des égards a joué un rôle vraiment positif contre la honteuse agression américaine contre le Vietnam. Cette connotation historiquement positive du *pacifisme* jouera-t-elle désormais un rôle pour soutenir et justifier une autre agression impérialiste ? Voyons comment et dans quelles conditions s'est formée l'attitude marxiste à l'égard *du pacifisme*.

Le *pacifisme* est l'idéologie de la résistance à la violence en vue de sa disparition. Au milieu du XIXe siècle, les idées de libre-échange ont gagné en popularité parmi la bourgeoisie d'Europe et d'Amérique. Les personnes qui ont raisonnablement lié leur *pacifisme* aux intérêts économiques des secteurs clés de la bourgeoisie ont eu une carrière politique et sociale rapide. L'économiste bourgeois Frédéric Bastiat, qui considérait les guerres comme un obstacle malheureux au développement du commerce international, est passé au premier rang des « combattants de la paix ». Ses idées ont gagné la sympathie de l'élite et il a été élu au parlement français. Durant la seconde moitié du XIXe siècle et jusqu'en 1914, les idées de *pacifisme* et *de paix éternelle* dominent les milieux bourgeois européens et américains. Le capitalisme a développé les forces productives et des segments clés de la classe capitaliste considéraient toute guerre comme un obstacle inutile et préjudiciable au développement du marché mondial et à la réalisation de super-profits dans le commerce international. Ces illusions pénétrèrent si fermement dans la tête des représentants des classes dirigeantes que, volontairement ou involontairement, elles commencèrent à se répandre au sein du mouvement socialiste naissant.

Cependant, de l'émergence au développement, le courant marxiste révolutionnaire était bien conscient que derrière la rhétorique populaire de la *paix éternelle* et du *pacifisme* se cachait la nature de classe du capitalisme à son apogée. La transition du capitalisme européen et américain vers sa phase impérialiste et le début de la lutte impérialiste pour la redistribution des marchés ont considérablement réduit la popularité des slogans pacifistes parmi les secteurs clés de la classe capitaliste déjà orientés vers le militarisme et la rhétorique chauvine d'une future guerre mondiale impérialiste. Les slogans du *pacifisme* ont souvent été adoptés volontairement par les

dirigeants réformistes de la Deuxième Internationale, qui les ont utilisés pour tromper les ouvriers et les détourner des tâches fondamentales de destruction révolutionnaire du système capitaliste.

L'aile révolutionnaire des marxistes a lutté contre *le pacifisme* bourgeois et réformiste, qui a fleuri avec une vigueur renouvelée avec le déclenchement de la première guerre impérialiste mondiale. *« Une façon de tromper la classe ouvrière est* le *pacifisme et la prédication abstraite de la paix. Sous le capitalisme, et surtout dans sa phase impérialiste, les guerres sont inévitables »,* écrivait Lénine dans son célèbre ouvrage de 1914 *Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne.*

Le mot d'ordre de Lénine de 1917 sur la nécessité d'une *« paix sans annexions ni compensations »* n'a rien à voir avec le pacifisme bourgeois ou réformiste et n'est qu'une exigence transitoire urgente, dialectiquement associée au déroulement du processus révolutionnaire mondial, non seulement sur le territoire de l'Empire russe, mais en Europe et en Asie. *« Ce n'est pas celui qui travaille vraiment au profit du monde démocratique qui répète les vœux généraux, silencieux, intransigeants du pacifisme, mais celui qui démasque le caractère impérialiste de cette guerre et de la paix impérialiste qui se prépare, qui appelle les peuples à la révolution contre les gouvernements criminels »* (Lénine).

Léon Trotski a soutenu l'attitude critique de Lénine envers le *pacifisme*. Dans son ouvrage *Le pacifisme au service de l'impérialisme,* il écrit : *« Théoriquement et politiquement, le pacifisme se situe sur le même terrain que la doctrine de l›harmonie des intérêts sociaux ».* Dans son ouvrage de 1926, *Une fois de plus sur le pacifisme et la révolution (Réponse à Bertrand Russell),* Trotski, dans une polémique avec les socialistes réformistes britanniques qui nourrissaient des illusions considérables dans le pacifisme, note que *« le pacifisme n'offense que dans une mesure minime à la machine militaire de la classe dirigeante »*.

Dans son ouvrage *Lénine et la guerre impérialiste,* Trotski, s'appuyant sur les idées de Lénine, met l'accent sur le problème de l'attitude du marxisme révolutionnaire face aux différents phénomènes *pacifistes : « La lutte contre les illusions apaisantes et relaxantes du pacifisme est un élément essentiel de la doctrine de Lénine. Avec une aversion particulière, il rejette la revendication du 'désarmement' comme manifestement utopique sous le capitalisme et capable de détourner la pensée ouvrière de la nécessité de ses propres armements... Une classe opprimée ne faisant aucun effort pour apprendre à se servir des armes, à avoir des armes, une telle classe ne mériterait que d'être traitée en esclaves* ». Et plus loin : *« Notre mot d›ordre doit être : d'armer le prolétariat pour vaincre, d'exproprier et de désarmer la bourgeoisie... Ce n›est qu›après que le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie qu›il pourra, sans changer sa tâche historique mondiale, défaire et mettre au rebut toutes les armes... »*

Depuis le XXIe siècle, le *pacifisme* continue de jouer un rôle instrumental au service de certains intérêts sociaux et de classe. Malheureusement, de nos jours principalement de la classe impérialiste. L'aventure vietnamienne de Nixon a trouvé le soutien d'une certaine section influente de la bourgeoisie militaro-industrielle américaine, mais des sections importantes de la même bourgeoisie n'étaient pas intéressées par la guerre. Sans parler de la bourgeoisie d'Europe occidentale. Ses intérêts coïncident conjoncturellement avec la mobilisation anti-guerre de la jeunesse des États-Unis, d'Europe occidentale et d'une partie importante de la classe ouvrière. À la fin des années 60, le *pacifisme* jouait un rôle objectif, mais il était purement subalterne et instrumental. Quel rôle social *le pacifisme peut-il* jouer en 2023, s'il a été dès le début ordonné, organisé et soutenu financièrement par l'impérialisme russe agressif ?

Dans l'espace post-soviétique, une expression associée au soi-disant *paradoxe de Hegel* est en vogue : *« l›histoire nous apprend qu›elle ne nous apprend rien ».* Nous n'acceptons pas cette thèse qui nous pousse à abandonner la méthode d'analyse marxiste. L'histoire de la lutte des classes nous a beaucoup appris et continuera à le faire. L'impérialisme conserve sa nature anti-humaine, dont les conséquences sont de plus en plus catastrophiques pour l'existence de l'humanité. Telles sont les raisons pour lesquelles nous ne pouvons pas renoncer à analyser les impérialismes contemporains et nous devons développer un programme socialiste utile à la lutte anti-impérialiste.

1. Défense du travail, en ukrainien.
2. Tous les soulignements sont de l'auteur.
3. Comité international de la Quatrième Internationale et Tendance marxiste internationale (ICFI et IMT sont leurs acronymes en anglais).

LA POLITIQUE des révolutionnaires

PAR PABLO VASCO

Pour élaborer sa ligne d'action, le socialisme révolutionnaire utilise une méthode scientifique : il analyse une situation donnée, la caractérise et émet des hypothèses sur sa dynamique, et sur la base de celles-ci définit la politique à suivre. Dans ce monde de plus en plus agité et polarisé, pour construire une politique révolutionnaire face aux guerres, la première chose à faire est de caractériser les États et les groupes en conflit. Tous les pays ne jouent pas le même rôle sur la scène mondiale, donc toutes les guerres ne se ressemblent pas, et ces différences conditionnent notre politique.

Aujourd'hui, deux concurrents se disputent l'hégémonie impérialiste : les États-Unis, qui, après la chute de leur partenaire stalinien, ont dû s'attaquer à tous les conflits globaux et battent en retraite, et la Chine, dont l'ingérence mondiale progresse à tous les niveaux. S'ils entrent en guerre, ce que nous ne croyons pas être une éventualité immédiate mais dont le risque s'accroît, il y aura des alignements. L'impérialisme européen, les partis bourgeois, la social-démocratie et les secteurs néo-réformistes soutiendront les États-Unis et l'Otan pour défendre les « valeurs de la démocratie » contre le « totalitarisme oriental » ou toute autre hypocrisie similaire. Et des pays comme la Russie et l'Iran, des sections du stalinisme et du nationalisme bourgeois semi-colonial s'aligneront sur la Chine parce qu'ils la considèrent comme *progressive* ou comme un *moindre mal* face aux États-Unis.

Comme nous l'avons expliqué plus avant dans ce numéro, croire que la Chine est un *moindre mal* est déconnecté de la réalité. Si les États-Unis restent la plus grande puissance impérialiste, la Chine ne joue pas non plus un rôle positif, mais cherche à remplacer l'hégémonie américaine par la sienne. Il n'y a pas de multilatéralisme pro-

gressiste. Si, au sein des masses chinoises, toutes les illusions sur la « démocratie » et la « liberté » occidentales doivent être dissipées, en Occident, le danger de la domination chinoise doit être dénoncé.

LE DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE

En cas d'affrontement militaire mondial pour l'hégémonie impérialiste entre les blocs commandés par les États-Unis et la Chine, la seule politique révolutionnaire serait de promouvoir le *défaitisme révolutionnaire* dans chacun des pays en conflit, en appelant les travailleurs à ne pas tomber dans le piège du chauvinisme que toutes les directions bourgeoises, réformistes et bureaucratiques encouragent pour défendre leurs privilèges et la domination des bandits impérialistes.

Une guerre entre les États-Unis et la Chine aurait le même caractère rapace essentiel que la première et la deuxième guerre mondiale. Elle entraînerait au minimum un carnage qui conduirait à la mort de millions de travailleurs, de jeunes et de populations civiles. Avec la circonstance aggravante que la puissance militaire et nucléaire d'aujourd'hui est bien supérieure à celle d'il y a 80 ans, elle ferait courir à l'humanité et à la planète le risque d'une catastrophe, voire d'une extinction. C'est pourquoi, si la situation évolue vers une confrontation mondiale, la politique révolutionnaire doit être le *défaitisme aux deux cotés* et l'appel à transformer la guerre en révolution contre les gouvernements qui mènent l'humanité à la barbarie, en posant comme seule issue la nécessité de s'organiser pour lutter pour le socialisme à l'échelle mondiale.

De même que la consolidation des États-Unis en tant qu'impérialisme dominant depuis la Seconde Guerre mondiale n'a rien apporté de positif à l'humanité, il en irait de même du triomphe de la Chine, qui suivrait la même voie que les États-Unis, s'affirmant comme un gendarme mondial pour garantir la survie d'un système capitaliste de plus en plus décadent, prédateur et autoritaire, qui exploite les travailleurs et les peuples.

Cette politique *défaitiste* doit être étendue à tous les pays qui s'alignent sur chaque camp : les membres de l'Otan, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie -via le traité militaire AUKUS- avec les États-Unis, et la Russie, la Corée du Nord, l'Iran, la Turquie, le Venezuela et d'autres alliés possibles de la Chine.

L'IMPORTANCE DU DROIT À L'AUTODÉTERMINATION NATIONALE

Quelle que soit la dynamique des événements, nous ne sommes pas encore au cœur d'une confrontation mondiale ouverte. C'est pourquoi notre orientation et notre politique ne peuvent pas être les mêmes que si nous étions déjà dans une troisième guerre mondiale, comme le proclament malheureusement plusieurs secteurs réformistes de la gauche.

Ce qui existe aujourd'hui, ce sont des frictions inter-impérialistes croissantes et, en même temps, divers conflits régionaux, parmi lesquels la guerre entre la Russie et l'Ukraine se distingue. Et nous ne pouvons pas exclure que, dans un avenir proche, de tels conflits se développent sous d'autres latitudes, par exemple à Taïwan ou au Niger et en Afrique du Nord. Cela nous oblige à préciser la politique sans tomber dans l'unilatéralisme ni céder aux pressions de l'une des parties impérialistes en conflit.

L'invasion russe de l'Ukraine nous oblige à combiner la défense du droit à l'autodétermination du peuple ukrainien avec la dénonciation de l'envahisseur et de l'utilisation du conflit par les États-Unis et l'Otan. Malheureusement, peu d'organisations parviennent à passer le test de manière révolutionnaire face à ce conflit. Certaines à cause de leur alignement ouvert sur tel ou tel camp impérialiste, d'autres à cause de la confusion théorique et de la faiblesse idéologique.

Comme le soulignait Lénine à propos de la guerre mondiale : *« Dans la guerre actuelle, les états-majors généraux s'attachent minutieusement à tirer profit de chaque mouvement national ou révolutionnaire qui éclate dans le camp adverse : les allemands, du soulèvement irlandais ; les Français, du mouvement des Tchèques, etc. Et, de leur point de vue, ils ont parfaitement raison. On ne peut se comporter*

sérieusement à l'égard d'une guerre sérieuse si l'on ne profite pas de la moindre faiblesse de l'ennemi, si l'on ne se saisit pas de la moindre chance, d'autant plus que l'on ne peut savoir à l'avance à quel moment précis et avec quelle force précise 'sautera' ici ou là tel ou tel dépôt de poudre. Nous serions de piètres révolutionnaires, si, dans la grande guerre libératrice du prolétariat pour le socialisme, nous ne savions pas tirer profit de tout mouvement populaire dirigé contre tel ou tel fléau de l'impérialisme, afin d'aggraver et d'approfondir la crise »[1].

Si un impérialisme utilise le droit d'un peuple à l'autodétermination et à la libération nationale à son avantage, personne ne doit être confus. L'intérêt propre de l'Otan à soutenir l'Ukraine contre la Russie n'oblige pas les révolutionnaires à abandonner et à sacrifier le peuple ukrainien. Comme le disait Lénine : *« Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre 'grande' puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie [c'est-à-dire les révolutionnaires] à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes… »*[2]

Avant la Seconde Guerre mondiale, Trotski a placé les défis de cette manière : *« La lutte de classe et la guerre sont des phénomènes internationaux qui ne peuvent se résoudre qu'internationalement. Chaque lutte n'admettant que deux camps (bloc contre bloc) et la mêlée impérialiste se mélangeant à la guerre des classes (impérialisme mondial contre prolétariat mondial), il se crée des situations multiples et complexes… Le prolétariat de tous les pays, seule classe internationalement solidaire et, aussi pour cette raison la seule progressive, se trouve de cette manière en temps de guerre, surtout pendant la nouvelle guerre mondiale, dans la situation complexe de devoir combiner le défaitisme envers sa propre bourgeoisie et le soutien de guerres progressives »*[3].

La guerre en Europe de l'Est a trois acteurs. L'Ukraine est un pays semi-dépendant ou semi-colonial. La question de savoir si la Russie est *impérialiste* ou *sous-impérialiste*, c'est-à-dire un *impérialisme régional*, peut être débattue. Mais même si elle n'est considérée que comme un *impérialisme militaire*, tel que la Fraction trotskiste, l'organisation internationale à laquelle appartient le parti Révolution permanente (RP) le sous-estime pour justifier sa capitulation, la Russie est une grande puissance. Le troisième acteur, l'Otan, dont l'ingérence est croissante, est l'alliance militaire impérialiste dirigée par les États-Unis.

Et bien, cette guerre combine deux aspects : la Russie, une grande puissance, qui envahit une semi-colonie comme l'Ukraine, qui se défend, et l'intervention impérialiste des États-Unis -jusqu'à présent avec des armes et de la logistique, mais pas encore avec des troupes- pour affaiblir la Russie et encercler la Chine, son grand concurrent. La politique révolutionnaire doit répondre de manière intégrale à ce double caractère : une confrontation inter-impérialiste et en même temps une juste guerre de souveraineté nationale contre l'envahisseur. Il est erroné d'omettre ou de sous-estimer l'un ou l'autre aspect.

- Ainsi, par exemple, les courants néo-réformistes comme Podemos dans l'État espagnol, qui au nom du « pacifisme » mettent les deux camps sur un pied d'égalité, se trompent. Un an après l'invasion, Podemos, le président argentin Fernández, son homologue colombien Petro, le français Mélenchon et le britannique Corbyn ont appelé à *« une négociation pour une solution pacifique »*[4], une position fonctionnelle à Poutine et similaire à celle du campisme stalinien.

- De leur côté, des secteurs du trotskisme tels que le Secrétariat unifié (SU), mais aussi la LIT et l'UIT donnent la priorité à l'aspect de l'autodétermination ukrainienne et tombent dans une sorte d'étapisme qui minimise la lutte politique actuelle contre l'impérialisme occidental et son allié Zelensky.

- Dans une erreur opposée, la Fraction trotskiste du parti français RP met en avant un *défaitisme bilatéral*. En la définissant comme une *guerre par procuration*[5], c'est-à-dire au nom de l'Otan, elle attribue aux troupes et au peuple ukrainiens le même rôle négatif que l'envahisseur et finit par agir en faveur de l'impérialisme russe.

Selon la FT, *« l'élément de l'autodétermination nationale passe de plus en plus au second plan dans la détermination de notre politique car il est subordonné à la confrontation militaire entre les puissances »*[6]. Mais dans sa politique concrète, cette « seconde place » disparaît complètement, puisqu'elle appelle à *« la formation d'un pôle contre la guerre en Ukraine, qui mettrait en avant l'unité internationale de la classe ouvrière avec une politique indépendante, pour le retrait des troupes russes, contre l'Otan et l'armement impérialiste, pour une Ukraine ouvrière et socialiste, dans la perspective des États unis socialistes d'Europe »*. Même

si on parle du *« retrait des troupes russes »*, le fait de proposer en Ukraine *« un pôle contre la guerre »* revient en fait à œuvrer pour la victoire de Poutine, car ceux qui se battent pour chasser les envahisseurs russes sont les troupes ukrainiennes. La FT avait déjà célébré, il y a plusieurs mois, un boycott portuaire en Italie des livraisons d'armes à l'Ukraine. Dans les pays de l'Otan, il est logique de ne pas demander plus d'armes, car cela renforce leur bourgeoisie impérialiste, mais boycotter une livraison à l'Ukraine -comme le font les campistes- revient à désarmer le pays envahi.

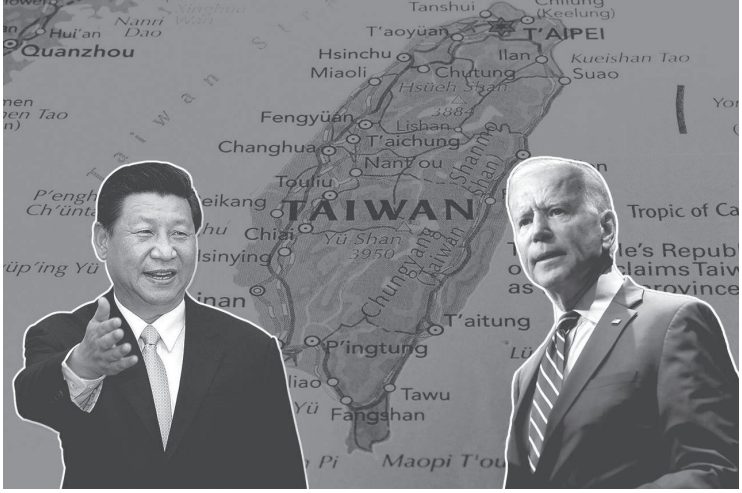
« APPRENEZ À PENSER »...

C'est ainsi que Trotski a titré un texte en débat contre une position similaire à celle de la FT : *« Admettons que dans une colonie française, l'Algérie, surgisse demain un soulèvement sous le drapeau de l'indépendance nationale et que le gouvernement italien, poussé par ses intérêts impérialistes, se dispose à envoyer des armes aux rebelles. Quelle devrait être en ce cas l'attitude des ouvriers italiens ? Je prends intentionnellement l'exemple d'un soulèvement contre un impérialisme démocratique et d'une intervention en faveur des rebelles de la part d'un impérialisme fasciste. Les ouvriers italiens doivent-ils s'opposer à l'envoi de bateaux chargés d'armes pour les algériens ? Que quelque ultra-gauche ose répondre affirmativement à cette question ! Tout révolutionnaire, en commun avec les ouvriers italiens et les rebelles algériens, rejetterait avec indignation une telle réponse. Si même se déroulait alors dans l'Italie fasciste une grève générale des marins, en ce cas, les grévistes devraient faire une exception en faveur des navires qui vont apporter une aide aux esclaves coloniaux en rébellion ; sinon ils seraient de pitoyables trade-unionistes, et non des révolutionnaires prolétariens.*

« Parallèlement à cela, les marins français même s'ils n'avaient aucune grève à l'ordre du jour, auraient l'obligation de faire tous leurs efforts pour empêcher l'envoi d'armes contre les rebelles. Seule une telle politique des ouvriers italiens et français serait une politique d'internationalisme prolétarien.

« Cependant, cela ne signifie-t-il pas que les ouvriers italiens adoucissent dans le cas présent leur lutte contre le régime fasciste ? Pas au moindre degré. Le fascisme ne peut apporter une 'aide' aux algériens que pour affaiblir son ennemi, la France, et faire ensuite main basse sur sa colonie. Les ouvriers révolutionnaires italiens ne l'oublieront pas un seul instant. Ils appelleront les algériens à ne pas faire confiance à leur 'allié' perfide et en même temps eux-mêmes poursuivront leur lutte intransigeante contre le fascisme, 'principal ennemi à l'intérieur de leur propre pays'. C'est seulement ainsi qu'ils peuvent faire que les rebelles aient confiance en eux, aider la rébellion elle-même et renforcer leurs propres positions révolutionnaires »[7].

Trotski a défendu la même position face à une guerre entre armées régulières. En 1935-1936, une guerre a opposé l'armée de l'Italie impérialiste dirigée par Mussolini aux troupes éthiopiennes commandées par le *négus* semi-féodal Hailé Sélassié, ravitaillées par l'Allemagne nazie. Réfutant le pacifisme du parti centriste britannique Parti travailliste indépendant, qui parlait de « deux dictateurs rivaux », Trotski a été clair : *« Si Mussolini l'emporte, cela signifiera le renforcement du fascisme, la consolidation de l'impérialisme et le découragement des peuples coloniaux en Afrique et ailleurs. La victoire du Négus, en revanche, constituerait un coup terrible pour l'impérialisme dans son ensemble et donnerait un élan puissant aux forces rebelles des peuples opprimés.*



Il faut vraiment être complètement aveugle pour ne pas le voir »[8].

Le fait que l'Ukraine ne soit pas une colonie mais une semi-colonie, et que son gouvernement bourgeois soit soutenu par l'Otan, ne nie pas le droit élémentaire de cette nation à faire face à l'invasion impériale russe.

En 1937, une guerre a éclaté entre le Japon impérial et la Chine semi-coloniale, dirigée par le nationaliste bourgeois et ennemi de la révolution ouvrière et paysanne Chiang Kaishek, soutenu par la Grande-Bretagne et les États-Unis. Critiquant certains ultra-gauchistes qui prônent le défaitisme révolutionnaire, Trotski défend la même ligne que face à la guerre italo-éthiopienne : *« Mais le Japon et la Chine ne sont pas sur le même plan historique. La victoire du Japon va signifier l'asservissement de la Chine, la fin de son développement économique et social, et le renforcement terrible de l'impérialisme japonais. La victoire de la Chine va signifier, au contraire, la révolution sociale au Japon et le libre développement, c'est-à-dire sans être gêné par l'oppression extérieure, de la lutte des classes en Chine.*

« Mais Tchang Kaï-chek peut-il assurer la victoire ? Je ne le crois pas. C'est lui, cependant, qui a commencé la guerre et qui aujourd'hui la dirige. Pour être en mesure de le remplacer, il est nécessaire d'acquérir une influence décisive au sein du prolétariat et dans l'armée, et pour ce faire il est nécessaire de ne pas rester en suspension dans l'air, mais de se placer dans le milieu de la lutte. Nous devons gagner influence et prestige dans la lutte armée contre l'invasion étrangère et dans la lutte politique contre les faiblesses, les lacunes et les trahison internes »[9].

Trotski n'était pas défaitiste à l'égard du pays arriéré attaqué : quel que soit son type de gouvernement et les manœuvres des autres puissances, il défendait sa victoire sur l'agresseur impérialiste. Il ne confondait pas *type de gouvernement* et *type de pays*, ni *soutien militaire* et *soutien politique*, comme le font aujourd'hui certains « suspendus en l'air ». Quant à ce qui se passerait si l'Ukraine gagnait la guerre, non seulement son peuple travailleur serait renforcé pour affronter son gouvernement, mais aussi la classe ouvrière décisive et les peuples de Russie, de Biélorussie, du Kazakhstan et des autres nations opprimées de la région dans leur lutte contre Poutine, Loukachenko et les autres dictateurs capitalistes.

C'est pourquoi nous réaffirmons le programme intégral principiste, révolutionnaire, internationaliste, que la LIS et notre Ligue socialiste ukrainienne ont mis en avant depuis le début de la guerre : retrait des troupes russes ; soutien à la résistance ukrainienne ; retrait de l'Otan de l'Europe de l'Est et pour sa dissolution ; libre autodétermination de la Crimée, de Donetsk et de Lougansk sans troupes russes ; et dénonciation de Zelensky et de ses mesures anti-ouvrières, avec indépendance politique de classe par rapport à son gouvernement capitaliste et pro-impérialiste.

Cette politique s'inscrit dans la lutte globale contre les gouvernements capitalistes et leurs plans d'ajustement et de pillage, en encourageant les luttes et la construction de partis révolutionnaires visant à prendre le pouvoir et à avancer vers un monde socialiste, sans frontières, sans exploitation ni oppression.

---

1. Lénine, V. (1916). Bilan d'une discussion sur le droit des nations *à disposer d'elles-mêmes*. Site: https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/19160700k.htm
2. Lénine, V. (1916). *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*. Site: https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/01/19160100.htm
3. Pour citer Léon Trotski; Klement, R. (1937). *Les tâches du prolétariat pendant la guerre*. Site: https://www.marxists.org/francais/4int/prewar/1937/klement.htm
4. Site: https://podemos.info/wp-content/uploads/2023/02/Declaracion-por-la-Paz_firmas.pdf
5. On parle également de *guerre proxy* ou *par procuration*.
6. https://www.laizquierdadiario.com/La-reactualizacion-de-la-epoca-de-crisis-guerras-y-revoluciones-y-las-perspectivas-para-una-izquierda-revolucionaria-internacionalista
7. Trotski, L. (1938). *Il faut apprendre à penser*. Site: https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1938/05/lt19380520.htm
8. Trotski, L. (1936). *À propos des dictateurs et des sommets d'Oslo*. Site: https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1936/04/lt19360422.htm
9. Trotski, L. (1937). *Lettre à Diego Rivera, sur la guerre sino-japonaise*. Site: https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/09/lt_23091937.htm

LES LIMITES du PSOL et LA CONSTRUCTION du parti révolutionnaire

PAR VERÓNICA O'KELLY ET DOUGLAS DINIZ, DE LA DIRECTION NATIONALE DE RÉVOLUTION SOCIALISTE - BRÉSIL

Au Brésil, le Front large dirigé par Lula (PT) et Alckmin (PSB) gouverne en alliance avec les partis bourgeois. Nous n'avons aucune confiance dans ce gouvernement, la gauche indépendante doit être dans l'opposition. Dans le même temps, le PSOL est confronté à un processus de liquidation qui progresse et se consolide, posant un grand défi à la gauche révolutionnaire. Nous présentons notre point de vue sur les débats en cours.

SANS UNE GAUCHE RADICALE, L'EXTRÊME DROITE NE PEUT ÊTRE VAINCUE

La défaite électorale de Bolsonaro en 2022 représente une victoire populaire, mais contradictoire. Une défaite par voie électorale, et non par des mobilisations, la rend moins accablante pour mettre fin à l'extrême droite et à son projet contre les travailleurs et les pauvres.

Après les six premiers mois du gouvernement de Lula, il a été démontré qu'il n'a pas réussi à consolider la défaite électorale et, par conséquent, avec son programme d'ajustements capitalistes, il revitalise l'extrême droite et Bolsonaro lui-même, avec un niveau élevé de soutien parmi les masses. Bien qu'il ait été jugé inéligible par la Justice électorale pour une période de huit ans, il reste impuni pour la multitude de crimes commis au cours de son mandat. Cette impunité est garantie par le gouvernement de conciliation de classe Lula-Alckmin.

Sans une alternative politique de gauche radicale, l'extrême droite ne sera pas vaincue. Les masses, face aux gouvernements progressistes qui appliquent l'agenda du capital, du démantèlement des droits et des acquis, font leur expérience et rompent rapidement avec ces gouvernements, ce qui permet la croissance de l'extrême droite. Seule la gauche socialiste dispose d'un véritable projet alternatif et d'une issue en faveur de celles et de ceux qui travaillent. Tant qu'elle ne surmontera pas sa dispersion et ne deviendra pas un outil pour les masses, le cercle des gouvernements bourgeois du centre, de la droite et de l'extrême droite se poursuivra.

LE PROCESSUS DE LIQUIDATION DU PSOL PROGRESSE

Le PSOL, à sa fondation, s'est proposé d'être le dépassement du PT et de son projet de conciliation de classe, lorsque ce dernier a abandonné son programme historique pour s'adapter au régime et administrer l'État bourgeois. Ce projet fondateur a été promu par les courants de la gauche lutte de classe, majoritaires dans le parti naissant. Au fil du temps, de plus en plus de secteurs du PT ont quitté le parti et rejoint le PSOL, des courants centristes et réformistes qui ont produit un changement qualitatif dans sa composition et sa politique. Cela a renforcé un projet de *refondation* qui cherchait à liquider l'indépendance politique et le programme fondateur. Aujourd'hui, nous assistons à une consolidation

de ce processus, qui vise à assimiler le parti au régime bourgeois.

La *refondation* est un projet de la direction majoritaire, du Camp PSOL populaire (Printemps socialiste et Révolution solidaire) et malheureusement soutenu par le Camp Semente (Résistance, Insurgence et Subverta, courants de l'internationale mandéliste) qui forment le bloc « PSOL de toutes les luttes ». Cette direction entraîne le PSOL sur la même voie que le PT.

- Elle est responsable de l'absence de candidature propre du parti aux dernières présidentielles de 2022, s'abstenant de participer à la dispute politique électorale avec son propre programme.
- Elle est responsable du devenir du parti en une base de soutien au gouvernement Lula-Alckmin, acceptant que Sônia Guajajara, une référence du parti, soit ministre, et que le député fédéral, Pastor Henrique Vieira, soit le chef adjoint du gouvernement à la Chambre des députés.
- Elle est également responsable de la formation de la Fédération avec un parti du capitalisme vert, le Rede Sustentabilidade, un grand recul dans l'indépendance de classe du PSOL et malheureusement avec le soutien du MES.

La période après le 8ème Congrès national du parti définira l'avenir du PSOL : soit il approfondit le processus d'adaptation et d'assimilation au régime, soit il reprend le projet fondateur, en reprenant l'indépendance de classe comme une condition nécessaire à sa continuité.

POURQUOI FAUT-IL ENCORE ÊTRE DANS LE PSOL ?

Il est vrai que les contradictions sont nombreuses et qu'elles se sont accentuées ces dernières années. En cela, nous sommes d'accord avec les camarades qui se sont désaffiliés ces derniers temps. Mais nous pensons que c'est une erreur d'abandonner la lutte sur le projet politique qui a réussi à regrouper la gauche socialiste. Au sein du PSOL, il existe encore une avant-garde qui peut être gagnée pour le projet de la révolution et non pas grossir les rangs de la conciliation de classe.

Malheureusement, la gauche brésilienne est également très dispersée et tant les erreurs opportunistes et centristes comme les autoproclamées et sectaires ont rendu impossible le renforcement de la gauche socialiste au sein du PSOL ou l'émergence de quelque chose de nouveau en dehors. Il ne s'agit pas d'un débat mineur. Il n'est pas juste de s'isoler des processus d'organisation et de réorganisation ; les beaux discours, sans impact sur les masses et leurs processus de lutte, ne servent à rien. En même temps, nous devons aussi nous éloigner du parlementarisme opportuniste, l'un des visages de l'adaptation réformiste au système.

Bien que le gouvernement Lula-Alckmin tente de convaincre que la démocratie résout tout, les masses exploitées, opprimées, appauvries ne sont pas prêtes à perdre leurs acquis et c'est pourquoi des luttes se font jour. Notre tâche est de renforcer chacune de ces luttes et de construire l'outil politique capable de se présenter comme une alternative devant les masses. Nous appelons à renforcer une alternative politique avec l'indépendance de classe et anticapitaliste. Nous continuons à mener cette bataille au sein du PSOL, avec le prochain congrès comme tâche importante, sur la voie de la construction d'un parti socialiste, internationaliste et révolutionnaire au Brésil.

COP-30 au Brésil : LE BLA-BLA atteindra l'Amazonie

PAR MAURÍCIO MATOS, LUTTE ÉCOSOCIALISTE, COLLECTIF RÉVOLUTION SOCIALISTE - PSOL

En janvier 2023, le revue *Science*, l'une des plus prestigieuses revues scientifiques au monde, a publié un article démontrant que les projections du réchauffement climatique réalisées entre 1977 et 2003 par des scientifiques de la multinationale pétrolière américaine ExxonMobil étaient cohérentes et exactes dans la grande majorité des cas. Cela démonte la mascarade des géants du pétrole qui prétendaient ne pas savoir ou ne pas être sûrs de l'interférence de la combustion des énergies fossiles sur le climat de la planète Terre : *« pendant des décennies, certains membres de l'industrie des énergies fossiles ont tenté de convaincre le public qu'une relation de cause à effet entre l'utilisation des énergies fossiles et le réchauffement climatique ne pouvait être établie parce que les modèles utilisés pour projeter le réchauffement étaient trop incertains »*.

Aux États-Unis, la découverte en 2015 de mémos internes d'Exxon rédigés à la fin des années 1970 a été suivie de huit années d'intenses recherches pour en savoir plus. Durant cette période, un chercheur britannique a trouvé dans les archives d'un musée du petit État du Delaware, près de Washington DC, les transcriptions d'une conférence sur le pétrole tenue en 1959 à l'université Columbia, New York. Parmi les centaines de pages, un passage retient son attention. Il s'agit du discours de l'un des scientifiques ayant contribué à la création de la bombe thermonucléaire destructrice, la bombe H, parlant des combustibles fossiles à un auditoire de cadres de l'industrie américaine : *« chaque fois qu'on brûle un combustible conventionnel, on crée du dioxyde de carbone… Sa présence dans l'atmosphère provoque un effet de serre… toutes les villes côtières seraient recouvertes »* par la montée du niveau des mers due à la fonte des calottes glaciaires, a averti le scientifique, si les combustibles fossiles continuaient à être utilisés à grande échelle.

La découverte que ces multinationales pétrolières connaissaient déjà les impacts catastrophiques sur le climat mondial de la combustion du pétrole, du gaz, du charbon, en cachant ces données et en créant un réseau de désinformation pour discréditer les études universitaires qui aboutissaient à des conclusions divergentes, a conduit à des dizaines de procès intentés par des villes, des comtés, des États américains contre des compagnies pétrolières et gazières. Parallèlement, des mouvements sociaux tels que #Exxon Knew ont vu le jour, appelant *« le ministère américain de la Justice et les procureurs généraux des États à enquêter les trusts pétrolières et à faire payer les pollueurs »*.

DÉNONCER LA COP-30, ORGANISER LE SOMMET DES PEUPLES !

Bien que connaissant déjà le réchauffement de la planète et le changement climatique, les compagnies pétrolières et les gouvernements impérialistes ont caché à l'opinion publique, pendant des décennies, les effets néfastes de l'exploitation illimitée des combustibles fossiles. Ce n'est qu'en 1992 que l'ONU a soulevé la question lors de la Conférence sur l'environnement et le développement (Rio-92). Le premier sommet des pays pollueurs à discuter spécifiquement

du changement climatique n'a eu lieu qu'en 1995 à Berlin, Allemagne (COP-1).

Depuis lors, il y a eu beaucoup de bla-bla, beaucoup de promesses non tenues, beaucoup d'accords non respectés, aucune action suffisamment forte pour empêcher une catastrophe sociale et environnementale sur toute la planète. C'est une démonstration claire que le capitalisme n'offrira pas de véritables solutions pour éviter l'effondrement socio-environnemental.

Désolemment, la position de la direction nationale majoritaire du PSOL à Belém, capitale de l'État de Pará dans la région Nord, administrée par le maire PSOL Edmilson Rodrigues, hôte de la COP-30, est d'utiliser la tactique de l'écoblanchiment tout en célébrant l'événement comme une possibilité de prêts financiers pour « maquiller » la ville en vue de sa réélection à la mairie en 2024. Le militantisme du PSOL a le devoir de dénoncer la farce de la COP-30 et d'organiser un événement parallèle, le Sommet des Peuples, qui présente des alternatives au-delà des profits capitalistes.

Il faut que ceux d'en bas prennent en main la tache de défendre la biodiversité et les peuples à l'échelle internationale. Défendre la Terre-Mère, la Pachamama. En ce sens, les paroles du camarade Hugo Blanco, décédé le 25 juin dernier, prennent un sens nouveau et planétaire : *« Terre ou mort ! »* Nous vaincrons !

QUELLE STRATÉGIE POUR le Front de Gauche ?

PAR SERGIO GARCÍA, DE LA DIRECTION NATIONALE DU MST DANS LE FRONT DE GAUCHE UNITÉ - ARGENTINE

Notre pays est en émoi après les résultats des élections internes obligatoires (PASO) qui ont donné la victoire à l'ultra-droitier Javier Milei. Le pays traverse une forte crise économique et sociale, la province de Jujuy est un exemple de la tentative de la bourgeoisie de s'attaquer aux droits sociaux et démocratiques. C'est ce plan national qu'ils tenteront d'imposer après les élections d'octobre et que l'avancée de Milei réaffirme, ouvrant une perspective de confrontation majeure dans les rues. Dans ce cadre, le FIT-U a passé les primaires et sera l'une des cinq listes aux présidentielles d'octobre, alors qu'en même temps il y a un profond débat et différentes stratégies en jeu. Quelles sont les différences et les stratégies débattues ? Quel projet notre liste formée par le MST et le PO a-t-elle soulevé au sein du FIT-U ? Quels ont été les résultats du 13 août ? Quelle importance a notre importante victoire au sein du FIT-U dans la capitale du pays ? Nous abordons ces sujets.

L'Argentine a une longue histoire de lutte et un régime bourgeois en crise permanente. Après la chute de la dictature au début des années 1980 grâce à l'action révolutionnaire du mouvement de masse, le régime démocratique bourgeois a agi du mieux qu'il a pu parmi de périodes plus mouvementées, comme les premières années de la décennie 1990. Vers la fin du XXe siècle, la crise et la montée ont fait un grand bond en avant jusqu'aux jours historiques de l'Argentinazo de 2001, qui a mis fin au gouvernement du radical De la Rúa et au régime bipartite existant, au cri de *« qu'ils s'en aillent tous »* et a provoqué un changement qualitatif de la situation. Malheureusement, l'absence d'une alternative de gauche ayant du poids parmi les masses a constitué une limite au processus, qui a permis au péronisme de reprendre le pouvoir au fil du temps, malgré la plus grande faiblesse de sa structure politique et syndicale.

Nous commençons par ce bref rappel historique afin de mieux comprendre ce que nous vivons aujourd'hui. Depuis l'Argentinazo jusqu'à aujourd'hui, la grande bourgeoisie et l'impérialisme ont eu le contrôle politique, mais ils n'ont pas été

en mesure de stabiliser le régime ou de faire avancer qualitativement les changements structurels en leur faveur. Les gouvernements successifs ont tenté de le faire, mais n'y sont pas parvenus. L'un après l'autre, ils ont tenté de mettre de l'ordre dans les rues et dans l'économie, sans y parvenir. En fait, l'émergence du macrisme, avec un fort soutien bourgeois au gouvernement Macri de 2015 à 2019, avait pour objectif central de « normaliser » le pays, mais il n'y est pas parvenu et a été rejeté par de larges franges des masses.

Ce gouvernement a été remplacé en 2019 par le péronisme avec Alberto Fernández comme président, nommé par Cristina Fernández de Kirchner, et elle comme vice-présidente. Aujourd'hui, nous vivons les derniers jours de ce gouvernement au milieu d'une forte crise économique et inflationniste, d'une hausse des niveaux de pauvreté, d'indigence, d'inégalité sociale. Avec la capitulation au FMI par la légalisation, par le péronisme, d'une dette frauduleuse contractée par Macri sous son gouvernement. Ce désastre a fini par s'exprimer lors des élections du 13 août.

LA PERCÉE DE MILEI, LA CRISE ET SES PERSPECTIVES

Le pays démarre actuellement la campagne électorale pour les élections générales du 22 octobre pour la présidence et les législatives, après les primaires qui ont bouleversé tout le paysage politique, avec la défaite des deux principales coalitions -péronisme et macrisme- et le triomphe de Milei en pleine ascension, le leader droitier de La liberté avance.

La campagne électorale s'est déroulée dans le contexte d'une situation internationale et latino-américaine critique, avec de fortes tensions et polarisations sociales. Dans ce contexte, face à l'échec des gouvernements successifs, y compris le dernier avec un discours progressiste mais appliquant l'ajustement du FMI, il y a eu une combinaison d'un indéniable glissement électoral vers la droite, exprimant un vote de colère de secteurs politiquement arriérés contre ceux au pouvoir, un phénomène sur lequel Milei a capitalisé, ainsi qu'un secteur de droite, fasciste, qui défend un programme totalement anti-droits. Un autre secteur a également décidé de ne pas voter ou de voter blanc. L'Argentine est donc sur le point de voir triompher aux élections générales une sorte de Bolsonaro, avec un discours d'ultra-droite et des possibilités non pas certaines, mais réelles, d'accéder à la présidence.

Le péronisme de Sergio Massa et le macrisme de Patricia Bullrich ont subi un coup dur qui a bouleversé tous leurs plans. Et le résultat a encore plus déstabilisé un régime politique qui était en crise. Bien sûr, ils vont maintenant essayer de se ressaisir et de remporter les élections générales, dans le cas du péronisme, en suscitant la peur de pans entiers de la population à l'égard d'un futur gouvernement Milei. Nous verrons si cela marche au moment où le péronisme gouverne et ajuste. Pour l'instant, le leader de droite a pris l'avantage et tout peut arriver.

Le cadre du résultat électoral est qu'au milieu d'importantes luttes ouvrières et populaires, pas encore généralisées, l'Argentine se dirige vers l'hypothèse que ces premiers chapitres de la crise sont le prélude aux grandes confrontations à venir. Le pays qui vient est une nouvelle tentative de la bourgeoisie de contrôler les rues, de réduire le droit de protester, de poursuivre ceux qui luttent, de voter de nouvelles lois pour le mettre en œuvre, et tout cela au service de garantir le plan d'austérité brutale du FMI, de promouvoir des réformes du travail et de la sécurité sociale, de poursuivre le pillage de nos richesses associée avec des grandes entreprises internationales, américaines et chinoises. Ce pays qui vient s'est déjà manifesté à Jujuy, où, à force de répression, une réforme constitutionnelle réactionnaire a été votée, qui réduit les droits démocratiques et garantit la sécurité juridique pour le vol du lithium. Là aussi, il y a eu une très forte mobilisation contre cette réforme, de grandes manifestations d'enseignants et de fonctionnaires, l'émergence des coordinations, des piquets, des barrages routiers. À Jujuy, on peut voir l'image de ce qui va se passer et aussi dans la victoire de Milei. À moyen terme, après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, il y aura davantage de tensions sociales et de polarisation, de nouvelles rébellions, des changements brusques, des retournements de situation, peut-être une crise révolutionnaire. La gauche révolutionnaire doit se préparer à tout cela.

DANS CETTE PERSPECTIVE, LE FRONT DE GAUCHE QU'IL FAUT

Nous commençons par réaffirmer le fait qu'il y a des années, nous avons formé le Front de gauche et des travailleurs unité (FIT-U), une coalition électorale d'unité de la gauche[1] que nous avons constituée avec le Parti ouvrier (PO), le Parti des travailleurs socialistes (PTS) et la Gauche socialiste (IS). Ce Front a obtenu le soutien d'importants secteurs de l'avant-garde et du militantisme ouvrier et populaire, ainsi que d'une frange de travailleurs et de jeunes lors des élections. Depuis sa fondation, le Front a profité de l'absence de variantes de centre-gauche fortes, puisqu'elles ont été assimilées au péronisme par le biais du kirchnerisme, aujourd'hui estompé. Mais lors de ces élections, la candidature présidentielle de Juan Grabois est apparue avec un discours populaire contre le FMI, et bien qu'il se soit présenté au sein du péronisme, il l'a fait avec sa propre formule, il a obtenu un bon score (5 %) et a ainsi empêché une frange de tourner vers la gauche. À l'avenir, nous devrons voir si ce nouvel acteur politique rompt ou non avec le PJ et, si c'est le cas, comment cela affectera la gauche et la possibilité qu'elle se développe au fur et à mesure qu'une nouvelle médiation émerge. Nous devrons nous occuper de ce nouveau phénomène politique, en commençant par leur dire que s'ils sont contre le FMI, ils doivent rompre avec le PJ qui gouverne avec le Fonds et rejoindre la lutte dans les rues contre les mesures d'austérité de tout gouvernement qui émergera en octobre.

Dans ce contexte, le Front de gauche a l'aspect positif de son programme de base et de l'espace politique qu'il a conquis, affrontant toutes les variantes capitalistes. C'est pourquoi nous devons le défendre et lutter pour sa continuité et son développement. En fait, lors de ces primaires, nous avons obtenu 650 000 voix de travailleurs.euses et de jeunes (2,6 %), quelque chose de presque similaire à la dernière présidentielle de 2019 (2,8 %), ce qui constitue une consolidation de notre base socio-électorale, bien que sans faire un nouveau saut. Quant aux élections législatives de 2021, nous avons reculé, bien qu'il s'agisse d'une élection différente, pas d'une présidentielle, et nous n'avons pas pu maintenir ce vote. Le fait que nous disposions encore d'une frange importante d'électeurs consolidés est positif et pourrait même s'accroître lors des élections générales d'octobre.

Contrastant avec cette réussite de la FIT-U, au sein de la gauche, on constate la très mauvaise performance du Nuevo MAS de Castañeira et de son faible courant international SoB, qui est retombé à un pitoyable 0,3 % des voix en raison du sectarisme et du rejet de l'unité de la gauche.

En parallèle de ses points forts, le Front de gauche a de grandes limites qui se traduisent par son incapacité à aller plus loin, et celles-ci ne doivent pas être cachées mais débattues en face à face , face à notre militantisme, à l'avant-garde, aux milliers de sympathisant.e.s qui nous soutiennent.

Il est clé de comprendre de quel débat il s'agit. Comme il y avait deux listes aux primaires, on peut tendre de réduire le débat à une lutte de candidats, ce qui est une erreur. En réalité, le Front de gauche s'est présenté aux élections internes avec deux formules présidentielles, mais il s'agit d'un débat sur le projet, sur la stratégie. Maintenant, vers octobre, nous irons tous et toutes ensemble avec des listes communes contre les partis capitalistes, mais le débat fondamental et stratégique se poursuivra au-delà d'octobre. Il s'agit de savoir ce que doit être le FIT-U et, sur cette question centrale, nous n'avons pas d'accord avec le PTS et la Fraction trotskyste que ce parti dirige, ni avec le groupe le plus petit et le plus faible du FIT-U, la Gauche socialiste, membre de l'UIT-CI.

Depuis le MST, et au sein des PASO en accord avec les camarades du PO qui ont modifié leur position d'il y a des années, nous avons remis en question le caractère purement électoral que le FIT-U a aujourd'hui. Nous avons proposé un front qui agit chaque jour dans les luttes, qui impulse la lutte pour la direction de la classe ouvrière et des quartiers populaires et qui permet à des milliers de militant.e.s de se reconnaître dans notre front, et pas seulement d'être appelé.e.s aux urnes tous les deux ans. Nous sommes dans un pays où l'on va tenter de nouvelles attaques contre les droits démocratiques et sociaux, face à cela la classe ouvrière et le peuple vont répondre avec force et la gauche doit se lever, être très solide et impulser ensemble les luttes quotidiennes.

Nous promouvons un FIT-U qui réponde à ce défi.

Regrettablement, les camarades du PTS rejettent cette nécessité et donnent un caractère électoraliste au FIT-U, commandé par un certain marketing électoral de leurs porte-paroles et laissant de côté toute perspective d'unité politique supérieure. De plus, ils refusent de s'articuler sérieusement dans les luttes et dans le combat pour la direction du mouvement ouvrier. Dans les quartiers populaires, ils ont ajouté, chose incroyable, une attaque contre le mouvement des *piqueteros* indépendants avec des positions étrangères à notre classe, en disant que les travailleurs des quartiers ne se mobilisent pas « consciemment et volontairement », le même argument utilisé par les politiciens et les médias du régime. Ainsi, le PTS et la Gauche socialiste méprisent la lutte et l'organisation de quartier de centaines de milliers de familles travailleuses.

AVANT ET APRÈS OCTOBRE, DEUX PROJETS STRATÉGIQUES EN DÉBAT

Le Front de gauche se présente aux élections générales avec la formule Bregman-Del Caño et le MST y participera avec des candidats dans toutes les provinces du pays, reflétant une forte accumulation et extension nationale et faisant face à la montée de Milei et de son programme, ainsi qu'à tous les candidat.e.s capitalistes. Pour le projet FIT-U que nous défendons, la formule Solano-Ripoll que nous avons portée dans les primaires a apporté une contribution importante et a recueilli un soutien notable bien qu'elle n'ait pas gagné, même si elle a gagné dans certaines provinces comme l'emblématique et combative Salta, avec Andrea Villegas du MST à la tête de la liste des députés nationaux. Dans la province de Buenos Aires également, nous avons mené une campagne remarquable avec Alejandro Bodart, notre candidat au poste de gouverneur, et nos idées ont été très fortes dans de larges secteurs de la population.

Les résultats nationaux présentent la contradiction entre la force militante et les chiffres électoraux, puisque clairement le MST et le PO sont les forces les plus répandues et implantées dans les quartiers populaires et les structures ouvrières, mais le résultat marque le poids de porte paroles plus installé.e.s et concentré.e.s sur le coté électoral. En ce cas, IS, qui a un travail faible et qui a été brouillé dans toute la campagne par son suivisme lamentable derrière les candidats du PTS.

Ce que nous voulons pour le FIT-U, nous l'avons exprimé il y a des années et également au cours de la

campagne, où nous avons promu des propositions qui vont au-delà : nous avons convoqué des réunions plénières massives ouvertes aux militant.e.s et aux sympathisants du front, nous avons débattu démocratiquement de la politique, du programme, des candidatures et nous avons décidé avec la méthode de la classe ouvrière, par un vote à main levée parmi des milliers, avec plus de 20 000 camarades. Cette plénière sur la Place du Congrès a été un événement historique qui a marqué un tournant dans la pratique de la gauche anticapitaliste et socialiste. Et ce fut un grand exemple du débat de stratégies au service du FIT-U après les élections pour convoquer ouvertement, s'ouvrir, démocratiser toutes ses décisions et rompre avec un modèle électoraliste qui nous ferme et nous limite.

Il y a un combat politique pour le cours du Front et cette campagne électorale et ses résultats sont un premier instantané, un moment d'une lutte profonde pour les perspectives de la gauche. Par électoralisme et par un certain scepticisme, les camarades du PTS et une partie de la gauche se contentent des acquis. Nous avons une autre stratégie : partir des acquis pour aller beaucoup plus loin. Faire avancer la construction d'un projet de gauche engagé à se battre pour le pouvoir politique à partir de la mobilisation des travailleurs et du peuple. Aucun projet n'est révolutionnaire s'il ne se bat pas pour cet objectif. Nous allons maintenant avec toute le FIT-U unie aux élections générales, mais tout ce débat stratégique se poursuivra avec force après les élections.

LE RENFORCEMENT DU MST ET L'IMPORTANCE DE LA VICTOIRE DANS LA CAPITALE

Nous sommes sortis renforcés de ce processus électoral, ajouté aux acquis des élections précédentes. Nous avons obtenu des sièges, renforcé des idées et des personnalités politiques, fait un bond en avant avec Cele Fierro en remportant la capitale, Alejandro Bodart s'est fait connaître dans la province de Buenos Aires et Vilma Ripoll a apporté une

contribution importante en tant que candidate à la vice-présidence, au prix de nombreux sacrifices. Nous avons également réussi à gagner la combative Salta, en menant avec Andrea Villegas dans la catégorie des députés, ce qui nous place à la tête du FIT-U dans cette province.

Si l'on considère l'année électorale dans son ensemble, nous avons réussi à renouveler le siège de députée à Córdoba avec Luciana Echevarría, entrer au Conseil de la capitale de cette province ; à Neuquén, nous avons réélu Priscila Otton au Conseil et nous allons participer à la rotation d'un député provincial, nous avons également obtenu la continuité en tant que conseillère de Betina Rivero à Palpalá pour un mandat complet et nous faisons partie de la rotation des députés provinciaux avec Leo Rivero à Jujuy. Il y a quelques semaines, nous avons obtenu un siège à la Législature de Chubut. En outre, le premier dimanche de septembre, nous nous présenterons au conseil municipal de Bariloche, avec de sérieuses chances d'y entrer. Et plus tard, nous aurons les rotations d'un député national et d'un député provincial pour Buenos Aires, reprenant ainsi ce que nous avons obtenu lors des législatives de 2021. Tous ces sièges sont des conquêtes pour impulser les revendications sociales, défendre notre programme, renforcer la gauche et construire notre parti, dans la stratégie de la lutte pour l'avant-garde et le mouvement de masse.

Comme nous le disions, un fait non négligeable et très pertinent est que dans la capitale du pays, notre liste a remporté les élections internes du FIT-U et emmènera Cele Fierro du MST en octobre en tant que première candidate à la députation de la ville de Buenos Aires et Vanina Biasi comme maire. Nous y sommes parvenus avec 65 % des voix du Front et en atteignant 5 % des voix totales. C'est dans cette circonscription clé que nous avons pu faire le plus de progrès. Nous parlons de l'endroit où nous avons le plus de chances d'obtenir des député.e.s de gauche et où nous aurons donc le défi et la fierté d'y être à la tête de la liste du Front de gauche.

Nous nous battrons contre tous les partis de droite et le faux progressisme, nous nous battrons pour grandir encore en octobre et pour gagner plus d'un siège pour la gauche révolutionnaire. C'est la possibilité la plus concrète dont dispose le FIT-U et nous allons la profitter pleinement. Parce que nous pouvons y arriver et que ce seront aussi des sièges mis au service de la lutte à venir et pour faire connaître et renforcer les idées du projet de gauche que nous voulons plus puissant et massif.

CONCLUSIONS FINALES

Des années de fortes luttes et de tensions sociales s'annoncent en Argentine et sur le continent. Dans le cadre de la tâche consistant à rendre plus grande et plus forte l'unité de la gauche que nous avons réussie, il nous faut joindre des milliers de personnes à notre front et à notre parti. Pour ce faire, nous disposons de notre programme anticapitaliste et socialiste, qui constitue la base politique directrice de la lutte pour un gouvernement ouvrier et le socialisme. Si nous organisons des milliers de femmes, de travailleurs, de jeunes, nous renforçons la lutte pour ce programme, et si au contraire, à cause du sectarisme, le Front ne convoque pas et ferme ses portes, le programme, aussi correct soit-il, est affaibli dans la réalité. Car un programme est fort et solide non seulement par ce qu'il dit, mais s'il a des milliers de militant.e.s qui le défendent et le portent en avant.

Nous voulons un Front implanté et engagé dans la lutte politique et sociale, qui organise des milliers de personnes et qui laisse de côté les conceptions hégémoniques et fermées. Ces jours-ci, au vu de la victoire de Milei et de l'inquiétude qu'elle suscite, des sympathisant.e.s et des électeurs viennent nous rejoindre. Nous devons encourager ce processus en organisant activement plus de militantisme et en appelant politiquement avec toute la force nécessaire à combattre Milei et son programme réactionnaire dans les rues, dans la campagne vers octobre et partout.

Depuis le MST et la LIS, nous menons cette bataille politique pour défendre le FIT-U et une stratégie socialiste globale. Nous le faisons pour que la gauche soit dans de meilleures conditions pour faire face aux défis que le pays convulsé qui s'annonce nous apporte. La gauche révolutionnaire ne peut faire moins que de se préparer fermement à ces inévitables confrontations de classes qui se profilent à l'horizon.

1. En Argentine, la *gauche* est ce qu'en France est *l'extrême gauche*.

I Congrès panafricain de la LIS

L'Afrique est un continent d'immenses richesses, mais il concentre les niveaux de pauvreté et d'inégalité les plus extrêmes au monde. Le pillage et le génocide perpétrés par le capitalisme colonial et impérialiste n'ont pas pris fin avec l'indépendance formelle obtenue au siècle dernier. Les multinationales, ainsi qu'une poignée de partenaires capitalistes locaux, continuent d'accumuler des fortunes et de plonger les peuples du continent dans la pauvreté et la famine.

Mais les peuples africains n'ont jamais accepté la domination, ils se sont battus, se battent et continueront de se battre héroïquement pour leur libération. Dans le cadre de la crise systémique mondiale actuelle du capitalisme, une nouvelle génération de révolutionnaires a émergé, inspirée notamment par le Printemps arabe de la dernière décennie.

Notre Ligue internationale socialiste a commencé à s'y joindre avec l'intégration de la Ligue socialiste révolutionnaire du Kenya en 2021.. A travers elle, nous avons établi des liens avec des organisations révolutionnaires dans des dizaines de pays africains, avec lesquelles nous entendons construire un outil révolutionnaire continental et mondial.

Avec ce but, le I Congrès panafricain de la LIS se déroule du 28 août au 1er septembre à Nairobi. Des délégué.e.s d'organisations révolutionnaires du Nigeria, du Sahara occidental, du Ghana, d'Afrique du Sud, du Sénégal, de la République démocratique du Congo, du Zimbabwe, de Zambie, du Malawi, de Tanzanie, du Kenya, du Togo, du Lesotho et du Swaziland se réunissent à Nairobi, et des représentants de plusieurs autres pays y participent. virtuellement.

Les différentes expériences développées dans chaque pays ont été discutées et des progrès ont été réalisés dans l'élaboration d'un programme et d'une stratégie commune pour lutter pour la libération définitive des peuples africains du néocolonialisme impérialiste, pour vaincre la bourgeoisie et les gouvernements complices de nos pays et mener les masses laborieuses au pouvoir dans une Afrique socialiste unie.

On évoque notamment la situation en Afrique de l'Ouest, où une série de coups d'État au Burkina Faso, au Mali et plus récemment au Niger ont renversé les régimes contrôlés par la France et l'impérialisme occidental, qui s'apprêtent à intervenir militairement pour récupérer leur territoire. Nous menons une politique révolutionnaire de défense du droit à l'autodétermination des peuples contre l'intervention impérialiste, à partir d'une position indépendante de tout régime capitaliste et pouvoir impérialiste.

Surtout, on discute de la manière de construire un outil politique révolutionnaire et internationaliste panafricain au niveau continental dans le cadre de la Ligue internationale socialiste pour lutter pour un monde socialiste, avec nos camarades de classe du reste de la planète.

Frères et sœurs de classe de toute l'Afrique, unissons-nous ! Nous n'avons rien à perdre que nos chaînes. Nous avons, au contraire, un monde à gagner.